

30 ANS



LA LETTRE ANNIVERSAIRE DE L'IRMC

numéro 33 | Hors série | septembre 2022 | publications@irmcmaghreb.org



ÉDITORIAUX

Trente ans, le bel âge, par Katia Boissevain	3
Poser les fondations, par Michel Camau	7

FAIRE DE LA RECHERCHE À L'IRMC : ET APRÈS ?

Amin Allal, des lendemains qui chantent les sciences sociales du politique	12
Jean-Pierre Cassarino, parcours d'un politiste sans frontières	14
Delphine Cavallo, un parcours lié au développement du Web scientifique	15
Jocelyne Dakhli, portrait d'une histoire méditerranéenne	17
Éric Gobe, le choix de la rigueur et de la constance	19
Imed Melliti, le pari réussi de l'ancrage et de l'ouverture	21
Lamia Zaki, de la recherche à l'engagement dans des organismes internationaux	23
Carte : trente ans de recherche euro-maghrébine	25

FENÊTRE SUR DES FUTURS POSSIBLES

L'IRMC à la croisée des chemins, par Marouen Taleb	27
--	----

L'IRMC, UN ANCRAGE DURABLE AU MAGHREB

L'IRMC et la recherche maghrébine : des liens pérennes, par Hend Ben Othman	32
Flash-back en 2011 : traverser les bouleversements politiques, par Hend Ben Othman, Kmar Bendana et Katia Boissevain	36
Le projet « JRSLS Libye » : renouer avec le monde académique libyen, par Neila Saadi	39

LES PILIERS DE L'IRMC

Anne-Marie Planel. Entre sécularisation et diversification	42
Christiane Saddem. Constance et polyvalence : retour aux fondements de l'IRMC	46
Hayet Naccache. « L'IRMC est une porte que l'on ouvre facilement »	49
Une page de gratitude	53

ARCHIVES ET NUMÉRIQUE

Digi#Magh, redécouvrir le patrimoine arabe, par Vanessa Aubry	56
Une bibliothèque à la page, par Marwa Ben Zid, Sawssen Fray et Khaled Jomni	57
Humanités et numérique, par Selma Hentati et Afef Toumi	60
Livres d'hier et d'aujourd'hui, par Selma Hentati	61
Besma Ouraïed. « Avec souplesse et efficacité »	62

LES PARLERS DE L'IRMC

D'une langue à l'autre : la traduction et ses défis. Entretien avec Kmar Bendana	65
L'oral à l'honneur : quand publier n'est pas tout, par Katia Boissevain	67

LES GRANDES RENCONTRES TRANSNATIONALES À VENIR

Insanyyat, c'est bientôt, par Kmar Bendana	70
L'ALSIF, une association d'envergure, par Imed Melliti	71





ÉDITORIAL

par Katia Boissevain
Directrice de l'IRMC

TRENTE ANS, LE BEL ÂGE

L'anniversaire des trente ans d'une institution est sans doute un moment privilégié pour faire le point, pour revenir sur les grandes et les petites rencontres, sur les moments structurants. C'est aussi l'occasion de dresser le tableau de ce qui a été accompli à l'IRMC depuis sa création, de rappeler les relations scientifiques tissées au fil des générations et les thématiques travaillées à partir de la Tunisie.

Il nous a semblé important que *La Lettre de l'IRMC* « spécial 30 ans », concoctée avec soin et motivation par toute l'équipe (administrative et de recherche), fasse également un « arrêt sur image » sur la place occupée aujourd'hui par les étudiant-e-s et chercheur-e-s passé-e-s par cet [Umifre](#). Qu'ils ou elles soient recruté-e-s à l'université ou dans des institutions de recherche, dans des ONG, dans des fonctions académiques ou de soutien à la recherche, en France, en Europe ou au-delà, ils et elles continuent de participer à approfondir la connaissance sur le Maghreb et la Tunisie et à densifier les liens entre les organismes/établissements.

Pour la version en ligne de *La Lettre n°33*, les lecteurs et les lectrices trouveront une carte interactive, sur laquelle chaque point indique brièvement le parcours des personnes qui ont fait ou sont passées par l'IRMC. Certaines notices ont donné lieu à des entretiens plus approfondis, tandis que les autres pourront être enrichies au fil du temps et des disponibilités.

Dans une des sections, les chercheur-e-s, ainsi que les associé-e-s – dont le rôle de liaison est fondamental au sein de l'IRMC – ont tenu à aborder la question des conditions matérielles de la recherche : en quoi la recherche sur le Maghreb a-t-elle changé dans les trente dernières années ? Comment la place de l'IRMC a-t-elle évolué dans le paysage scientifique local, en fonction des changements politiques intérieurs ou des relations géopolitiques régionales ?

Par ailleurs, revenant sur le bouleversement causé par la Révolution de 2011, un article décrit la manière dont l'IRMC a été affecté, traversé, comme le reste de la société, par le séisme politique en train de se produire, et il revient sur la façon dont les recherches et séminaires se sont saisis du moment.

L'une des ambitions pour l'IRMC, au moment de sa création en 1992, était de dés-essentialiser la région, de dé-spécifier les questions y sont travaillées, et d'intégrer le Maghreb dans le grand concert des sciences sociales, au même titre que d'autres sous-ensembles régionaux tels que la Méditerranée, le Moyen-Orient, ou l'Amérique latine. Sans conteste, l'objectif est atteint. Néanmoins, pour atteindre ce niveau de connaissance sur un pays ou une région, les travaux de terrain, l'immersion longue et l'apprentissage de la langue demeurent incontournables. Pour cette raison, l'institut s'efforce, en dépit des contraintes budgétaires, de maintenir une bourse d'Aide à la Mobilité internationale annuelle pour la recherche doctorale. Nous sommes convaincu-e-s de la vertu d'un échange réel avec le pays pour restituer et analyser au mieux les questions scientifiques qui s'y posent. Ces bourses, dont le nombre s'est, hélas, réduit au fil du temps, constituent l'un des leviers de l'attachement scientifique des individus à la Tunisie ; l'insertion dans le pays, la fréquentation des gens et des lieux, les amitiés et le partage des expériences nourrissent la compréhension.

D'ailleurs, le vocabulaire et les images employées ne trompent pas. Lorsque l'institut est évoqué par celles et ceux qui y ont travaillé, il est souvent question de « maison », de « lieu de naissance », de « plateforme collaborative » voire de « courroie de transmission » entre le Maghreb et l'Europe. L'IRMC peut également être pensé comme une « machine à fluidifier », car son équipe de recherche, tout comme l'administration, permet souvent de huiler les rouages, d'agir là où ça grippe, de favoriser des rencontres scientifiques, de consolider des

relations professionnelles et d'initier des programmes de recherche porteurs. Son positionnement transversal, sa compétence couvrant trois des pays du Maghreb (Tunisie, Algérie et Libye), ses relations entretenues avec les universités dans chacun d'entre eux, et son double ancrage institutionnel en France (entre le MEAE et le CNRS), l'autorisent bien souvent à se placer dans les interstices, et d'être un lieu de médiation, au sens fort du terme. Travailler au sein de l'IRMC oblige à une observation décentrée, et ce décalage affûte les regards et aiguise les analyses qui en découlent. Les doctorant-e-s ou postdoctorant-e-s passé-e-s par ici ont, pour l'immense majorité, continué d'entretenir des relations professionnelles avec la région, qu'ils ou elles soient impliqué-e-s dans la recherche scientifique ou non.



"Through the Tunisian South" © Skander Khlif

Maison ou plateforme, ce lieu est devenu, au fil du temps, un espace intellectuel reconnu pour l'excellente formation de nombreux chercheur-e-s en France et au Maghreb devenu-e-s aujourd'hui spécialistes de la région. Les thèses préparées, les programmes de recherche conduits, les écoles doctorales, formations et séminaires ainsi que les publications réalisées ont enrichi notre connaissance et ont contribué à tisser des liens professionnels au long cours à travers des amitiés profondes, durables, internationales, interdisciplinaires et souvent intergénérationnelles.

l'IRMC, en tant qu'*Umifre*, est un outil précieux pour la connaissance en sciences humaines et sociales et pour développer des collaborations scientifiques au niveau de l'aire formée par l'Algérie, la Tunisie et Libye. Les liens avec le Centre Jacques-Berque (CJB), qui travaille au Maroc et en Mauritanie, participent de ce maillage et des échanges du savoir. Les programmes de recherche qui sont déployés à Tunis et les orientations de la politique qui y est conduite sont en prise avec les grands enjeux scientifiques du moment : les questions politiques, juridiques, sociales,

environnementales, urbaines, ainsi que celles liées au religieux ou aux enjeux économiques. Elles y sont traitées sans polémique, avec l'autonomie et le regard critique qu'il convient pour maintenir l'intégrité scientifique et la liberté nécessaires. De plus, sa bibliothèque attire de nombreux-ses doctorant-e-s et chercheur-e-s tunisien-ne-s (et algérien-ne-s, avant la pandémie de 2020) et a confirmé sa place en tant que lieu-ressource pour bon nombre d'universitaires en Tunisie. Les prochaines grandes manifestations auxquelles contribue l'IRMC reflètent son rayonnement international : le *Forum Insaniyyat Tunis 2022*, premier forum intermaghrébin en SHS, qui réunit 1 000 participant-e-s en septembre 2022 à Tunis, le congrès de l'AISLF en octobre 2022, qui accueillera à Sfax les sociologues de langue française, et la participation de l'IRMC au Salon des sciences humaines et sociales d'Oran, en octobre 2022. Son école doctorale itinérante, qui se déplace en Afrique de l'Ouest depuis 2016, en est à sa 5^e édition et est promise à un bel avenir. L'année des trente ans de l'IRMC est donc un feu d'artifice d'événements de grande ampleur, et nous nous en réjouissons.

Je profite de ces quelques lignes pour remercier Selma Hentati, responsable des publications depuis janvier 2022, et Bisma Ouraïed, infographiste-maquetiste historique de l'IRMC, qui ont travaillé sur la carte interactive avec ingéniosité et bonne humeur. Vanessa Aubry, volontaire internationale chargée de trouver

des financements pour les programmes de recherche, et Mohamed Slim Ben Youssef, doctorant, ont conduit, pour cette occasion festive, des entretiens auprès de personnes proches de l'IRMC avec tact, et faisant preuve d'une curiosité toujours bien placée. Enfin, le nouveau site internet, mis en ligne grâce au travail de Afef Toumi, chargée de communication, ainsi que le compte Facebook et Twitter, favorisent une bonne visibilité, et ce faisant, une meilleure circulation des informations. Pour finir, j'adresse un très grand merci à l'équipe administrative soudée et impliquée qui tient l'ensemble, sans laquelle il n'y aurait pas d'IRMC.

Michel Camau (1^{er} directeur-fondateur de l'IRMC) laisse entendre dans sa contribution qu'il a toujours été très attentif à ce lieu au cours des trois décennies écoulées. À titre personnel, en tant que 7^e directrice et ancienne boursière MEAE, je suis honorée de me placer sous le regard bienveillant de son fondateur et la continuité constructive de mes prédécesseurs.

Je souhaite longue vie à l'IRMC. Joyeux anniversaire à nous toutes et tous !

30 YEARS OLD, A GOOD AGE !

The thirtieth anniversary of an institution is undoubtedly a privileged moment to look back on the great and small encounters, on the structuring moments. It is also the opportunity to draw up a picture of what has been accomplished at the IRMC since its creation, to recall the scientific relations woven over the generations and the themes worked on from Tunisia.

We felt it was important that the “30 years special edition” of the *Lettre de l'IRMC*, carefully put together by the whole team (administrative and research), also “freeze-frames” the place occupied today by the students and researchers who have passed through this [Umifre](#). Whether recruited at the university or in research institutions, NGOs, academic or research support functions, in France, in Europe or beyond, they continue to participate in deepening knowledge on the Maghreb and Tunisia and in densifying the links between organisations/institutions.

For the online version of the Letter n°33, readers will find an interactive map, where each point briefly indicates the background of the people who have been or are going through the IRMC. Some of the entries have been the subject of more in-depth interviews, while others will be added as time goes by. In one of the sections, the researchers, as well as the associates - whose role is fundamental within the IRMC - were keen to address the question of the material conditions of research: how has research on the Maghreb changed in the last thirty years? How has the IRMC's place in the local scientific landscape evolved in relation to domestic political changes or regional geopolitical relations?

Furthermore, looking back at the upheaval caused by the 2011 Revolution, an article describes the way in which the IRMC was affected, like the rest of society, by the political earthquake that was taking place, as well as the way in which research and seminars took hold of the moment.

One of the ambitions of the IRMC, at the time of its creation in 1992, was to de-essentialise the region, to de-specify the issues being worked on, and to integrate the Maghreb into the great concert of social sciences, in the same way as other regional sub-groups such as the Mediterranean, the Middle East, or Latin America. Obviously, the objective has been achieved. Nevertheless, to reach this level of knowledge about a country or region, fieldwork, long immersion and language learning remain essential. For this reason, the Institute strives, despite budgetary constraints, to maintain an annual International Mobility Grant for doctoral research. We are convinced of the virtue of a real exchange with the country in order to better understand and analyse the scientific questions that arise there. These grants, whose numbers have unfortunately been reduced over time, are one of the levers of the scientific attachment of individuals to Tunisia; the insertion in the country, the frequentation of people and places, the friendships and the sharing of experiences which nourish understanding.

Moreover, the vocabulary and images used do not deceive. When the institute is mentioned by those who have worked there, it is often referred to as a “home”, a “birthplace”, a “collaborative platform” or even a “transmission belt” between the Maghreb and Europe. The IRMC can also be thought of as a “fluidity machine”, because its research team,

like its administration, often makes it possible to oil the wheels, to act where situations seem blocked, to promote scientific meetings, to consolidate professional relations and to initiate promising research programs. Its transversal positioning, its competence covering three of the Maghreb countries (Tunisia, Algeria and Libya), its relations with the universities in each of them, and its dual institutional anchorage in France (between the [MEAE](#) and the [CNRS](#)), enables it to be in the interstices, to be a place of mediation, in the strongest sense of the term. Working at the IRMC requires an offbeat look, and this shift sharpens the viewpoint and the analyses that result from it. The vast majority of doctoral and post-doctoral students who have worked here have continued to maintain professional relations with the region, whether or not they are involved in scientific research.

Home or “platform”, over the years, this centre has become an intellectual space recognised for the excellent training of its many researchers in France and the Maghreb who have become specialists in the region. The dissertations prepared, the research programs conducted, the doctoral workshops, training courses and seminars as well as the publications produced have enriched our knowledge of the region and have contributed to the creation of long-lasting professional links through deep, international, interdisciplinary and often intergenerational friendships.

The IRMC, is a precious tool for the social sciences and for developing scientific collaborations in the subregion formed by Algeria, Tunisia and Libya. The links with the [Centre Jacques-Berque \(CJB\)](#), which works in Morocco and Mauritania, contribute to this networking and knowledge exchange. The research programs that are deployed in Tunis and the orientations of the policy that is conducted are in line with the major scientific issues of the moment: political, legal, social, environmental and urban issues, as well as issues linked with religion or economics. They are treated outside of polemics, with the autonomy and critical eye required to maintain the necessary scientific integrity and freedom. Moreover, its library attracts many Tunisian (and Algerian, before the 2020 pandemic) doctoral students and researchers and has confirmed its place as an importance resource for many academics in Tunisia.

The next major events to which the IRMC is contributing reflect its international influence: [the *Insaniyyat Tunis 2022 Forum*](#), the first inter-Maghreb forum in social and human sciences, which will bring together 1,000 participants in September 2022 in Tunis, the [AISLF Congress](#) in October 2022, which will welcome French-speaking sociologists to Sfax, and the IRMC's participation in the Oran *Salon des sciences humaines et sociales*, in November 2022. Its “travelling doctoral school”, which has been travelling in West Africa since 2016, is in its 5th edition and has a bright future. The year of the IRMC's thirtieth anniversary is therefore a firework display of large-scale events, which can only delight us.

I would like to take this opportunity to thank Selma Hentati, responsible for the IRMC's publications since January 2022, and Besma Ouraid, our historical graphic designer, who worked on the interactive map with ingenuity and good humour. Vanessa Aubry, international volunteer usually in charge of finding funding for research programs, and Mohamed Slim Ben Youssef, doctoral student, conducted,

for this festive occasion, interviews with people close to the IRMC with tact, and a well placed curiosity. Finally, the new website, work of Afef Toumi, communication officer, as well as the Facebook and Twitter accounts, favour a good visibility, and thus, a better circulation of information. Finally, I would like to thank the very involved administrative team, without which there would be no IRMC.

Michel Camau (first founding director of the IRMC) states in his opening contribution that he has always been very attentive to this place over the past three decades. On a personal note, as 7th Director and former MEAE grant holder, I am honored to be under the benevolent gaze of its founder and the constructive continuity of my predecessors.

I wish the IRMC a long life. Happy anniversary to us all!

الأمد وصدقات عميقة ومستدامة بين أشخاص من مختلف الدول والاختصاصات وحتى الأجيال.

وبصفته وحدة بحث مختلطة للمعهد الفرنسي في الخارج، أصبح معهد البحوث المغربية المعاصرة أداة قيمة لتحصيل المعارف في مجال العلوم الإنسانية والاجتماعية ولتطوير التعاون العلمي في المنطقة المكونة من الجزائر وتونس وليبيا. كما أن الروابط مع مركز جاك بيرك (الذي يتركز عمله في المغرب وموريتانيا) تساهم في هذا التشبيك وتبادل المعرفة. يتم وضع البرامج البحثية في تونس وتحديد السياسة المتبعة لتناسب مع المسائل العلمية ذات الأولوية في الوقت الراهن: وهي القضايا السياسية والقانونية والاجتماعية والبيئية والعمرائية، بالإضافة إلى المسائل المتعلقة بالدين أو الاقتصاد. ويتم البحث في هذه المسائل في المعهد دون الخوض في جدليات وبالحفاظ على الاستقلالية وبمقاربة نقدية، وهي مقومات لا بد منها للتمتع بالنزاهة العلمية والحرية الضروريتين. بالإضافة إلى ذلك، تستقطب مكتبة المعهد العديد من طلاب الدكتوراه والباحثين التونسيين (والجزائريين قبل جائحة 2020) وقد أكدت مكانتها كمرجع للعديد من الأكاديميين في تونس.

إن الفعاليات القادمة التي يشارك بها معهد البحوث المغربية المعاصرة تعكس تأثيره الدولي: بدءاً من منتدى إنسانيات تونس 2022، المنتدى المغربي الأول للعلوم الاجتماعية والإنسانية الذي سيجتمع ألف مشارك ومشاركة في تونس خلال شهر سبتمبر، مروراً بمؤتمر الجمعية العالمية لعلماء الاجتماع الناطقين بالفرنسية، والذي سيرحب بعلماء وعالمات الاجتماع في صفاقس في أكتوبر من هذا العام، بعدها سيشارك المعهد في معرض العلوم الإنسانية والاجتماعية في وهران في نوفمبر 2022. كما ستشهد هذه السنة الإصدار الخامس لكتلة لدراسات الدكتوراه المتنقلة والتابعة للمعهد، التي تقوم برحلات إلى غرب إفريقيا منذ عام 2016، وهو ما يشر بمستقبل مشرق للكلية. وهكذا فإن العام الثلاثين لتأسيس معهد البحوث المغربية المعاصرة هو عام احتفال لأحداث هامة، وهو ما يسعدنا كثيراً.

انتزه فرصة كتابتي لهذه الأسطر لشكر سلمى هنتاتي المسؤولة عن النشر منذ يناير 2022 وبسمعة وريد مصممة الرسوم البيانية وصانعة النماذج التاريخية في المعهد، التي عملت على الخريطة التفاعلية ببراعة وبمزاج طيب. فانيسا أوبري، المتطوعة الدولية التي تقوم عادة بمهمة إيجاد تمويل لبرامج البحث، إلى جانب طالب الدكتوراه محمد سليم بن يوسف، اللذان أجريا مقابلات مع أشخاص مقربين من المعهد في هذه المناسبة الاحتفالية، وأثبتا لباقتهما في المقابلات وأظهرا فضولاً في محله. أشير إلى أن الموقع الجديد هو ثمرة عمل مسؤولة الاتصالات، عفاف تومي، التي طورت أيضاً حسابات المعهد على فيس بوك وتويتير. لإبراز المعهد بشكل أفضل وتيسير الإطلاع على ما يحدث فيه وتداول المعلومات. أخيراً، أود أن أتقدم بالشكر الجزيل إلى الفريق الإداري المترابط والمتلزم بالعمل الذي يجمع كامل الأوراق في يده، والذي لا وجود للمعهد بدونه.

في المساهمة الافتتاحية التي كتبها مؤسس المعهد ومديره الأول، ميشيل كامو، يمكن لنا تبيين اهتمامه الشديد بالمكان طيلة العقود الثلاثة الأخيرة. وأنا شخصياً، بصفتي المدير السابعة للمعهد ومستفيدة سابقة من منح وزارة الخارجية، أتشرف بأن ينظر مؤسس المعهد إلى العمل الذي ينجز اليوم فيه بعين الرضى، وبأن أتابع المسيرة البناءة لمدراء المعهد السابقين.

أتمنى العمر الطويل لمعهد البحوث المغربية المعاصرة واحتفالاً سنوياً سعيداً لنا جميعاً.

لا شك في أن الذكرى الثلاثون لأي مؤسسة هو مناسبة لتقييم عملها وللتذكير باللقاءات الكبيرة والصغيرة واللحظات المفصلية التي مرت بها. وهي فرصة لإعطاء فكرة عما تم إنجازه في معهد البحوث المغربية المعاصرة منذ تأسيسه وللتذكير بالعلاقات العلمية التي نسجت بفضلها جيلاً بعد جيل وبالثناء التي تم العمل عليها انطلاقاً من تونس.

وفي نشرة معهد البحوث المغربية المعاصرة « عدد خاص للسنة الثلاثون » التي أعدها كامل فريق المعهد (باحثين وإداريين) بهمة وعناية، وجدنا أنه من الحري بنا تسليط الضوء على مكانة الطلاب والطالبات والباحثين والباحثات ممن مروا في وحدة البحث المختلطة هذه. حيث إن هؤلاء النساء والرجال يساهمون في تعميق المعارف حول المنطقة المغربية والتونسية وتكثيف العلاقات بين الهيئات والمؤسسات، سواء تمّ استقدامهم من قبل جامعات أو معاهد بحثية أو منظمات غير الحكومية، وسواء قاموا بأداء مهام أكاديمية أو بحثية في فرنسا أو في أوروبا أو خارجها.

في النسخة الإلكترونية للنشرة الثلاثون، سيدج القراء والقارئات خريطة تفاعلية عليها نقاط تشير كل منها بإيجاز إلى مسيرة الأشخاص الذين مروا بمعهد البحوث المغربية المعاصرة أو عملوا على تطويره. توصل بعض العلامات إلى مقابلات معمقة بينما سيتم إثراء بعضها الآخر بمرور الوقت وعند توفر الفرص.

لقد قرر باحثات وباحثي المعهد إلى جانب المعاونات والمعاونين المستقدمين من خارجه (الذين واللواتي يقومون بدور هام في إقامة الصلات بين المعهد والمؤسسات البحثية الأخرى) تخصيص أحد الأقسام لمناقشة الظروف المادية للبحث: كيف تغيرت البحث حول المنطقة المغربية خلال السنوات الثلاثين الأخيرة؟ كيف تطورت مكانة المعهد في المشهد العلمي المحلي؟ وهل كان محرك هذه التغيرات هو التبادلات السياسية الداخلية أم العلاقات الجيوسياسية الإقليمية؟

بالإضافة إلى ذلك، وبالعودة إلى ما سببته ثورة سنة 2011 من تحولات جذرية، يتناول أحد المقالات كيفية تأثر معهد البحوث المغربية بالتغيرات السياسية التي عصفت بالمنطقة، حال المعهد في ذلك حال أطراف المجتمع الأخرى، وكيفية التعامل مع الحدث حينها وتحليله في الأبحاث والندوات.

كان للمعهد طموحات محددة عند تأسيسه سنة 1992 منها: التخلص من الماهية التقافية عند الحديث عن المنطقة والابتعاد عن خطاب الخصوصية عند الخوض في المسائل المتعلقة بها، بالإضافة إلى إدراج المنطقة المغربية في جوقة العلوم الاجتماعية الكبرى، كغيرها من المجموعات الفرعية الإقليمية مثل حوض المتوسط أو الشرق الأوسط أو أمريكا اللاتينية.

ولا شك في أن الهدف قد تحقق. لكن رغم ذلك، لتحصيل مثل هذا المستوى العالي من المعرفة لبلد أو منطقة، لا بد من المثابرة على العمل الميداني والانغماس الطويل في البيئة وتعلم اللغة. لهذا السبب، وعلى الرغم من القيود التي تفرضها الميزانية، يبذل المعهد جهده لالقاء على منحة سنوية لدعم التنقل الدولي في إطار الدكتوراه. فنحن مؤمنون بقيمة التبادل الحقيقي مع الدول لإعادة صياغة الإشكاليات العلمية المطروحة وتحليلها على أفضل وجه. وتشكل هذه المنح (التي انخفض عددها بمرور الوقت للأسف) أحد الدعائم الهامة لربط الأفراد بتونس علمياً ودمجهم في البلد وتسهيل لقاءهم بالناس وترددهم على الأماكن، وتيسير الصداقات وتبادل الخبرات، وتنمية التفاهم.

يكفي النظر إلى المفردات والصور المستخدمة لوصف المكان للحصول على فكرة حقيقية عنه. فعندما يتحدث العاملون والعاملات السابقات في المعهد غالباً ما يشيرون إليه بمفردات كـ«منزل» و«مكان ولادة» و«منصة تعاونية» وحتى «هزمة وصل» بين المغرب الكبير وأوروبا. يمكن اعتبار معهد البحوث المغربية المعاصرة «آلية تسهيل» أيضاً، فكثيراً ما يقوم فريق البحث والإدارة فيه بتيسير الحركة العالقة وتعزيز العلاقات المهنية وإطلاق برامج بحث بناءة. بالإضافة إلى ذلك فإن تموقع المعهد الشامل لعدة قطاعات وقدرته على تغطية ثلاثة بلدان من المغرب (تونس والجزائر وليبيا)، والعلاقات التي تجمعها مع جامعات هذه البلدان، وارتباطه المؤسساتي المزدوج في فرنسا (بوزارة أوروبا والعلاقات الخارجية) وبالمرکز الوطني للبحوث العلمية) كلها ميزات تتيح للمعهد في كثير من الأحيان ملء الثغرات ولعب دور وساطة، بما يحمله مصطلح الوساطة من قوة. خصوصاً أن العمل في معهد البحوث المغربية المعاصرة يتطلب مراقبة الأمور بطريقة لامركزية، وهو ما يسمح بشد النظر وصل التحليل. ويجدر ذكر أن الغالبية من طلاب وطالبات الدكتوراه أو ما بعد الدكتوراه ممن مروا بالمعهد، حافظت على علاقات مهنية مع المنطقة، سواء كانت متعلقة بالبحث العلمي أم لا.

منزلاً كان أم منصة، لقد أصبح هذا المكان مساحة فكرية معروفة بتأهلها الممتاز لعدد كبير من الباحثين والباحثات في فرنسا وفي المغرب الكبير الذين واللواتي أصبحوا اليوم مختصين بالمنطقة. حيث إن رسائل الدكتوراه التي تحضر في المعهد وكليات دراسات الدكتوراه المرتبطة به والبرامج البحثية التي تجرى فيه والتدريبات والمحاضرات والمنشورات التي يصدرها أثرت معارفنا بالمنطقة وساهمت بعقد علاقات مهنية طويلة



Michel CAMAU

Fondateur et premier directeur de l'IIRMC.

POSER LES FONDATIONS

La célébration d'un trentième anniversaire marque l'entrée dans l'âge de la maturité. L'IIRMC est devenu, au sens plein du terme, une institution. Revenir brièvement sur ses origines permet de mesurer le chemin parcouru.

La naissance de l'IIRMC est intervenue dans un contexte général dominé par la chute du mur de Berlin et surtout la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Elle a été le fruit de la convergence de plusieurs initiatives. Le secrétaire d'État à la Coopération culturelle internationale du gouvernement Rocard, Thierry de Beaucé, en a posé les premiers jalons lors d'une visite à Tunis en 1990. Il avait alors émis le souhait de la création d'un « institut de recherche sur le Maghreb contemporain ». Le projet a pris forme lorsque les services ministériels en charge de la coopération scientifique ont préconisé la transformation d'une structure préexistante, le Centre de Documentation Tunisie Maghreb (CDTM). L'idée était de passer à la vitesse supérieure avec à l'esprit le format des centres de recherche français existant déjà dans plusieurs pays. Personnellement, j'avais antérieurement défendu un projet de développement de la recherche en sciences sociales qui prendrait appui sur le bureau du CNRS à Tunis.

Lorsque le ministère m'a sollicité, j'étais alors directeur de l'IREMAM à Aix-en-Provence. Après mûre réflexion, j'ai fini par accepter la proposition qui m'était faite, tant le projet rejoignait mes propres convictions. Au terme de plusieurs échanges sur la faisabilité et les modalités de l'entreprise, le cabinet du ministre m'a délivré une lettre de mission qui me chargeait de mettre en place l'IIRMC, d'abord à Tunis et ensuite au Maroc et en Algérie. Sur le plan scientifique, ma démarche, avalisée par la sous-direction des sciences sociales du ministère, fixait trois objectifs prioritaires à l'IIRMC :

- développer les relations entre les communautés scientifiques au-delà des chercheurs spécialisés sur le Maghreb et le monde arabe, afin que l'IIRMC soit synonyme d'une ouverture et non d'un enfermement dans des échanges classiques et routiniers qui existaient déjà ;

- favoriser la formation de jeunes chercheurs français et européens, en interaction avec les jeunes chercheurs du cru et avec le réseau scientifique local ;

- mettre en place des programmes de recherche configurés dans une perspective euromaghrébine, qui permette une noria de chercheurs algériens, marocains et tunisiens entre la Tunisie et le Maroc.

Le processus de création de l'IIRMC n'a pas été un long fleuve tranquille. Les modes d'action d'un ministère, entre autres celui des Affaires étrangères, ne relèvent pas d'un schéma binaire décision-exécution. La décision appartient en définitive aux « exécutants » dans le cadre d'un champ de forces. Elle procède de tensions et de conflits de compétence récurrents. Le principe même d'une structure de recherche indépendante et financièrement autonome entraine en contradiction avec les manières de voir de nombre de diplomates. Pourquoi allouer des crédits ministériels importants à un institut dont les travaux échapperaient au contrôle et aux besoins, réels ou supposés, d'un poste diplomatique ? C'est dire que le détenteur d'une lettre de mission ministérielle ne disposait pas d'un sésame à toute épreuve. Loin de là.

Il m'a fallu d'abord poser les fondations à Tunis, en dépit du scepticisme et des réticences des responsables de l'Ambassade de France. Il est vrai que l'IIRMC entraine en scène au moment où le pouvoir tunisien amorçait un tournant répressif qui cristalliserait sa configuration autoritaire. Lors de mon arrivée à Tunis pour prendre mes fonctions, l'Ambassadeur m'avait déclaré sans ambages : « vous arrivez au mauvais moment ».

J'ai bien compris le message. Il me fallait compter sur les seules ressources de mon capital social. Je me suis improvisé négociateur auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la Recherche, Mohamed Charfi. Grâce à son avis favorable, le ministère tunisien des Affaires étrangères a donné son aval quelques mois plus tard. C'était l'acte officiel de naissance de l'IIRMC.

J'ai pris ensuite mon bâton de pèlerin pour rencontrer au Maroc les services français et marocains. Les premiers se sont montrés plus que réservés, étant donné les routines

administratives axées sur des relations de type bilatéral et non pas régional. La notion de Maghreb était totalement étrangère aux modes de fonctionnement des postes diplomatiques. Elle l'était également dans les modes de raisonnement des autorités marocaines. Celles-ci mettaient en question un supposé tropisme tunisien de l'IRMC, en dépit de ma proposition d'une alternance semestrielle du siège de l'Institut. Nous avons néanmoins installé une antenne officieuse de l'IRMC à Rabat, le temps de venir à bout des réticences des uns et des autres, alors même qu'elles se conjugaient.

Il a été décidé en haut lieu de transformer la représentation de l'IRMC au Maroc en un centre distinct de celui de Tunis. J'ai alors incité amicalement Alain Roussillon à venir à Rabat, où son rôle a été déterminant dans l'inscription du **Centre Jacques-Berque (CJB)** dans le tissu scientifique marocain. L'échec du projet que j'avais porté, un institut à vocation régionale, a néanmoins correspondu à une réussite, celle du **CJB**.

Concernant l'Algérie, l'idée était de faire place à l'IRMC dans les locaux du nouveau centre culturel français projeté à Alger. Je me suis rendu en Algérie à cette fin. Il n'y a pas eu de suite du fait de l'aggravation de la situation algérienne et partant de l'évolution de la politique française.

En créant l'IRMC, je considérais comme primordiale l'implication directe du **CNRS** dans le projet. Lors de la phase initiale, la direction des sciences sociales se montrait favorable. Mais le changement des responsables a étouffé dans l'œuf ces bonnes dispositions. Par la suite, après mon départ, à la faveur de nouveaux changements, le **CNRS** a convenu avec le **ministère des Affaires étrangères** du statut des Instituts français de recherche à l'étranger (**IFRE**). Ces quelques notations n'offrent qu'un aperçu succinct des origines de l'IRMC, de ses objectifs et des péripéties de sa mise en place. Faute de place, elles laissent dans l'ombre les importants résultats scientifiques de cette période fondatrice.

En guise de bilan, il y aurait également beaucoup à dire sur l'idée de Maghreb, une idée culturellement et historiquement fondée mais battue en brèche sur les plans politique et bureaucratique. L'UMA s'est enfoncée dans les sables, mais point l'IRMC. Le projet d'une structure unitaire de recherche s'est transformé, par la force des choses, en une formule d'association et d'échange entre deux entités. Ce qui n'est pas rien.

Au fil de trente années, l'IRMC de Tunis a connu un développement remarquable. Permettez-moi la faiblesse de penser que son rayonnement d'aujourd'hui est en partie redevable des premières lueurs d'hier.



© IRMC

TO LAY THE FOUNDATIONS

The celebration of a thirtieth anniversary marks the entry into the age of maturity. The IRMC has become, in the full sense of the word, an institution. A brief look back at its origins allows us to measure how far it has come.

The birth of the IRMC took place in a general context dominated by the fall of the Berlin Wall and above all the creation of the Arab Maghreb Union (AMU). It was the result of the convergence of several initiatives. The Secretary of State for International Cultural Cooperation in the Rocard government, Thierry de Beaucé, laid the foundations during a visit to Tunis in 1990. At the time, he expressed the wish to create an "Institute for Research on the Contemporary Maghreb". The project took shape when the ministerial department in charge of scientific cooperation recommended the transformation of a pre-existing structure, the Centre de documentation Tunisie Maghreb (CDTM). The idea was to move up a gear, bearing in mind the format of the French research centres that already existed in several countries. Personally, I had previously defended a project for the development of social science research based on the CNRS office in Tunis.

When the ministry approached me, I was then director of the IREMAM in Aix-en-Provence. After careful consideration, I finally accepted the proposal that was made to me, as the project was so close to my own convictions. After several exchanges on the feasibility and modalities of the undertaking, the Minister's office issued me with a letter of mission that entrusted me with setting up the IRMC first in Tunis and then in Morocco and Algeria.

From a scientific point of view, my approach, endorsed by the Ministry's sub-directorate for social sciences, set three priority objectives for the IRMC:

- To develop relations between scientific communities beyond researchers specialised on the Maghreb and the Arab world, so that the IRMC is synonymous with openness and not with being locked into the classic and routine exchanges that already existed.
- To promote the training of young French and European researchers, in interaction with young local researchers and the local scientific network.
- To set up research programmes configured in a Euro-Maghrebian perspective, which would allow a network of Algerian, Moroccan and Tunisian researchers between Tunisia and Morocco.

The process of creating the IRMC has not been a smooth one. The way a ministry, such as the Ministry of Foreign Affairs, operates is not a decision-execution binary. The decision ultimately belongs to the 'implementers' in a force field. It is the result of recurrent tensions and conflicts of competence. The very principle of an independent and financially autonomous research structure contradicted the views of many diplomats. Why allocate significant ministerial funds to an institute whose work would escape the control and needs, real or supposed, of a diplomatic post? In other words, the holder of a ministerial mission letter did not have a foolproof door-opener. Far from it.

I first had to lay the foundations in Tunis, despite the scepticism and reluctance of the French Embassy officials. It is true that the IRMC was entering the scene at a time when the Tunisian government was beginning a repressive turn that would

crystallise its authoritarian configuration. When I arrived in Tunis to take up my post, the Ambassador told me bluntly: "you have come at the wrong time".

I understood the message very well. I had to rely solely on the resources of my social capital. I improvised myself as a negotiator with the Minister of National Education and Research, Mohamed Charfi. Thanks to his favourable opinion, the Tunisian Ministry of Foreign Affairs gave its approval a few months later. This was the official birth certificate of the IRMC.

I then took my pilgrim's stick to meet the French and Moroccan services in Morocco. The former were more than reserved, given the administrative routines based on bilateral rather than regional relations. The notion of Maghreb was totally foreign to the operation modes of diplomatic posts. It was also alien to the Moroccan authorities' way of thinking. They questioned the IRMC's supposed Tunisian tropism, despite my proposal that the Institute's headquarters should alternate every six months. Nevertheless, we set up an unofficial IRMC branch in Rabat until we could overcome the reluctance of both sides.

It was decided in high places to transform the IRMC representation in Morocco into a centre separate from the one in Tunis. At that time, I addressed friendly encouragement to Alain Roussillon to come to Rabat, where he played a decisive role in establishing the Centre Jacques-Berque (CJB) in the Moroccan scientific fabric. The failure of the project I had led, an Institute with a regional vocation, nevertheless corresponded to a success, that of the CJB.

As far as Algeria is concerned, the idea was to make room for the IRMC in the premises of the planned new French cultural centre in Algiers. I went to Algeria for this purpose. There was no follow-up because of the worsening of the Algerian situation and, consequently, the evolution of French policy.

When I created the IRMC, I considered it essential to involve the CNRS directly in the project. During the initial phase, its social sciences direction was favourable. But the change of managers nipped these good intentions in the bud. Later, after I left, thanks to new changes, the CNRS agreed with the Ministry of Foreign Affairs on the status of the French Research Institutes Abroad (IFRE).

These few notes offer only a brief overview of the origins of the IRMC, its objectives and the events leading up to its implementation. Due to a lack of space, they leave in the shade the important scientific results of this founding period.

To conclude, there is also much to be said for the idea of the Maghreb, an idea that is culturally and historically well-founded but politically and bureaucratically defeated. The AMU has sunk into the sands, but not the IRMC. The project of a unitary research structure has been transformed, by force of circumstance, into a formula of association and exchange between two entities. This is no mean feat.

Over the past thirty years, the IRMC in Tunis has undergone a remarkable development. Allow me the weakness to think that its influence today is partly due to the first glimmers of yesterday.

تأسيس المعهد

وزارة الخارجية التونسية موافقتها بعد بضعة أشهر. وكانت تلك الموافقة شهادة الميلاد الفعلية لمعهد البحوث المغربية المعاصرة.

ثم أعددت العُدَّة وانطلقت إلى المغرب للقاء المسؤولين الفرنسيين والمغاربة. أبدى الفرنسيون مقاومة شديدة للفكرة، فقد كانت الإجراءات الإدارية قائمة على علاقات ثنائية بين بلدين، لا على علاقات بين دول منطقة. وكان مفهوم المنطقة المغربية ذاته غريباً على أساليب عمل المسؤولين في السلك الدبلوماسي، ولم يكن أقرب لمنطق السلطات المغربية. فقد كانت هذه السلطات متوجسة من أن تهيمن تونس على معهد البحوث المغربية المعاصرة، على الرغم من أنني اقترحت تناوب المركزين على إدارة المعهد بحيث تتبدل كل فصل. بالرغم من كل هذا، قمنا بفتح فرع غير رسمي للمعهد في الرباط، بانتظار الوقت الذي سنتغلب فيه على ممانعات الطرفين المجتمعة.

اتخذت الجهات العليا قرار تحويل فرع معهد البحوث المغربية في المغرب إلى مركز مستقل عن المركز التونسي. فحنت حينها الصديق الآن روسيلبون على القدوم إلى الرباط، وأصبح له بعدها دوراً مركزياً في جعل مركز جاك بيرك جزءاً من النسيج العلمي المغربي. وهكذا تحول فشل مشروع الذي حملته - وهو تأسيس معهد ذو توجه مناطقي - إلى نجاح لمشروع آخر: مركز جاك بيرك.

أما في الجزائر، فتمثلت الفكرة في إقامة مقر لمعهد البحوث ضمن مركز ثقافي فرنسي جديد كان يُنوي تأسيسه في الجزائر العاصمة. ولقد زرت العاصمة الجزائرية لهذه الغاية، إلا أن المشروع لم ير النور بسبب تدهور الوضع الجزائري والتحويلات في السياسة الفرنسية.

أثناء تأسيسي لمعهد البحوث المغربية كنت أعتقد أنه سيكون لمركز البحوث العلمية الفرنسي دوراً محورياً فيه. لا سيما أن إدارة العلوم الاجتماعية في الوزارة كانت قد أبدت تأييدها لهذه الفكرة في المراحل الأولى. لكن تغيير المسؤولين تسبب في إجهاض هذه الترتيبات الملائمة. فبعد مغادرتي اتفق المركز الوطني للبحوث العلمية مع وزارة الشؤون الخارجية على إعطاء المعهد صفة «معهد بحوث فرنسي في الخارج»، بالتوافق مع التغييرات الجديدة.

لا توفر هذه الملاحظات إلا لمحة موجزة عن جذور معهد البحوث المغربية المعاصرة وأهدافه والمغامرات التي صاحبت إنشائه. ولا يسمح لي طول هذا النص بأن أتى على ذكر النتائج العلمية الهامة لهذه الفترة التأسيسية.

وفي مراجعة الحسابات هذه، يمكن الاستفاضة في الحديث عن فكرة المغرب الكبير، فكرة ذات دعائم ثقافية وتاريخية متينة قوضتها المخططات السياسية والبيروقراطية. لقد علق اتحاد المغرب العربي في الرمال لكن معهد البحوث المغربية مضى قدماً. لا شك في أن مسار الأمور كان مسؤولاً عن تحويل مشروع بنى بحثية متحدة إلى صيغة تعاون وتبادل بين بنيتين، ولكن هذه الصيغة بحد ذاتها هي إنجاز لا يستهان به.

لقد عرف معهد البحوث المغربية المعاصرة تطورات مهمة خلال سنواته الثلاثين. وأرجو أن تعذروا جنوح أفكاره إن قلت إن إشراقه اليوم مستمد ولو جزئياً من بصيص نور الأمس.

الاحتفال ببلوغ الثلاثين من العمر هو احتفال بدخول سن النضج. لقد أصبح معهد البحوث المغربية المعاصرة مؤسسة بكل ما للكلمة من معنى. ولا بد من استرجاع بدايات المعهد لتقدير الشوط الطويل الذي قطعه.

جاءت ولادة المعهد في سياق عام متأثر بسقوط جدار برلين وتأسيس اتحاد المغرب العربي بشكل خاص. وكان تأسيس المعهد نتيجة لتضايف عدة مبادرات، فقد وضع تيري دوسيه اللجنة الأولى لهذا المشروع خلال زيارته لتونس عام 1990، حين كان يشغل منصب وزير الدولة لشؤون التعاون الثقافي في حكومة روكار. وعبر حينها عن رغبته في إنشاء «معهد بحوث حول المغرب المعاصر». تبلور المشروع حين أوصت الدوائر الوزارية المعنية بالتعاون العلمي بإعادة استثمار بنية موجودة مسبقاً هي «مركز التوثيق تونس - مغرب». تم تناقل هذه الفكرة بأقصى سرعة وتحويل معهد على نمط مراكز البحوث الفرنسية التي كانت قائمة في أكثر من بلد. وأنا شخصياً كنت قد دافعت في السابق عن مشروع لتطوير الأبحاث في مجال العلوم الإنسانية بالاعتماد على المركز الوطني الفرنسي للبحوث العلمية ومكتبه في تونس.

كنت مديراً لمعهد الدراسات حول العالم العربي والإسلامي في مدينة إكس أن بروفانس حين تواصلت معي الوزارة لاقتراح المهمة. وبعد تفكير عميق، قررت قبول هذا الاقتراح لأنني وجدت المشروع في غاية الانسجام مع قناعاتي الشخصية. تلت موافقتي هذه حوارات طويلة مع مكتب الوزير لمناقشة إمكانيات التنفيذ وآلياته، ثم تسلمت رسالة تكليف لتأسيس معهد البحوث المغربية المعاصرة، في تونس في بداية الأمر ثم في المغرب والجزائر.

من الناحية العلمية، قمت بتحديد مسار عمل حظي بتأييد إدارة العلوم الاجتماعية في الوزارة، بهدف أن يحقق المعهد ثلاث غايات رئيسية:

تطوير العلاقات بين الأوساط العلمية بحيث تتجاوز العلاقات بين الباحثين المختصين بالمنطقة المغربية والعالم العربي لكي يصبح معهد البحوث المغربية المعاصرة رديفاً للانفتاح لا للانغلاق ضمن الدوائر والتبادلات المعتادة والروتينية الموجودة مسبقاً.

تسهيل تدريب الباحثين الشباب الفرنسيين والأوروبيين، عن طريق التفاعل مع الباحثين المحليين الأوساط العلمية المحلية.

تنفيذ برامج بحث موضوعية من منظور أوروبي-مغربي لتسهيل تنقل الباحثين الجزائريين والمغربيين والتونسيين بين بلدانهم.

لم تكن عملية إنشاء المعهد درياً سلسلة خالية من العقبات. فآلية عمل الوزارات، بما فيها وزارة الشؤون الخارجية، بعيدة عن الثانية المعروفة: اتخاذ القرار - التنفيذ. فالقرار النهائي هناك يعود للمنفذين ضمن حقل القوى. وغالباً ما يسبق اتخاذ القرار توترات وتنازعات في الاختصاص. كما أن مجرد فكرة إقامة مؤسسة بحثية منفصلة ومستقلة مالياً كانت متناقضة مع تصورات العديد من العاملين في السلك الدبلوماسي. فلماذا يجب تخصيص ميزانيات وزارية مُعتبرة لمعهد لا يخضع لسيطرة منصب دبلوماسي ولا يستجيب بالضرورة للحاجات الحقيقية أو مفترضة لهذا المنصب؟ أقصد بذلك القول إن التكاليف الوزاري لم يكن وصفه سحرية تسمح بالتغلب على جميع الصعوبات. بل كان الأمر بعيداً كل البعد عن ذلك.

في البداية، كان عليّ وضع الأسس في تونس بغض النظر عن تشكيبك وتردد مسؤولي سفارة فرنسا. ففي الحقيقة، تزامن دخول معهد البحوث إلى المشهد مع اتخاذ السلطة التونسية لمنعطف قمعي وتبلور كياناتها السلطوية. عندما وصلت إلى تونس لتسلم منصبتي، قال لي السفير حينها دون مواربة: «لقد وصلت في التوقيت الخاطيء»

وصلتني الرسالة بشكل واضح. كان عليّ إذن الاعتماد على ما توفر لي من علاقات اجتماعية لا أكثر. فأخذت دور المفاوض مع محمد الشرفي، وزير التعليم العالي والبحث العلمي حينها. وبفضل دعمه للمشروع، أعطت

FAIRE DE LA RECHERCHE À L'IRMC : ET APRÈS ?

À l'occasion de l'anniversaire de l'institut, cette lettre propose 7 portraits de chercheurs aux parcours riches et représentatifs des débouchés dans le domaine de la recherche en sciences humaines et sociales. Amin Allal, Jean-Pierre Cassarino, Delphine Cavallo, Jocelyne Dakhli, Éric Gobe, Imed Melliti et Lamia Zaki exposent leurs parcours, à l'occasion d'un entretien, ainsi que les choix qui ont déterminé leurs trajectoires professionnelles. Cette rubrique propose également une cartographie du devenir des chercheurs qui ont un jour franchi les portes de l'Institut au cours de ces trente dernières années.

Par Vanessa Aubry et Mohamed Slim Ben Youssef



"Tunis in May". © Skander Khlif

أن تكون باحثاً في معهد البحوث المعاصرة : ماذا بعد؟

بمناسبة الذكرى السنوية للمعهد، تقدم هذه النشرة سبع ملامح لباحثين من ذوي المسيرات الثرية ممثلين لعينة من المنتدبين في مجال العلوم الإنسانية والاجتماعية وهم كل من أمين علأل وجون بيير كسارينو ودلفين كافالو وجوسلين دخلية وإريك جوب وعماد المليتي ولمياء زكي أين يشرحون، بمناسبة المقابلة المجرية، مساراتهم وكذلك الاختيارات التي حدّدت مسيراتهم المهنية. تقترح هذه الزاوية أيضاً رسم خارطة لمستقبل الباحثين الذين مرّوا بالمعهد خلال الثلاثين سنة الأخيرة.

Doing research at the IRMC: what next?

On the occasion of the Institute's anniversary, this Letter presents 7 portraits of researchers with rich backgrounds and representative of the opportunities in the field of humanities and social sciences research. Amin Allal, Jean-Pierre Cassarino, Delphine Cavallo, Jocelyne Dakhli, Éric Gobe, Imed Melliti and Lamia Zaki describe their career paths in an interview, as well as the choices that determined their professional trajectories. This section also proposes a mapping of the becoming of researchers who have one day passed through the doors of the Institute over the last thirty years.



Amin ALLAL

Chercheur en sociologie politique au CNRS.

DES LENDEMAINS QUI CHANTENT LES SCIENCES SOCIALES DU POLITIQUE

Ce qui frappe l'esprit quand on regarde le parcours de Amin Allal, c'est d'abord une certaine continuité, certes renouvelée, mais brillamment assumée. Arrimée à une tradition de recherche très empirique en science politique, sa pratique du métier de « sociologue du politique » s'inscrit dans le sillage du maître Camau, père fondateur de la science politique tunisienne francophone, s'il en est. D'un autre côté, Amin Allal appartient à une nouvelle génération de chercheurs qui, tout en accompagnant les bouleversements politiques que connaissent le Maghreb et les mondes arabes, renouvellent des questionnements théoriques ancrés dans le champ des sciences sociales du politique. « La rigueur du qualitatif », la pratique ininterrompue d'enquêtes de terrain très fouillées et le primat accordé à la collégialité scientifique dans la production des textes scientifiques forment, chez lui, la recette d'une recherche excellente et prolifique. Amin Allal est aujourd'hui chercheur au CNRS, affilié à la [section 40 « Politique, pouvoir, organisation »](#) dont il fut membre élu du comité national de 2016 à 2021. Sociologue du politique, ses travaux portent principalement sur les rapports au politique des classes populaires au Maghreb. Il mène de multiples investigations s'intéressant tout autant aux relations de travail, domestiques ou de genre, comme aux effets des politiques publiques, notamment de développement. Les expériences associatives, la vie de quartier, les politisations discrètes comme les insurrections ou protestations collectives sont au cœur de ses enquêtes au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

Au commencement était le populaire : genèse d'un intérêt scientifique

Dès le début de sa trajectoire de chercheur, son appétence scientifique pour les « classes populaires » est construite en objet de recherche. En 2005, il

entame une recherche doctorale en science politique. Ainsi sa thèse, soutenue en décembre 2013 à l'IEP d'Aix-en-Provence sous la direction de Mohamed Tozy, est intitulée *L'autoritarisme participatif. Politiques de développement et protestations dans la région minière de Gafsa en Tunisie (2006-2010)*. Cette recherche doctorale, dont une bonne partie a été réalisée à l'IRMC, s'intéressait à la manière dont l'injonction à la participation des classes subalternes sert la légitimation politique du régime autoritaire de Ben Ali, tout en restant attentive à l'affaiblissement de ses effets de légitimation par les protestations du bassin minier de Gafsa en 2008. À partir de cette recherche doctorale, exploitant un riche matériau empirique, il publie plusieurs articles dans des revues importantes de sciences sociales du politique. Contentons-nous de citer ici « Réformes néolibérales, clientélisme et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », paru en 2010 dans la revue *Politique Africaine*.

Et puis survint la Révolution...

Le soulèvement populaire de 2010-2011 constitue, pour Amin Allal, l'opportunité d'approfondissement d'une réflexion sur le rapport au politique des classes populaires, déjà amorcée dans sa thèse. Ainsi, sa réflexion sur les politisations populaires à l'aune de l'événement révolutionnaire tunisien se prolonge dans d'autres enquêtes et publications. On peut citer « Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier ! Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartier populaire lors du moment révolutionnaire à Tunis », publié également dans la revue *Politique Africaine* en 2011, ou encore « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie. Processus de radicalisations politiques 2007-2011 », dans la *Revue française de science politique*.

Un tournant : la « confirmation » scientifique et la consolidation intellectuelle

Depuis son recrutement comme chargé de recherche au CNRS en 2014 (peu après sa soutenance de thèse en 2013), Amin Allal mène une activité scientifique collégiale et prolifique difficile à résumer. *Core researcher* dans le programme ERC/WAWAW (*When Authoritarianism Fails in the Arab World*), il y coordonne plusieurs publications et activités scientifiques, parmi lesquelles un colloque international à Beyrouth en octobre 2016 intitulé « *How economics matter? L'an V des révolutions au prisme de l'économie et du social* » ainsi qu'un manuel de sociologie politique sur les mondes arabes intitulé *Introduction aux mondes arabes en (r)évolution*, co-écrit avec Assia Boutaleb et Marie Vannetzel. Sa réflexion sur l'autoritarisme, présente continûment dès ses premiers travaux, se prolonge également après les révolutions arabes.

On peut citer dans ce cadre un numéro thématique de la revue *Politique Africaine* qu'il co-dirige avec Marie Vannetzel en 2017, portant sur les *Restaurations autoritaires* dans les mondes arabes d'après les soulèvements populaires de 2011. Amin Allal coordonne par ailleurs depuis le CERAPS à Lille, avec Karel Yon, le projet ANR « Redécouvrir la citoyenneté industrielle : passés et présents des relations entre travail et agir politique ». Dans ce cadre, il organise en juin 2018 à Tunis, avec Samuel Hayat et Karel Yon, le colloque intitulé « La citoyenneté industrielle. Perspectives Sud-Nord » qui donnera lieu à la publication en 2020 d'un dossier de la revue *Critique Internationale* intitulé : « Citoyennetés industrielles, (in)soumissions ouvrières et formes du lien syndical : pour une sociologie politique des relations de travail ».

Il est également l'un des *core researchers* du projet DREAM (*Drafting and Enacting Revolutions in the Arab Mediterranean*), porté par Leyla Dakhli. Outre la coordination de plusieurs activités scientifiques à Tunis et à Marseille, il contribue dans le cadre de ce projet à deux ouvrages.

Avec Layla Baamara, Leyla Dakhli et Giulia Fabbiano, il codirige notamment *Cheminevements révolutionnaires. Un an de mobilisations en Algérie (2019-2020)*, paru aux éditions du CNRS en 2021.

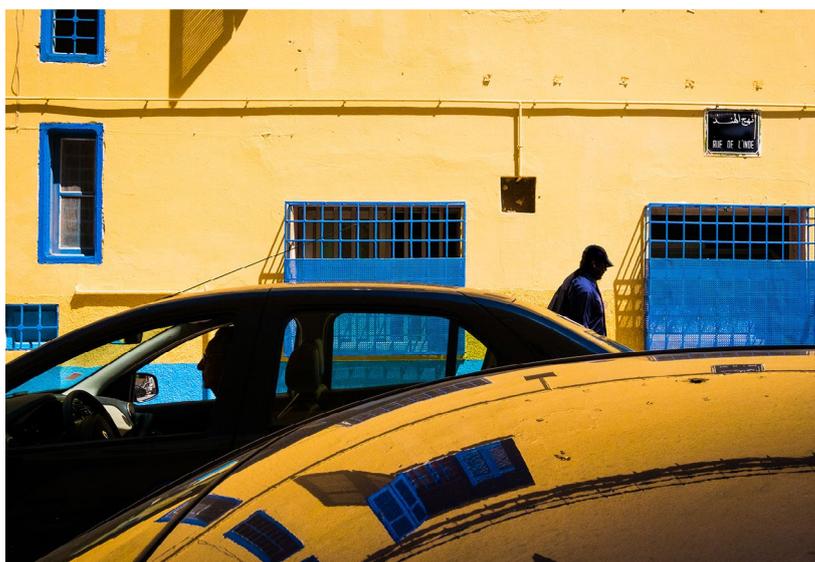
Soulignons aussi l'ancrage « aréal » de Amin Allal dans les mondes arabes : sa plus

récente aventure intellectuelle collective consiste en la résurrection de la revue homonyme *Mondes Arabes*, dont le premier numéro paraît en mai 2022. D'entrée de jeu, dans l'introduction intitulée « Aréal, parce que je le vaux bien ! », il défend, avec Assia Boutaleb et Manon-Nour Tannous, toute la pertinence du positionnement « aréal » de la revue dans la production théorique d'une connaissance universelle.

Back to the roots

En 2017, Amin Allal revient au point de départ de sa carrière. Affecté à l'IRMC entre 2017 et 2020, il y organise plusieurs activités de recherche et contribue à y faire vivre une ambiance de collégialité scientifique.

Durant son affectation, il met en place le séminaire « Études du politique. Entre spécificité des cas et universalité des approches », lors duquel il invite conjointement un chercheur français et un autre tunisien pour confronter des expériences de recherche prenant pour objet le/la/les politique(s). Il publie dans le même temps un ouvrage collectif qu'il codirige avec Vincent Geisser intitulé *Tunisie. Une démocratisation au-dessus de tout soupçon ?*, paru en 2018 et réunissant plusieurs contributions sur les mutations que le processus de démocratisation produit dans plusieurs espaces sociaux tunisiens. Tout en continuant en parallèle ses enquêtes de terrain, il s'implique de manière notable dans les activités de formation à la recherche. Dans ce cadre, il lance l'atelier « Jeune Recherche », véritable espace d'échange et de convivialité doctorales au sein de l'IRMC. Lors de ces séances fermées, la discussion animée par Amin Allal ne s'est jamais départie d'une attention particulière aux « ficelles du métier » de la recherche en sciences sociales, notamment de ses dimensions



"Tunis in May". © Skander Khlif

méthodologiques et rédactionnelles mais aussi des conditions sociales de production de la connaissance.

Les discussions stimulantes qu'il y anime se prolongent la plupart du temps lors des déjeuners avec les doctorants, moments de partage de connaissances (et souvent, aussi, de très bonnes pizzas !).

Héritier d'une science politique tunisienne et maghrébine empirique, Amin Allal est également d'ores et déjà un chercheur qui transmet, qui forme et qui encadre.

Mohamed Slim BEN YOUSSEF



Jean-Pierre CASSARINO

Professeur au Collège d'Europe (Varsovie), chercheur associé à l'IRMC.

PARCOURS D'UN POLITISTE SANS FRONTIÈRES

En regardant le parcours de Jean-Pierre Cassarino, ce qui vient immédiatement à l'esprit, ce sont ses liens avec de nombreuses institutions de part et d'autre de la Méditerranée. Après avoir vécu et travaillé au Maroc, en Tunisie et en Jordanie, il enseigne aujourd'hui la gouvernance des migrations, ainsi que la coopération internationale sur les questions migratoires au [campus de Natolin du Collège d'Europe](#). Il est également passé par l'Université d'Aix-Marseille en tant que titulaire de la chaire Migration Studies de l'[IMÉRA](#), par l'Institut Robert Schuman de l'[Institut Universitaire Européen de Florence](#), ainsi que par l'[Université de La Tuscia](#). Il est actuellement membre du conseil scientifique du laboratoire [ESCAPES \(Université de Milan\)](#), et compte parmi les coordinateurs de l'[Accademia Diritto e Migrazioni \(ADiM\)](#). Sa carrière a également été marquée par ses activités de conseil auprès du gouvernement tunisien post-révolutionnaire, de l'Union Européenne, et des Nations Unies. C'est très modestement qu'il raconte son parcours, marqué d'après lui par l'intervention du hasard, trois « bifurcations » majeures qu'ont représenté l'IRMC, l'[Institut Universitaire Européen](#), et enfin la Révolution tunisienne.

Première bifurcation, et premiers pas en Tunisie

C'est un 13 septembre 1993, à l'âge de 25 ans, que Jean-Pierre Cassarino passe pour la première fois le portail bleu de l'IRMC. Il rejoint l'institut en tant que Volontaire du Service National (VSN), qui remplace alors le service

militaire français. Première « bifurcation » dans son parcours : c'est presque par hasard qu'il découvre l'existence de ce centre nouvellement créé, alors qu'il est étudiant à [Sciences Po Aix](#) et fréquente l'[IREMAM](#). C'est ici, par bruits de couloir, qu'il apprend l'existence de ce nouvel institut de recherche en sciences sociales à Tunis. Après l'obtention de son DEA sur le monde arabe et musulman, il parvient à rejoindre l'IRMC en tant que VSN.

Durant ces 18 mois de volontariat à l'institut, il occupe alors la fonction de documentaliste. Arabisant, il est responsable notamment du catalogage des ouvrages en langue arabe de la bibliothèque de l'Institut. Pour lui, l'IRMC est l'endroit où il est « né scientifiquement ». Il y apprend la rigueur scientifique, et c'est ici également qu'il dit avoir trouvé amitiés exceptionnelles et dévotion assidue au travail. L'IRMC est alors un très jeune centre de recherche, créé un an auparavant, une initiative nouvelle en période de dictature. Nous sommes alors sous écoute, et les lecteurs de la bibliothèque sont dans certains cas de « faux » lecteurs. L'institut, sous la direction de Michel Camau, a cependant pu animer des activités scientifiques qui, selon Jean-Pierre Cassarino, ont permis à ce lieu d'être un havre d'accès à la connaissance, de liberté de penser, en dépit du contexte autoritaire.

Deuxième bifurcation : ancrage dans le monde de la recherche sur le Maghreb

Deuxième « bifurcation » dans le parcours du politiste : c'est au détour d'une conversation avec un fonctionnaire

de l'Ambassade de France à Tunis qu'il apprend par hasard l'existence d'une bourse doctorale à l'[Institut Universitaire Européen de Florence](#), une institution de recherche doctorale. Son volontariat à l'IRMC se termine fin 1994, et il débute sa thèse en économie politique l'année suivante, dans la seconde institution qui a compté dans sa vie.

Dans cette thèse, il consacre sa réflexion au retour des entrepreneurs migrants en Tunisie, et à leurs investissements. Il s'agit d'une manière d'aborder le secteur privé du pays, dans un contexte d'expansion très contrôlée de ce secteur. C'est également un moyen d'aborder les financements européens en Tunisie, qui permet de rendre compte que l'Europe privilégie la stabilité économique et politique du pays, avec comme contrepartie le maintien d'un régime liberticide.

La recherche en sciences sociales sous le régime politique de Ben Ali est largement réprimée. Jean-Pierre Cassarino sera confronté, en 1997, à des difficultés qui ne lui permettront plus de revenir en Tunisie. Il continue cependant de préparer son doctorat, qu'il soutiendra en décembre 1998, et de travailler sur la Tunisie, à distance. Son terrain d'enquête comparative s'est aussi élargi au Maroc et en Algérie. Il poursuit ses travaux sur les migrations de retour (comprenant migrations volontaires et expulsions). Ses recherches le mènent notamment à la direction scientifique du [projet européen « Migration de Retour au Maghreb » \(MIREM, 2006-2008\)](#), qui vise à produire des outils d'analyse et de compréhension du phénomène de la migration de retour. C'est enfin en mars 2011, pendant la Révolution tunisienne, qu'il reviendra à Tunis.

Troisième bifurcation, Révolution

Le 14 janvier 2011 et la fuite de Ben Ali sonnent comme une libération. Jean-Pierre Cassarino est alors enseignant (à temps partiel) au sein du Centre Robert Schuman de l'[Institut Universitaire Européen](#). C'est avec émotion qu'il évoque son retour à l'IRMC, après quatorze ans d'absence, où il retrouve des visages amis, des endroits qui n'ont pas changé d'un iota.

Il obtient d'importants financements européen et suisse, pour la mise en œuvre d'un nouveau programme de recherche sur la migration retour dans les pays du Maghreb, et choisit d'y associer l'IRMC. Il est également contacté dès l'année 2012 par le secrétariat d'État chargé de l'immigration qui lui propose de contribuer à la rédaction d'une stratégie nationale migratoire. Si Jean-Pierre Cassarino s'oriente vers une approche fondée sur le respect des droits fondamentaux des migrants tunisiens et des étrangers (présents en Tunisie), il réalise peu à peu, au fil des amendements, que le texte qu'il proposait initialement s'éloigne de l'esprit qu'il souhaitait faire primer. Il décide alors de s'éloigner de ses activités de conseil pour se consacrer au monde de la recherche scientifique.

L'IRMC fête ses trente ans en cette année 2022, et a permis à de nombreux chercheurs de se rencontrer, de travailler ensemble, et de tisser des liens sur le long terme. Jean-Pierre Cassarino est l'un d'entre eux depuis les débuts de l'Institut.

Vanessa AUBRY



Delphine CAVALLO

Ingénieure d'études au sein du laboratoire [TELEMMe](#), responsable de la diffusion et du traitement numérique de la recherche.

UN PARCOURS LIÉ AU DÉVELOPPEMENT DU WEB SCIENTIFIQUE

Delphine Cavallo a connu l'IRMC par l'intermédiaire de Michel Camau, fondateur et premier directeur de l'IRMC, qui se trouve être son directeur de thèse.

Elle est en DEA « Monde arabe et musulman » à l'[IEP d'Aix](#) lorsqu'elle vient pour la première fois à l'Institut,

pour un terrain d'un mois dans le cadre de son mémoire. Elle est par la suite doctorante boursière de l'IRMC, de 2002 à 2006. Sa thèse portait alors sur le syndicalisme comme élément du système autoritaire tunisien (à la fois en tant qu'organe du système, et lieu d'expression d'une opposition).

Son travail de recherche en Tunisie lui donne à voir le problème majeur d'accès aux ressources numériques – problème auquel s'ajoute la censure. C'est ainsi qu'elle appréhende les enjeux du numérique pour la recherche en SHS.

Ces quatre années seront marquées non seulement par son travail de recherche, mais également par sa participation à la vie de l'institut : travail éditorial, organisation de séminaires et écoles doctorales. Une expérience qui a marqué son parcours a été la participation à la construction de l'identité de la revue *Alfa. Maghreb et sciences sociales*, expérience qu'elle a pu valoriser par la suite tout au long de sa carrière. Il s'agissait en effet de contribuer à créer cette identité, de concert avec Kmar Bendana (professeure émérite d'histoire contemporaine à l'Université de La Manouba) et Katia Boissevain (CNRS, aujourd'hui directrice de l'IRMC) pour le premier numéro thématique de la revue. De leur travail collectif est né le dossier *Biographies et récits de vie* en 2005. Il contient les réflexions de sociologues, historiens, ethnologues et politistes sur le rôle des trajectoires de vie dans leur méthodologie de travail. Si elle est titulaire d'un DEA en économie et d'un DEA en science politique à son arrivée à l'Institut, ses années passées ici ont été particulièrement formatrices, en cela qu'elles lui ont permis d'avoir accès aux différentes disciplines des sciences humaines et sociales – expérience qui se révélera également très importante pour la suite de son parcours.

Aux balbutiements du web scientifique

Après quatre années à l'IRMC, elle retourne en France et rejoint *OpenEdition* (alors *Revue.org*), en tant qu'assistante d'édition. Nous sommes alors aux balbutiements du web scientifique, et ses premières responsabilités consistent à accompagner les revues scientifiques pour la mise en ligne de leurs numéros. Petit à petit, elle sera également responsable de *Calenda*, plateforme d'*OpenEdition* qui regroupe les événements et appels en SHS. Elle est alors en charge de la mise en forme éditoriale et de la mise en ligne des événements scientifiques. Des liens se construisent entre elle et des chercheurs pour développer cet outil, et elle sera finalement nommée rédactrice en chef de *Calenda*.

Elle participe ainsi pleinement à la structuration d'*OpenEdition*, qui n'était composée que d'une petite équipe à son arrivée. C'est ainsi que différents pôles sont constitués, dont celui de l'information scientifique, dont elle sera la responsable à partir de 2008. Ce pôle regroupe alors la communication, le référencement, une

partie juridique (avec les contrats et l'accompagnement dans la mise en ligne), le suivi des candidatures des éditeurs pour apparaître sur *Revue.org*, *Calenda* ainsi que les tout jeunes carnets *Hypothèses*. A travers la structuration de différents pôles au sein d'*OpenEdition*, ce sont aussi les métiers du web scientifique qui se définissent peu à peu. A la création de *Revue.org*, les ressources en ligne étaient difficilement considérées comme de la littérature scientifique. Le travail avec les conseils scientifiques des plateformes, et la définition des règles formelles d'accession des éditeurs aux plateformes d'*OpenEdition*, ont contribué également à la construction de la légitimité scientifique de ces ressources. Il s'agissait à la fois d'inventer des manières de donner confiance aux revues, aux éditeurs et aux lecteurs, et d'inventer de nouvelles formes éditoriales.

Arrive la Révolution en Tunisie...

La Révolution tunisienne illustre particulièrement bien l'importance pour les chercheurs en sciences sociales de s'emparer des outils numériques. Kmar Bendana est l'une des premières chercheuses en Tunisie à lancer un carnet *Hypothèses*, du nom d'*Histoire et culture dans la Tunisie contemporaine* (HCTC). Elle saisit tout de suite l'intérêt de cet outil, qui permet des échanges plus directs avec la société. La Révolution donne à voir le besoin de modalités d'expression nouvelles, et ce blog permet de répondre à cette attente. Au début, c'est par la presse qu'elle s'exprime, avant qu'Alain Messaoudi ne lui parle de ces carnets d'*OpenEdition*. Delphine Cavallo travaille alors avec elle sur ce carnet, et elle considère qu'il incarne tout l'intérêt de cette plateforme. Kmar est également la première à faire de ses billets un livre : *Chronique d'une transition*, parue aux éditions Script en 2011. Elle fait partager cet outil à ses étudiants, en invitant Delphine à animer des formations sur l'écriture numérique à Tunis. Delphine participera également aux chantiers d'écriture organisés aux universités de *La Manouba* et de *Sousse* par Kmar Bendana et Khaoula Matri. Elle animera également un atelier d'écriture numérique au Forum *Insaniyyat* en septembre 2022.

L'arrivée à TELEMMe : retour dans un laboratoire de recherche

Elle rejoint le laboratoire *TELEMMe* en 2016 en tant que responsable de la diffusion et du traitement numérique de la recherche, après près de dix années passées au sein d'*OpenEdition*. Elle y retrouve une plus grande proximité avec les chercheurs, ce poste lui permettant de travailler directement sur leurs projets. Elle développe

la communication de ce laboratoire, par la création de son nouveau site web, ainsi que de ses réseaux sociaux. Elle œuvre également à la visibilité du numérique des chercheurs du laboratoire, en les formant à l'écriture numérique et à la [plateforme HAL-SHS](#), archive ouverte qui permet la diffusion d'articles de recherche.

Elle fait également partie des équipes de deux projets ambitieux : [SfaxForward](#) et « Marseille impériale : histoire et mémoires (post)coloniales XIX^e-XXI^e siècle » ([Mars-IMPERIUM](#)). [SfaxForward](#) est un projet regroupant les Maisons des sciences de l'homme d'Aix, de Nice, Bruxelles et Sfax autour des questions patrimoniales. Elle est responsable des questions éthiques et de la gestion des données issues de ce projet. Le projet [Mars-IMPERIUM](#) rassemble plusieurs unités de recherche d'Aix-Marseille Université ([IrAsia](#), [IMAF](#), [IREMAM](#), [TELEMMe](#), [LPED](#)), la [Bibliothèque numérique Odysée](#) et une dizaine de partenaires socio-culturels ([ANOM](#),

[Archives municipales de Marseille](#), [Bibliothèque municipale à vocation régionale de Marseille](#), [Ancrages](#), [INA-Méditerranée](#), les [Archives de la Chambre de commerce de Marseille](#), le [MuCEM](#) et les [Musées de Marseille](#)). Au sein de ce projet, elle est en charge de la coordination des livrables web, (portail web, balades numériques dans Marseille sur son histoire coloniale, visite virtuelle du musée colonial et la plateforme documentaire regroupant l'ensemble des ressources documentaires utilisées dans le projet).

Le parcours de Delphine Cavallo est ainsi marqué par ses liens constants avec l'IRMC et la Tunisie, et par les évolutions majeures du web scientifique, auxquelles elle a largement pu contribuer, depuis les deux rives de la Méditerranée.

Vanessa AUBRY



Jocelyne DAKHLIA

Directrice d'études à l'EHESS, au sein de la chaire « Modèles politiques de l'Islam méditerranéen, frontières culturelles ».

PORTRAIT D'UNE HISTOIRE MÉDITERRANÉENNE

Les débuts : la thèse et le CDTM

L'historienne Jocelyne Dakhliya a été la première allocataire de recherche du Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (CDTM), alors doctorante à l'EHESS. Selon elle, le CDTM, sur l'avenue Charles de Gaulle du centre-ville de Tunis, avec Anne-Marie Planel à sa tête, est alors un lieu incontournable de rencontre pour la recherche en sciences humaines et sociales. C'est ici qu'il est possible de trouver un important fonds d'archives, de littérature grise et de littérature coloniale. C'est surtout le lieu où l'on rencontre de nombreux chercheurs, mais aussi une équipe soudée et proche de la recherche, composée d'Anne-Marie Planel, Christiane Saddem et Hayet Naccache. Anne-Marie Planel lui offre alors l'occasion de présenter sa première conférence.

Elle soutient sa thèse en 1989, sous la direction de Lucette Valensi, et publie un an plus tard l'ouvrage *L'oubli de la cité, la mémoire collective à l'épreuve du lignage dans le Jérid tunisien* aux éditions La Découverte, issu de ce travail de thèse. Rapidement après l'obtention de son doctorat, elle devient maître de conférences, puis directrice d'études à l'EHESS. Si ses ouvrages sont classés tantôt dans des collections d'histoire, tantôt en anthropologie, elle se définit toutefois en tant qu'historienne. Le moment où elle est en doctorat correspond à la « grande époque » de l'anthropologie historique, lancée initialement par l'École des Annales, courant dans lequel s'inscrivent les travaux de Jacques Le Goff et de Jean-Claude Schmitt notamment. L'EHESS est alors le lieu où cette interdisciplinarité est encouragée, et les travaux de sa directrice de thèse, Lucette Valensi, se situent également dans ce courant.

Des programmes de recherche qui relient les deux rives de la Méditerranée

Suite à sa thèse, elle dirige ses travaux vers l'histoire des langues, et lance le programme de recherche « Trames de langues. Usages et métissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb » (une collaboration institutionnelle entre l'EHESS et l'IRMC), qui donnera lieu à un ouvrage éponyme paru en 2004, en coédition IRMC-Maisonneuve et Larose. Ce programme associe une quarantaine de chercheurs, et représente l'opportunité d'échanger entre historiens et linguistes autour des langues du Maghreb. Ses travaux de recherche portent également sur la *lingua franca*, langue commune en Méditerranée et disparue au cours du XIX^e siècle avec les conquêtes coloniales puis les constructions politiques nationales. Son ouvrage *Lingua franca. Histoire d'une langue métisse en Méditerranée* paraît par la suite aux éditions Actes Sud en 2008.

Elle est par la suite coordinatrice scientifique de l'ANR *Transméditerranées* (2005-2009), qui tend à écrire l'histoire de la présence musulmane en Europe, largement méconnue dans l'histoire du continent. Cette ANR réunit donc principalement des chercheurs travaillant sur l'Europe, et l'ouvrage collectif *Les musulmans dans l'histoire de l'Europe*, issu de ces réflexions, paraît en deux tomes aux éditions Albin Michel en 2011, en codirection avec Bernard Vincent, puis en 2013 en codirection avec Wolfgang Kaiser. Au cours de ce programme, elle fait le choix d'associer des collègues marocains et tunisiens à ces réflexions, pour échanger autour des circulations, des formes de métissages transméditerranéens des sociétés, des minorités, etc. Plusieurs rencontres sont organisées à Tunis en 2011, à la *Bibliothèque Nationale*, ainsi qu'aux *Archives Nationales*, en collaboration avec le laboratoire de Sciences sociales *Diraset* (Université de Tunis) et l'IRMC. Ces rencontres, autour de la thématique « Repenser l'assimilation et l'intégration en Méditerranée », coïncident avec les débuts de la Révolution tunisienne.

Arrive la Révolution en Tunisie...

C'est depuis Paris qu'elle assiste aux débuts de la Révolution en Tunisie. Avec un groupe de chercheurs, d'écrivains, traducteurs et universitaires, elle lance alors un site qui se voulait initialement une revue, nommé *Nachaz*, devenu aujourd'hui une association. On retrouve toujours sur leur site internet les débats et articles publiés par ce groupe depuis la Révolution, dont ceux de Jocelyne Dakhli. En 2011, elle publie également l'ouvrage *Tunisie, le pays sans bruit*, paru aux éditions Actes Sud.

Cet ouvrage ne traite pas directement de la Révolution, mais du poids des malentendus et des faux-semblants qui entourent la perception communément admise de ce pays. Il s'agit d'un essai plus personnel, issu de réflexions sur une question posée régulièrement à ce moment : pourquoi n'a-t-on pas vu cette Révolution venir ? C'est la deuxième fois qu'elle recourt alors à ce type d'écriture. La première, ce fut après le 11 septembre 2001, à la demande de ses étudiants de l'EHESS, qui se demandent alors pourquoi les universitaires ne s'impliquent pas plus pour contrer les discours médiatiques simplistes. Son ouvrage *Islamicités* est ainsi une manière d'apporter de la nuance, une vision plus complexe que les discours réducteurs qui prévalent alors.

En 2012, à l'initiative de Stéphanie Pouessel (anthropologue, chercheuse à l'IRMC de 2010 à 2013), elle participe à la deuxième édition du festival de la Révolution de Regueb (gouvernorat de Sidi Bouzid). Elle y anime dans un café une conférence sur les arts contemporains en pays d'islam, et leur réception sur le plan international. C'est une expérience à la fois marquante et intimidante, cet événement militant étant hors des cadres traditionnels des activités scientifiques.

Avec la Révolution, de nombreux jeunes chercheurs commencent à travailler sur la Tunisie. Elle lance en 2013 le séminaire « Sciences Sociales en Révolution », afin d'avoir un lieu pour les réunir et pour réfléchir ensemble sur les événements en cours. 2013 est un contexte où le débat devient particulièrement difficile : il importait alors de créer les conditions d'un débat plus apaisé et réflexif, ce qu'a permis ce séminaire. Ces rencontres ont également permis de créer un réseau de jeunes chercheurs travaillant sur la Tunisie. Ceux-ci étant principalement basés en Europe, elle organise des rencontres à Tunis en 2015, à la *Bibliothèque Nationale* et aux *Archives Nationales* de Tunisie, avec le concours de *Nachaz* et le soutien du *Comité pour le respect des libertés et des droits de l'homme en Tunisie* (CRLDHT).

Des liens constants avec la vie universitaire en Méditerranée

Ainsi, ce qui marque le parcours de l'historienne Jocelyne Dakhli, ce sont ses liens – tant thématiques que relationnels – avec la Méditerranée. Tout au long de sa carrière, elle entretient des liens étroits avec l'Université tunisienne – et, notamment, le laboratoire *Diraset* de l'Université de Tunis. Elle est invitée à donner des cours au sein de cette université, dans le cadre d'un

programme en faveur du développement des liens avec les chercheurs tunisiens en poste dans des universités à l'étranger. En 2012, elle participe à l'Université de printemps « Écrire en sciences sociales », organisée par Imed Melliti (Université de Tunis El Manar, chercheur associé à l'IRMC), qui aboutit à l'ouvrage collectif *La fabrique du sens. Écrire en sciences sociales* (éditions IRMC-Karthala, 2016), auquel elle a également contribué. Plus récemment, en 2019, elle intervient à l'Université de Sousse (sur invitation de Souad Matoussi), ainsi qu'à l'IRMC, pour présenter ses récents travaux, portant sur « Le Harem sultanien en mouvement : logiques d'Etats et mobilités féminines au Maghreb (XVI^e-XVII^e) ».

Son engagement dans la vie universitaire dépasse les frontières tunisiennes : elle compte notamment parmi les membres des comités de publication des revues des *Annales*, de la *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* (Remmm), et d'*Hespéris-Tamuda*. Elle a également été Présidente du conseil scientifique du Pôle Maghreb au Ministère des Affaires étrangères, conseil qui statue sur les nominations aux postes de direction et de chercheurs de l'IRMC et du Centre Jacques-Berque de Rabat. Cette expérience transitoire lui a permis de rencontrer de nombreux jeunes chercheurs travaillant sur le Maghreb, mais elle est plus à l'aise au cœur des processus de recherche que dans les institutions.

Vanessa AUBRY



Éric GOBE

Politiste et sociologue, directeur de recherche (CNRS) à l'IREMAM.

LE CHOIX DE LA RIGUEUR ET DE LA CONSTANCE

Une première chose saute aux yeux quand on embrasse l'itinéraire d'Éric Gobe d'un regard général : la richesse de ses objets de recherche et le sérieux avec lequel il les aborde. Le primat de l'empirie, l'investigation informée et fouillée, la restitution précise et rigoureuse des résultats : autant de marqueurs d'une recherche en sciences sociales dotée d'innombrables qualités. À ce titre, la contribution d'Éric Gobe aux sciences sociales du politique à partir de ses différents objets et de ses nombreux terrains d'investigation est inestimable. La deuxième chose que l'on découvre renvoie à son inscription plurielle dans les institutions de recherche sur le Maghreb et les mondes arabes, parmi lesquelles l'IRMC figure en bonne place.

Aujourd'hui, Éric Gobe est directeur de recherche au CNRS à l'IREMAM. Politiste, ses recherches portent principalement sur les professions judiciaires et

sur les changements politiques en Tunisie. Comme pour Amin Allal, elles s'inscrivent plus largement dans une réflexion « aréale » sur les sociétés arabes et maghrébines, notamment l'Égypte, la Tunisie, l'Algérie et la Libye, à partir de la construction d'objets de recherche divers tels que le corporatisme, les professions, les élections, et plus récemment le populisme et les mouvements de protestation. Rien n'illustre mieux sa relation ombilicale avec l'IRMC que la genèse de sa carrière de recherche, où il fut sous la direction de Michel Camau.

S'intéresser aux professions : genèse d'une trajectoire de recherche

Dès le début de sa carrière de chercheur, Éric Gobe s'intéresse aux professions. Sa thèse, soutenue en 1996 à l'Université d'Aix-Marseille, est intitulée

Les hommes d'affaires égyptiens et le pouvoir d'État : libéralisation économique et perspectives de démocratisation dans l'Égypte de l'ouverture, 1974-1994. Dans cette recherche doctorale, il étudie les recompositions des rapports entre le secteur privé et la bureaucratie d'État dans un contexte où l'État égyptien répond aux contraintes de l'insertion dans la Division internationale du Travail. Cette thèse inaugure plusieurs publications sur la même thématique, notamment l'article « Les hommes d'affaires et l'État dans le capitalisme de l'*infitâh* (1974-1994) », paru dans *Maghreb-Machrek* en 1997, et l'ouvrage *Les hommes d'affaires égyptiens. Démocratisation et secteur privé dans l'Égypte de l'infitah*, paru aux éditions Karthala en 1999.

Première inscription de chercheur « confirmé » à l'IRMC

Le début des années 2000 marque un point d'inflexion dans la carrière d'Éric Gobe, à la fois dans les objets de recherche et le pays de spécialisation. Son premier moment de recherche significatif après le doctorat le conduit à rejoindre l'IRMC. Recruté à l'institut en tant que chercheur par le [ministère des Affaires étrangères](#), il coordonne entre 1998 et 2002 un programme de recherche intitulé « Ingénieurs et société au Maghreb ». Tout en continuant à s'intéresser aux processus de libéralisation économique induits pas les programmes d'ajustement structurel, il étudie désormais leurs effets sur la restructuration de la profession d'ingénieur. En 2004, ce programme de recherche conduit à la publication du livre *Les ingénieurs tunisiens : dynamiques récentes d'un groupe professionnel* aux éditions L'Harmattan, co-écrit avec Saïd Bensedrine, et à la coordination d'un ouvrage collectif intitulé *L'ingénieur moderne au Maghreb (XIX^e-XX^e siècles)*, aux éditions IRMC-Maisonneuve et Larose.

L'IRMC, compagnon de route

À partir de 2005, son désir d'articuler la sociologie des professions avec la sociologie politique l'incite à travailler sur les avocats en Tunisie. Là encore, l'IRMC accueille à bras ouverts Éric Gobe. Dans ce cadre, il a été accueilli à l'Institut entre 2005 et 2011 pour des missions courtes réalisées pour le compte de l'IREMAM, dans l'optique de la rédaction d'une habilitation à diriger les recherches, soutenue en 2012. Son intérêt pour les avocats et pour d'autres professions

a d'ailleurs nourri sa réflexion sur le corporatisme et le syndicalisme, dont on voit la marque dans le texte « Corporatisme, syndicalisme et dépolitisation », publié en 2006 dans l'ouvrage collectif *La politique dans le monde arabe* dirigé par Élisabeth Picard, et dans le chapitre « Les syndicalismes arabes au prisme de l'autoritarisme et du corporatisme » issu de l'ouvrage collectif *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle*, codirigé par Vincent Geisser et Gilles Massardier. Néanmoins, sa publication la plus importante au regard de ses recherches socio-historiques sur les avocats tunisiens est parue en 2013 aux éditions IRMC-Karthala sous le titre *Les avocats en Tunisie de la colonisation à la révolution (1883-2011). Socio-histoire d'une profession politique*.

Observer la transition politique tunisienne

En filigrane, l'autoritarisme apparaît donc comme un objet structurant de ses travaux, sous le régime autoritaire et dans sa postérité. Après la Révolution tunisienne, Éric Gobe observe et documente minutieusement les péripéties des changements politiques du pays, notamment dans des textes publiés par la revue *L'Année du Maghreb*. Dans ce cadre, après un passage par le [Centre Jacques-Berque](#) où il était responsable du programme « Justices en transition en Méditerranée » entre 2011 et 2013, il est affecté à l'IRMC entre 2014 et 2017. C'est là un autre moment important de ses contributions irmcéennes. Lors de cette affectation, il devient *core researcher* de l'ERC TARICA : « Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Confrontation des modèles et diversité des trajectoires », responsable de l'axe « Traitement du passé et justice transitionnelle ». Ce travail a donné lieu à plusieurs publications, dont un ouvrage collectif coordonné par ses soins et publié en 2019 aux éditions IRMC-Karthala, *Justice et réconciliation dans le Maghreb post-révoltes arabes*.

Chercheur chevronné et observateur avisé des mondes arabes, Éric Gobe a posé quelques pierres de l'histoire de l'IRMC tout en participant à la construction des sciences sociales et politiques sur la Tunisie en particulier, et le Maghreb en général. Sa bienveillance vis-à-vis des nouveaux chercheurs et son sens de l'engagement à l'égard de ses doctorants sont des attributs d'une valeur inestimable, à laquelle cette contribution entend rendre hommage.

Mohamed Slim BEN YOUSSEF



Imed MELLITI

Professeur d'enseignement supérieur en sociologie
à l'Institut supérieur des Sciences humaines de Tunis.

LE PARI RÉUSSI DE L'ANCRAGE ET DE L'OUVERTURE

Deux mots peuvent définir l'itinéraire de Imed Melliti : ancrage et, pourrait-on le dire, « transfrontalité ». Ancrage car, à la fois sociologue et enseignant, il est engagé dans le développement des sciences sociales dans son pays et dans la transmission des savoirs aux nouveaux arrivants dans le champ académique tunisien. « Transfrontalité » car il est en permanence, dans ses différents espaces d'inscription, à la lisière de deux mondes : entre la sociologie et l'anthropologie, entre l'IRMC et l' AISLF, entre les mondes académiques tunisien et français. Une brève présentation synchrone l'illustre. Aujourd'hui, Imed Melliti est professeur d'enseignement supérieur de sociologie à l'Institut supérieur des Sciences humaines de Tunis, chercheur associé à l'IRMC et, *last but not least*, l'actuel président de l' AISLF. Sociologue et anthropologue, ses recherches portent sur des objets divers, notamment la sainteté, les jeunesses ainsi que l'économie morale et les sentiments d'injustice. Situé au carrefour des mondes francophone et tunisien de la recherche en sciences humaines et sociales, Imed Melliti est, à n'en point douter, une figure emblématique de l'IRMC.

L'IRMC, berceau d'une brillante carrière en gestation

Au commencement de sa carrière de jeune chercheur, Imed Melliti s'intéresse à la sainteté et au confrérisme. Sa thèse, soutenue en 1993 à la Sorbonne sous la direction de Michel Maffesoli, a porté sur *La zawiya en tant que foyer de socialité : le cas des Tijaniyya de Tunis*. À partir d'une enquête socio-anthropologique, il y étudie le mode de structuration collective qui prévaut au sein de la *zawiya* féminine des *Tijaniyya* de Tunis. Premier moment de sa trajectoire de

chercheur, cet intérêt pour le religieux conduit à plusieurs contributions écrites et orales sur la socio-anthropologie de la sainteté. On doit à cette appétence première plusieurs textes, dont « Espace liturgique et formes de l'autorité chez les *Tijaniyya* de Tunis », paru en 1998 dans un ouvrage collectif dirigé par Mohamed Kerrou intitulé *L'autorité des Saints. Perspectives historiques et socio-anthropologiques en Méditerranée* et, avant cela, un article publié en 1994 dans *L'Annuaire de l'Afrique du Nord* intitulé « La ruse maraboutique : le statut du *khayâl* et du *itlâq* dans l'hagiographie des *Tijaniyya* ».

Ces travaux sont d'ailleurs le couronnement d'une implication effective et collégiale du jeune Imed Melliti dans les activités de recherche de l'IRMC. Après sa thèse, il fréquente assidûment l'institut et y apprend les « ficelles du métier » de sociologue, au gré des rencontres, des échanges et des opportunités de valorisation de sa recherche doctorale qu'il ne manque pas de saisir. Le sociologue se souvient de cette fréquentation de l'IRMC à l'aube de sa carrière comme d'un véritable moment d'apprentissage et de gestation, une bouffée d'air le délestant de ses responsabilités par trop administratives et gestionnaires au Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme (CREDIF).

Un tournant central : de la sainteté aux jeunesses et à l'économie morale

Plus tard, tout en gardant son intérêt pour la question religieuse, il commence à s'intéresser aux jeunes comme objet de recherche. À un moment où cette question était la chasse gardée des psychologues dans le champ scientifique tunisien, Imed Melliti étudie l'adolescence en la constituant en objet sociologique.

Ce nouvel intérêt donnera lieu à plusieurs publications, dont on note un ouvrage en collaboration avec Dorra Mahfoudh intitulé *De la difficulté de grandir. Pour une sociologie de l'adolescence*, publié en 2006. Par la suite, ses recherches confrontent les jeunes à la question de l'économie morale et des sentiments d'injustice.

Son programme de recherche, pour lequel il a été recruté comme chercheur permanent à l'IRMC entre 2014 et 2018, intitulé « Économies morales et légitimités politiques au Maghreb. Perspectives comparées sur les sentiments d'injustice et le bien commun », lui a permis de s'intéresser à l'expérience vécue de la précarité et des injustices, notamment chez les jeunes Tunisiens.

L'intérêt de Imed Melliti pour la question de l'économie morale et des sentiments d'injustice débouche sur plusieurs publications scientifiques, dont un numéro thématique de la revue *L'Année du Maghreb* codirigé avec Loïc Le Pape, intitulé *Économies Morales*, paru en 2018, ainsi qu'un ouvrage collectif codirigé avec Hayet Moussa, *Quand les jeunes parlent d'injustice. Expériences, registres et mots en Tunisie*, paru également en 2018.

Notons également que Imed Melliti ne s'est jamais départi d'une réflexion sur l'histoire des sciences sociales au Maghreb. Parmi ses contributions écrites sur le sujet, on relève l'article co-écrit avec Dorra Mahfoudh portant sur « Les sciences sociales en Tunisie : histoire et enjeux actuels », paru dans la revue *Sociologies Pratiques* en 2014.

Enseigner, transmettre, former : ancrage(s) dans le monde académique tunisien

Transmettre les savoirs, c'est aussi un aspect important du métier de chercheur. Chez Imed Melliti, l'enseignement rime avec l'ancrage dans une vocation soucieuse de former de nouvelles générations à la pratique de ce même métier. L'enseignement est ainsi une dimension centrale de sa carrière.

Après quelques années passées au CREDIF en tant que chercheur, Imed Melliti est muté à l'Institut supérieur des Sciences humaines de Tunis, où il commence à

gravir les échelons de l'enseignement supérieur jusqu'à aujourd'hui. Outre plusieurs responsabilités dans le département de sociologie, il a également contribué à la création d'un master d'anthropologie au sein de l'institut, dont il assure la direction entre 2017 et 2019. Tout au long de sa carrière d'enseignant, il a contribué à former des dizaines de mastérants et de doctorants dont il dirige les travaux encore aujourd'hui.

Last but not least, l' AISLF

Un autre aspect, et non des moindres, illustre la brillante trajectoire de Imed Melliti. Il s'agit de ses responsabilités au sein de l' AISLF, qu'il préside depuis juillet 2021.

Après avoir occupé plusieurs responsabilités dans cette association depuis le congrès de Tours de 2004, dont une bonne partie a trait à la formation doctorale, il en devient le secrétaire général en 2012, puis le vice-président en 2014. Portant sur la « Société morale », le congrès qu'il organise en juillet 2021 est autant un fidèle reflet de ses appétences scientifiques qu'un couronnement de plus de sa carrière.

Il est très significatif ici que sa trajectoire ascendante à l' AISLF ne soit pas à dissocier des autres dimensions pertinentes de sa carrière : entre 2008 et de 2012, il est membre du comité scientifique du Ré-doc, réseau international de formation doctorale en sociologie. Encore une fois se manifeste le souci de transmettre et de former, qui résiste au rubriquage de ce portrait.

Inséparablement enseignant et chercheur, durablement inscrit dans la recherche irmcienne tout en maintenant un ancrage dans les mondes de l'enseignement et de la recherche en sciences sociales en Tunisie, Imed Melliti est une figure emblématique de l'institut.

Aujourd'hui, sa position de chercheur associé n'est pas un simple titre honorifique : il reflète son implication de longue date dans la vie du laboratoire, et consacre cet échange circulaire entre un institut qui forme et un chercheur qui contribue à son rayonnement.

Mohamed Slim BEN YOUSSEF



Lamia ZAKI

Politiste et consultante auprès de la [Banque Mondiale](#) pour le développement urbain et l'appui à la décentralisation en Afrique subsaharienne et dans le monde arabe.

DE LA RECHERCHE À L'ENGAGEMENT DANS DES ORGANISMES INTERNATIONAUX

Dix ans dans le monde de la recherche en sciences sociales...

Lamia Zaki a soutenu en décembre 2005 une thèse sur les représentations et les pratiques politiques des habitants de trois bidonvilles de Casablanca¹. Suite à un premier post-doc financé par le [Centre d'Etudes et de Recherches Internationales \(CERI\)](#), durant lequel elle mène une recherche sur les élus du conseil de la ville de Casablanca, elle obtient un poste de chercheure à l'IRMC, qu'elle occupe de février 2007 à août 2010. Durant ses trois années à l'Institut, elle continue à interroger les interactions entre jeu politique, gouvernance et fabrication urbaine au Maghreb. Elle mène à bien deux programmes de recherche collectifs. Le premier porte sur les professionnels de l'action urbaine au Maghreb ; il a donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif sous sa direction², qui met en évidence le rôle complexe des acteurs techniques (urbanistes, promoteurs immobiliers, etc.) dans la définition et la mise en œuvre des politiques urbaines et leur interdépendance avec les acteurs politiques, y compris dans des contextes très centralisés. Ce projet s'est fondé sur un réseau dynamique d'enseignants et/ou chercheurs politologues, sociologues (comme Madani Safar Zitoun), géographes (comme Pierre-Arnaud Barthel ou Pascale Philifert) mais aussi de praticiens, architectes et/ou urbanistes (comme Jellal Abdelkafi, Morched Chabbi, Abderrahim Hafiane ou Olivier Toutain). Souvent, les membres de ce réseaux ont choisi d'adopter concomitamment les deux approches, comme Yassine Turki (ingénieur-urbaniste enseignant à l'[Institut Supérieur des Technologies de l'Environnement, de l'Urbanisme et du Bâtiment de Tunis – ISTEUB](#) – et

expert en gouvernance et politiques publiques). Fondée sur des échanges intellectuels stimulants et des liens d'amitié solides, cette collaboration s'est poursuivie souvent bien au-delà de ce projet, animée notamment par des chercheurs qui ont rejoint d'autres IFRE (comme Pierre-Arnaud Barthel au [CEDEJ](#) ou Valérie Clerc à l'[IFPO](#)). Hend Ben Othman, architecte et urbaniste, enseignante à l'[ISTEUB](#), est quant à elle aujourd'hui chercheure détachée à l'IRMC, où elle initie une recherche sur la décentralisation dans le monde arabe.

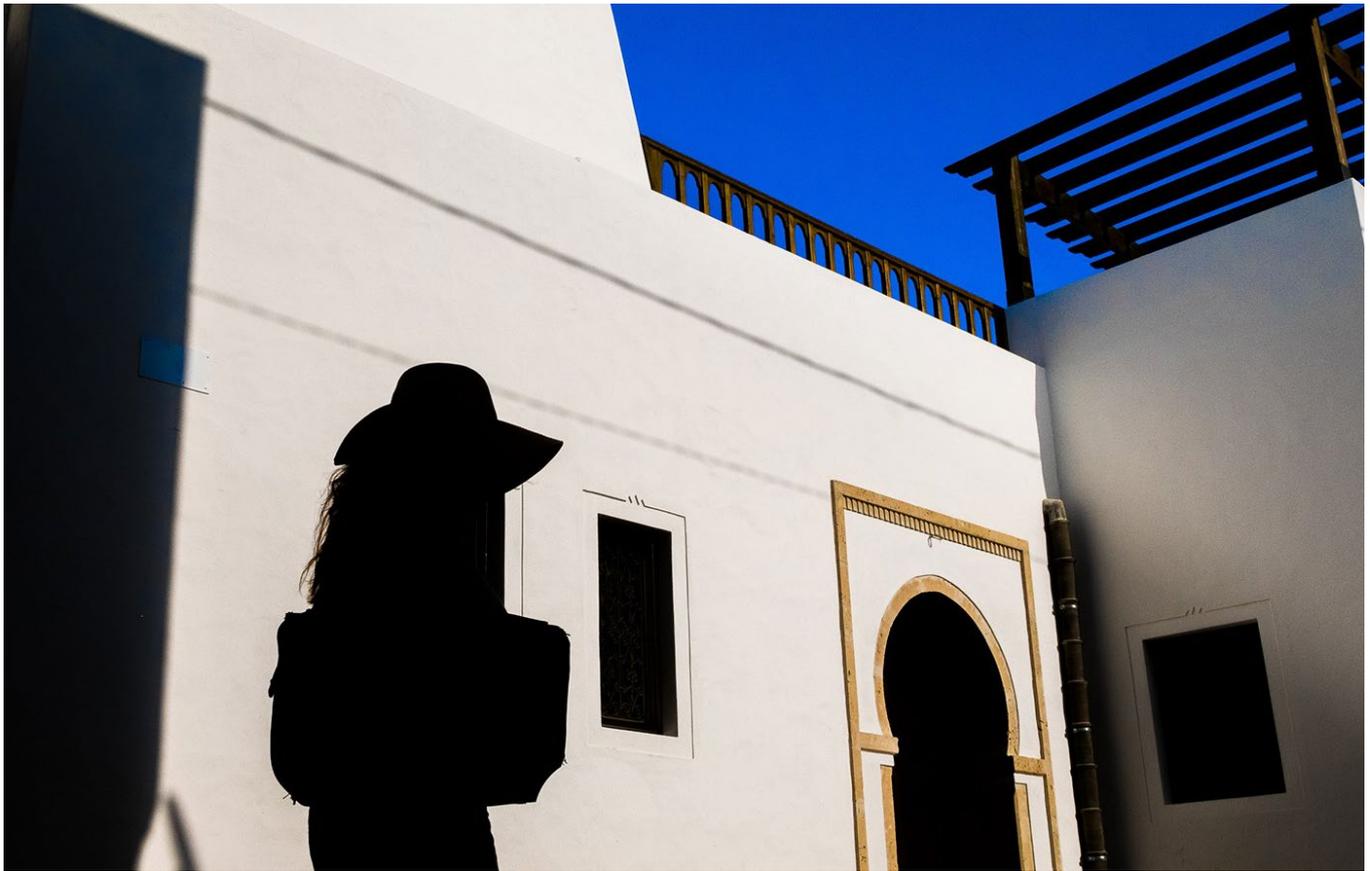
En parallèle de ce programme, et grâce au soutien de Pierre-Robert Baduel (alors directeur de l'IRMC) ainsi que de Mohamed Tozy (alors Professeur à l'[Université Hassan II de Casablanca](#)), Lamia Zaki a poursuivi son travail « d'analyse localisée » des élections au Maroc engagé durant son terrain de thèse, en lançant un projet de recherche collectif sur les élections législatives de 2007. Réunissant des doctorant-e-s et des chercheur-e-s adoptant une lecture ethnographique des mobilisations électorales et s'intéressant aux acteurs de l'élection « vus d'en bas », celui-ci visait à mettre en évidence les effets de réalité de la routinisation et de l'ouverture (même limitée) du champ politique marocain à l'échelle locale. Ces travaux ont été publiés dans un ouvrage collectif qui interroge le poids des notables et du clientélisme dans les élections, la participation des associations au jeu électoral et les limites du processus de normalisation des partis islamistes³.

En coordination avec Pierre-Arnaud Barthel (alors chercheur au [CEDEJ](#)), Lamia Zaki a également organisé une conférence internationale sur la ville durable en Méditerranée, qui a donné lieu à une troisième publication collective mettant en évidence les

1. Thèse intitulée *Pratiques politiques au bidonville, Casablanca (2000-2005)*, réalisée à Sciences Po Paris sous la direction de Gilles Kepel.

2. ZAKI Lamia (dir.), 2011, *L'action urbaine au Maghreb : enjeux professionnels et politiques*, Paris, IRMC-Karthala.

3. ZAKI Lamia (dir.), 2009, *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris, IRMC-Karthala.



"The hidden treasure of Djerba". © Skander Khlif

appropriations et les trajectoires prises par la « ville durable » au Maroc, en Algérie, en Tunisie, en Egypte, en Jordanie, en Syrie et en Turquie⁴. Co-financée par l'AFD (Agence Française de Développement) de Tunis, l'ouvrage mêle articles scientifiques et paroles de professionnels.

Les travaux (co-)animés par Lamia Zaki sont ainsi marqués par une approche résolument pluridisciplinaire associant chercheurs et praticiens et un intérêt clair pour la « recherche action ».

... et dix ans d'expertise. Deux mondes antagonistes ?

C'est suite à son expérience de chercheuse à l'IRMC et alors qu'elle était en postdoctorat à l'Université Georgetown, que Lamia Zaki a eu l'occasion de collaborer pour la première fois avec l'unité urbaine [Moyen-Orient Afrique du Nord de la Banque mondiale](#) (dont le siège est à Washington DC) en tant que consultante. Elle explique qu'après dix ans de recherche académique passés à observer et « déconstruire » les logiques d'acteurs, les politiques urbaines et leur évolution dans le monde arabe, adopter une approche

plus pragmatique et tournée vers l'action et la définition de stratégies et/ou de programmes concrets lui est apparu comme un prolongement naturel de son parcours et une confrontation salvatrice avec le réel : « *tout d'un coup il ne s'agissait plus seulement de comprendre pourquoi les choses étaient comme elles étaient, mais de voir dans quelle mesure et de quelle manière des solutions pouvaient être proposées. Forcément critiquables, celles-ci ont le mérite d'exister* ».

Depuis 2012, Lamia Zaki est basée à Marseille, et travaille en tant que consultante indépendante. Elle a eu l'occasion de collaborer avec la [Banque mondiale](#), mais aussi avec d'autres bailleurs de fonds, divers bureaux d'étude et des *think tanks* à la conception, au suivi de la mise en œuvre et à l'évaluation de programmes de réhabilitation urbaine et de programmes d'appui à la décentralisation. Au-delà de son engagement dans « l'opérationnel », elle continue à réaliser des travaux plus « analytiques ». Elle a travaillé et travaille notamment au Maroc, en Tunisie, au Liban, au Koweït, en Arabie Saoudite, ainsi qu'au Sénégal, à Djibouti et à Madagascar. Elle insiste sur des aspects de son travail qui lui tiennent à cœur : le caractère diversifié des missions réalisées, le large éventail des pays sur lesquels elle est mobilisée, l'importance du travail en équipe dans la définition des projets/programmes. Cette nouvelle casquette lui permet d'être au plus près du terrain, de côtoyer les différents acteurs qui conçoivent et mettent

4. BARTHEL Pierre-Arnaud, ZAKI Lamia (dir.), 2011, *Expérimenter la « ville durable » au sud de la Méditerranée. Chercheurs et professionnels en dialogue*, Paris, Éditions de L'Aube.

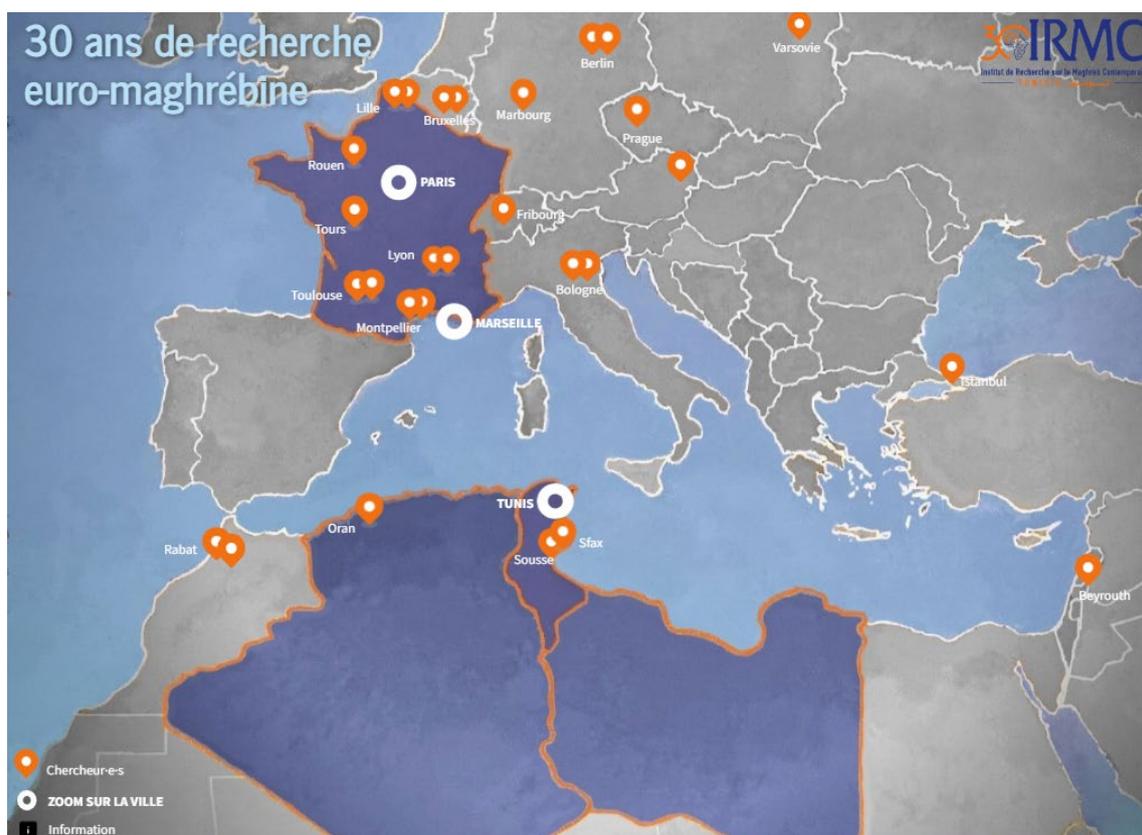
en œuvre les politiques publiques, mais également de rencontrer des bénéficiaires dans le cadre de missions d'évaluation. Pour elle, le travail de consultant-e amène à mobiliser des compétences souvent très proches de celles utilisées par les chercheurs : il faut savoir poser

les « bonnes » questions pour collecter les informations pertinentes, les analyser, structurer sa réflexion et faire preuve d'autonomie et de capacités rédactionnelles.

Vanessa AUBRY

CARTE : TRENTE ANS DE RECHERCHE EURO-MAGHRÉBINE

Pour ce numéro anniversaire, l'IRMC propose à ses lecteurs et lectrices une rétrospective de trente années de recherche sous forme de **carte dynamique et interactive**. Rien de plus naturel, en effet, que de rendre hommage aux chercheur-e-s engagé-e-s qui, à un moment de leur parcours, sont passé-e-s par l'IRMC, à l'occasion d'une bourse d'accueil, d'un contrat doctoral, d'un programme de recherche ou d'une thèse de doctorat. Cette carte a par ailleurs vocation à être perpétuellement mise à jour, actualisée et complétée au fur et à mesure des arrivées à l'IRMC et des départs de l'institut, jouant ainsi le rôle de traceur et de témoin des générations qui s'y sont succédées. Au-delà de cette fonction pratique de la carte dynamique et interactive, les lecteurs et les lectrices pourront y découvrir la multiplicité des parcours, orientations, carrières et évolutions ouvertes aux chercheur-e-s en sciences humaines et sociales. L'occasion est trouvée de démontrer, s'il en était besoin, la nécessité que les disciplines humanistes et les thématiques de recherches novatrices fleurissent à travers le bassin méditerranéen, l'Europe, le Maghreb et, *in fine*, à l'échelle internationale. Pour plus de clarté, plusieurs formats sont proposés : une carte du bassin méditerranéen élargi (Europe, Maghreb), ainsi que plusieurs infographies dynamiques rassemblant les profils de chercheur-e-s lié-e-s, par leurs fonctions actuelles et institutions de rattachement, aux trois villes emblématiques de la collaboration scientifique franco-tunisienne : Paris, Marseille et Tunis.



Capture d'écran de la carte interactive disponible en version électronique. © IRMC

Pour retracer ces parcours, nous avons mené des recherches principalement sur Internet, rassemblé les informations disponibles sur les CV en ligne et croisé les informations afin d'éviter toute approximation dans les parcours décrits. Pour autant, compte tenu de la complexité des parcours et de l'instabilité professionnelle inhérente à nos métiers, des erreurs ont pu se glisser dans ces fiches. En cas d'oubli, nous vous prions de nous excuser, et serons heureux de les rectifier dès signalement.

Les éléments à modifier sont à signaler à l'adresse publications@irmcmaghreb.org.

FENÊTRE SUR DES FUTURS POSSIBLES

Cette rubrique offre un éclairage sur les potentialités et les contraintes des nouveaux partenariats entre la recherche scientifique et les organismes de développement. Quels sont les effets induits par ces conditions d'élaboration de la recherche ? Peut-on y voir l'occasion d'une meilleure transmission du savoir et des méthodes en sciences humaines et sociales ?

Par Marouen Taleb



"From Tunis with melancholy" © Skander Khlif

دور معهد البحوث المغربية المعاصرة في البحث العمومي
يقترح هذا الركن تسليط الأضواء على إمكانيات وقيود الشراكات الجديدة بين البحث العلمي ومنظمات التنمية. ماهي تأثيرات هذه الشروط في صياغة البحث؟ هل يمكننا الحصول على ظروف ملائمة لنقل أفضل لمعرفة ومناهج العلوم الإنسانية والاجتماعية؟

The role of the IRMC and public research

This section sheds light on the potential and constraints of new partnerships between scientific research and development organisations. What are the effects induced by these research elaboration conditions? Can they be seen as an opportunity for a better transmission of knowledge and methods in the human and social sciences?



Marouen TALEB

Docteur en urbanisme et aménagement du territoire, et chercheur à l'IRMC.

L'IRMC À LA CROISÉE DES CHEMINS

L'IRMC et l'aide publique au développement : le défi de la production du savoir « en temps réel »

À l'instar des centres de recherche internationaux, l'IRMC dépend dans une large partie de la dotation budgétaire de ses tutelles, le CNRS et le MEAE. Or, cette dotation publique obéit aux restrictions et aux coupes, et limite la croissance d'une institution dont la nature même suppose un déploiement continu. La crise du Covid-19, malgré tous les bénéfices tirés des adaptations organisationnelles suscitées, n'a pas permis d'honorer les exigences de la « reprise » et de rattraper l'inévitable retard accumulé dans ce déploiement, bien au contraire. Pour autant, il existe, en dehors des circuits de financement de la recherche, des opportunités auprès de bailleurs, de l'aide publique au développement, de la coopération internationale ou encore des agences de mise en œuvre.

La particularité de l'IRMC, en tant que centre de recherche pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales, est de se positionner en amont – au niveau de la réflexion stratégique de l'Aide publique au Développement (APD) – et en aval, lors du déploiement opérationnel forcément tributaire d'une connaissance préalable des contextes spécifiques et locaux.

C'est cette voie de la recherche scientifique mise à profit pour un projet d'aide publique au développement que Betty Rouland (chercheuse ICMigrations Paris) et moi-même avons adoptée, à l'échelle de l'IRMC et d'une manière expérimentale, dans le cadre du programme de recherche « Gestion Locale des Migrations » (GLM) en partenariat avec l'Agence française de Développement (AFD). De cette collaboration pionnière, qui a nécessité du temps et de la préparation, nous pouvons tirer de nombreux enseignements pour l'avenir, lesquels sont présentés ci-après.

Dans le contexte de globalisation et de mutation des modes de production du savoir, la limite entre le scientifique et le « parascientifique » est de moins en moins tangible, car les impératifs de la diffusion du savoir font qu'il n'est plus suffisant de recueillir et d'analyser des données, et d'écrire pour une publication académique. En effet, les chercheurs se doivent, dans une logique d'ouverture indispensable à mon sens, de faire leur possible pour travailler directement avec les organisations sur le terrain afin de s'assurer que leurs résultats sont « opérationnalisables » et mis en pratique, du moins dans les disciplines des SHS qui le permettent. Il est toujours possible d'aller au-delà des exigences de l'institution académique et de s'engager avec d'autres agences pour accroître l'impact de la recherche scientifique.

Dans le cas de l'IRMC en Tunisie, la production du savoir se rapportant aux SHS connaît un foisonnement inégalé depuis la Révolution de 2011, loin de toute idée de compétition – la science est par définition accumulative ou faite d'accumulations : l'État tunisien, la société civile tunisienne, les organisations internationales, les fondations, les ambassades, les *think tanks* et d'autres structures collectent une quantité importante de données et produisent une multitude de rapports qui, bien qu'enrichissants, saturent également la compréhension des phénomènes sociopolitiques en Tunisie.

Ce savoir, qui s'émancipe de plus en plus de la légitimité académique « classique » pour se diriger davantage vers celle que l'on dit « *evidence-based* », permet rarement d'établir une montée en généralité, car il souffre dès le départ de l'absence de ce cadrage théorique qu'offre la recherche scientifique.

Par rapport à ce foisonnement, la contextualisation des données, l'expérience des terrains souvent abordés empiriquement, les contacts noués par les chercheurs

(développementalistes ou politiques) font de l'IRMC, avec ses trente années d'existence aujourd'hui, un socle de partenariat avec les agences de développement et les ONG. La question qui se pose est la suivante : de qui viendra et doit venir le premier pas ? Sont-ce les agences de développement qui doivent suivre les activités de recherche de l'IRMC, et plus généralement des UMIFRE, et identifier des correspondances avec leur propres programmes et stratégies pour le pays ? Ou bien est-ce à l'IRMC de solliciter son implication dans les projets AFD en cours, pour ne citer que cet organisme, et d'y déceler les éventuelles opportunités d'intégration au sein de programmes de recherche présents et futurs ? Dans les deux cas, structuration et coordination entre les deux parties sont nécessaires pour mettre en place une plateforme d'échanges de savoirs qui irait au-delà de l'informalité des échanges actuellement en vigueur.

Le partenariat, dans sa forme la plus aboutie, permettrait d'impliquer l'IRMC dans tout le processus d'Aide publique au Développement ou de coopération internationale, en tant que comité consultatif, par exemple, ou bien dans le cadre d'une opération conjointe. Dans le premier cas, le chercheur, la chercheuse ou le groupe de chercheurs seraient appelés à participer à la planification stratégique en vue de déterminer la meilleure façon d'approcher les terrains en Tunisie ou ailleurs. Cette approche serait fondée sur les priorités de la politique de développement établie par le partenariat entre la Tunisie et le bailleur. Ce processus de planification stratégique aboutirait à la mise en place d'une stratégie de coopération pour le développement du pays, à la façon d'une feuille de route.

L'opération conjointe constitue une autre opportunité de collaboration : il s'agit de contribuer à redonner vie à la phase de conception du projet, retirée à l'AFD et confiée au secteur privé, ce qui a donné lieu au retrait des agences de développement dans ce domaine. D'une part, elles perdent cette technicité qui, pendant longtemps, constituait leur atout, au profit du rôle certes important mais limitatif de bailleur.

D'autre part, la standardisation excessive du développement nuit à sa spécificité, et c'est à ce niveau que la recherche scientifique, nécessairement contextuelle mais non moins comparative, doit intervenir. L'étape de conception de projet est fondamentale pour l'agencement des divers projets de développement afin de produire des résultats concrets.

L'importance d'une technicité scientifique au niveau des agences de développement apparaît dans l'évaluation des projets, mais également des thématiques portées par les agences. La coopération est ici plus aisée dans la mesure où de nombreuses agences de développement internationales possèdent leurs propres structures d'évaluation. Si la composante recherche fait partie intégrante de ces structures, il n'en demeure pas moins que ces dernières sont généralement des structures centrales (IRS-EVA pour l'AFD, PPL Bureau pour USAID, Evaluation Unit pour la GiZ, etc.), par conséquent assez déconnectées des réalités des terrains de recherche. C'est par ce biais qu'apparaît la richesse et la pertinence de l'apport de l'IRMC : la diversité des approches et des disciplines mobilisées par la recherche permettrait une évaluation des programmes et/ou une évaluation organisationnelle de qualité ; la collecte et l'analyse systématique d'informations constituerait une base de jugement pour améliorer l'utilité des données récoltées ; l'actualisation éclairerait les décisions prises sur la programmation présente et future, ce qui permettrait d'éviter la « revanche » des contextes locaux.

L'IRMC au sein de la famille des UMIFRE : quel rôle ?

La crise du Covid-19 et ses conséquences ont grandement modifié les rapports entre les chercheurs en termes de modes de fonctionnement et d'échanges. Les plateformes virtuelles ont joué un rôle crucial pour maintenir, voire améliorer la synergie et offrir des possibilités de collaboration insoupçonnées jusqu'ici. Entre 2020 et début 2021, le webinaire « Séminaire d'observation du Covid-19 dans les sociétés du monde arabe » (SOCOSMA), qui associe l'IFPO (Beyrouth), le CEDEJ (Le Caire), l'IRMC (Tunis) et le CJB (Rabat), a bien illustré la capacité des centres de recherche à mobiliser des chercheurs d'horizons disciplinaires et de localisations géographiques divers autour d'une compréhension en temps réel des conséquences de la pandémie dans les pays observés, et même au-delà. Ce webinaire a fait émerger l'idée et l'écriture préliminaire d'un programme de recherche inter-UMIFRE, le projet « CoVEMA »¹ qui, malheureusement, n'a pas abouti auprès de l'ANR². Il n'en demeure pas moins qu'un programme de recherche porté par différentes équipes d'UMIFRE pourrait bénéficier d'un

1. Observatoire des globalisations EuroMedAsie à l'ère de la Covid-19.

2. Agence Nationale de la Recherche - France

financement plus conséquent, mais surtout d'une meilleure reconnaissance et compréhension par les tutelles (notamment le [MEAE](#)) qui, depuis Paris, préfèrent avoir une lecture de la dimension macro-régionale des phénomènes sociopolitiques en plus de celles relatives aux spécificités nationales. Il s'agit en particulier de mettre en lumière des tendances de fond, qui ne sont pas spécifiques au système socio-économico-politique de chaque pays et qui permettent de mieux construire de futurs programmes de recherche transnationaux.

Des perspectives comparées sur l'évolution de phénomènes communs aux pays arabes, pour ne citer que cet ensemble régional, seraient plus que bienvenues de la part des tutelles, mais également des milieux académiques et des organisations qui adoptent l'échelle régionale comme angle d'analyse. Des thématiques comme celles de la prévention de l'extrémisme violent, la diversité des capitalismes, le(s) populisme(s) ou encore la migration et la circulation des modèles, constituent un socle d'analyse transnationale (et de politique comparée) qui, justement, nécessitent un ancrage institutionnel local, car elles sont complexes à appréhender et nécessitent une approche pluridisciplinaire.

Toutefois, de tels programmes poseraient d'emblée la question de la coordination en consortium et du coût forcément élevé par rapport à d'autres projets. Se poserait également la question de la connexion scientifique des équipes et de la diffusion du savoir, étant donné que chaque [UMIFRE](#) dispose potentiellement de son service d'édition scientifique.

D'autres aspects, liés ou non à l'existence d'un programme de recherche commun, pourraient former le socle d'une coopération inter-[UMIFRE](#) : des échanges de doctorants, des ateliers méthodologiques communs valorisant l'expérience des chercheurs actuellement en poste ou des chercheurs associés, pourraient en résulter. L'IRMC, qui a acquis une expertise de production et de valorisation du savoir scientifique, pourrait mettre à profit cette dernière dans une logique de collaboration et d'externalisation avec les autres [UMIFRE](#), les représentations de l'[IRD](#) et les [IFRE](#) de la région.

En outre, et compte tenu des difficultés liées aux conditions de la recherche dans le monde arabe, l'accueil en Tunisie des manifestations scientifiques communes avec les [UMIFRE](#) du monde arabe ([IFPO](#), [CEDEJ](#), [CJB](#), etc.) constitue une perspective très probable dans la mesure où la liberté académique demeure garantie dans le

pays. C'est cet avantage comparatif de taille dont devra se prévaloir l'IRMC à l'avenir ; notons que le rôle de l'IRMC dans l'organisation à Tunis du Forum *Insaniyyat* en septembre 2022 en est la démonstration naturelle et logique.

L'IRMC : perspectives d'évolution

Après trente ans d'existence, nous pouvons dire sans crainte que l'IRMC est une institution plus solide qu'elle ne l'était auparavant. La non-remise en cause par les deux tutelles du rôle de la diplomatie scientifique, alors que les restrictions budgétaires sont monnaie courante, confirme que l'IRMC ne fait pas face à des menaces existentielles et bénéficie d'un soutien constant ainsi que de la continuité des orientations stratégiques qui ont guidé sa création par ses deux tutelles, le [CNRS](#) et le [MEAE](#). Toutefois, les moyens mis à disposition jusqu'ici, et qui vont en s'amenuisant, ne sont plus à la hauteur des ambitions en termes de déploiement et de rayonnement de la recherche académique française en SHS dans les pays du Maghreb (Tunisie, Algérie et, plus récemment, Libye).

Il importe également de souligner que les événements survenus dans les pays de la zone de couverture de l'IRMC, et plus particulièrement les changements sociopolitiques qui y sont apparus, n'ont pas influencé de manière radicale l'orientation académique de l'IRMC en tant que centre de rayonnement de l'excellence scientifique, ni par les pays hôtes, ni par les tutelles.

Pour des raisons historiques et pratiques, le rayonnement de l'IRMC est le plus visible en Tunisie. Toutefois, pour évoluer, sous réserve de moyens mis à disposition et de contextes régionaux favorables, l'IRMC devra établir une stratégie quadriennale déclinée sur les trois pays couverts, et c'est là, à mon avis, le défi majeur auquel l'institut est confronté. Développer une vision stratégique intra-IRMC et inter-régionale suppose d'impliquer un nombre important de doctorants et de chercheurs postdoctoraux ([MEAE](#)) sur projets de recherche (ERC, ANR, etc.), et locaux, dont les projets devront se superposer à cette vision. Cela suppose également que, de l'autre côté, la stratégie des tutelles soit suffisamment claire, détaillée et réceptive afin que les résultats de la recherche soient capitalisables. C'est sur ce terrain précis que se joue l'avenir de l'IRMC et, plus généralement, des [UMIFRE](#).

À cette fin, la communication scientifique jouera un rôle crucial dans la diffusion de l'activité de l'IRMC,

de la valorisation de la recherche à la polarisation des programmes de recherche internationaux, en passant par l'organisation de manifestations. L'identité de l'IRMC jouera un rôle clé de la légitimité scientifique de l'institut, à parts égales avec la production du savoir.

Loin de toute optique développementaliste, l'évolution naturelle de l'IRMC est de se positionner en tant que coordinateur et médiateur de la recherche en Afrique du Nord. Les liens établis avec les institutions universitaires algériennes, et plus récemment libyennes (avec le [projet JRSHS-Libye](#)), permettront de jeter les fondements de programmes transnationaux qui seraient hébergés par l'IRMC, mais coordonnés par des équipes issues des trois pays.

Plus qu'un retour à la vocation originelle de l'IRMC, c'est par son biais que ce genre d'initiative doit circuler, moyennant des adaptations nécessaires à la

fois au niveau de l'institution, mais aussi au niveau des partenaires et de la langue employée (arabe et anglais). Plus encore, les perspectives sur le long terme qu'offre le système – déjà bien établi – des bourses de courte et moyenne durées destinées aux jeunes chercheurs algériens, tunisiens et libyens, offrent le potentiel de l'initiation de collaborations inédites, moyennant un calendrier d'accueil commun à l'IRMC.

Cet aspect d'une coopération Sud-Sud, souvent négligée à l'échelon des institutions universitaires et de recherche locales, devra faire l'objet d'un pari sur l'avenir, un pari par le bas et transversal, dans l'optique de créer un changement des pratiques et des méthodes ; ce pari implique également une meilleure cohésion entre les différents acteurs de la recherche maghrébine en sciences sociales.



"A June day in Tunis". © Skander Khlif

Quel sont les liens scientifiques tissés entre la Tunisie, l'Algérie et la Libye ? Comment l'IRMC a-t-il participé, au cours de ces trente dernières années, au partage et à la transmission du savoir entre ces trois pays ? Une contribution revient sur ces décennies d'échanges et de valorisation de la recherche maghrébine au travers des partenariats noués entre les organismes de recherche et les universités nord-africains. Focus également sur les bouleversements de l'année 2011, et sur la manière dont l'IRMC les a accompagnés.

Par Hend Ben Othman, Kmar Bendana, Katia Boissevain et Neïla Saadi



"From Tunis with melancholy". © Skander Khlif

معهد البحوث المغاربية المعاصرة، وترسيخ الفكر المغاربي
ماهي الروابط العلمية التي تم تطويرها بين كل من تونس والجزائر وليبيا؟ كيف ساهم معهد البحوث المغاربية المعاصرة، خلال هذه الثلاثينية، في تبادل ونقل المعرفة بين البلدان الثلاث؟ عودة على مساهمة هاته العقود من تبادل وتثمين للبحث المغاربي من خلال الشراكات المعقودة بين مؤسسات البحث وجامعات شمال افريقيا. كما نركز أيضا على اضطرابات سنة 2011 وعلى الطريقة التي رافق بها المعهد هذه الأحداث.

The IRMC, a sustainable anchorage in the Maghreb

What are the scientific links between Tunisia, Algeria and Libya? How has the IRMC participated, over the last thirty years, in the sharing and transmission of knowledge between these three countries? A contribution looks back at these decades of exchanges and the promotion of Maghrebian research through partnerships between North African research organisations and universities. This section also focuses on the upheavals of 2011, and the way in which the IRMC has accompanied them.



Hend BEN OTHMAN

Architecte urbaniste et chercheuse à l'IIRMC.

L'IIRMC ET LA RECHERCHE MAGHRÉBINE : DES LIENS PÉRENNES

Savoirs en usage, savoirs en partage : tel a été l'intitulé du premier séminaire organisé par l'IIRMC avec l'Académie des Arts, des Lettres et des Sciences Beït al-Hikma¹, et qui peut résumer le rôle joué par l'Institut dans la promotion de la recherche maghrébine en sciences humaines et sociales : celui d'un lieu de rencontre, de partage et de relais entre chercheurs s'intéressant au Maghreb contemporain.

La création en 1992 de l'IIRMC correspond à la transformation du CDTM² en un institut dédié à la recherche en sciences humaines et sociales et s'intéressant au Maghreb contemporain. Il avait pour ambition de jouer le rôle de catalyseur pour les chercheurs français, tunisiens et maghrébins pour la constitution de réseaux transdisciplinaires, de mettre en place des programmes de recherche et d'animer des débats sur le rôle des chercheurs en scrutant de près les transformations que connaissent les sociétés maghrébines et plus largement arabo-musulmanes depuis le début des années 1990. Force est de constater que trente ans plus tard, l'IIRMC est devenu un repaire incontournable pour les chercheurs de tous bords intéressés par la recherche en sciences humaines et sociales. Il s'agit d'un lieu de débat précurseur et d'un vivier de chercheurs maghrébins, grâce aux relations de coopération mises en place avec les universités maghrébines, mais également, et surtout, grâce aux liens tissés au fil des années et inscrits dans la durée, et grâce aux relations intellectuelles profondes nouées à l'occasion de programmes de recherche interdisciplinaires.

1. Ce premier séminaire a été mis en place quelques semaines après l'inauguration officielle de l'IIRMC en octobre 1992. Il a été conçu comme un forum d'échange et de rencontre à l'attention de chercheurs et d'universitaires en sciences sociales et ayant pour terrain de recherche le Maghreb (à ce sujet, voir l'article de H. Zourgane dans *La Presse* du 10 janvier 1993).

2. Le Centre de documentation Tunisie-Maghreb (CDTM) a été créé en 1980. À ce sujet, voir l'article de S. Ghannouchi Behi dans *Le Renouveau* du 16 novembre 1988).

LE CENTRE DE DOCUMENTATION TUNISIE-MAGHREB

Au service de la recherche

Le Centre de Documentation Tunisie-Maghreb (C.D.T.M.) est un espace documentaire spécialisé dans le Maghreb et le monde arabo-musulman.

Opérationnel depuis 1980, le Centre Tunisie-Maghreb allie les fonctions de bibliothèque spécialisée dans le monde arabe et musulman (plus de 10.000 documents) et d'espace accueillant des chercheurs dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Il propose également, depuis trois ans, au public intéressé des rencontres scientifiques.

Le C.D.T.M. entretient, par ailleurs, des relations de coopération avec les institutions tunisiennes et les centres de recherche français, ce qui fait de lui une sorte de vecteur d'insertion dans les réseaux culturels et scientifiques locaux et un instrument de promotion de projets multidisciplinaires. Il publie régulièrement des instruments de références bibliographiques (thésaurus, répertoire des thèses, des périodiques...), des bibliographies sélectives, sans oublier un catalogue de publications officielles tunisiennes de la période coloniale actuellement sous presse.

La publication régulière de dossiers de synthèse sur la presse tunisienne ainsi que sur des revues hebdomadaires ou universitaires viendra, sous peu, compléter les éditions du C.D.T.M.

Les ouvrages que le centre met à la disposition du public sont divers et variés : sciences sociales, sciences exactes, art, divertissement, sport, histoire-géographie, langues, linguistique, littérature, Islam.

Le Maghreb et le monde arabo-musulman sont bien représentés dans ce centre, qui donne la priorité aux auteurs et écrivains maghrébins et arabes.

Les ouvrages sont commandés aussi bien à Paris qu'auprès des librairies tunisiennes, rarement le centre reçoit des dons.

Le centre de documentation Tunisie-Maghreb tend actuellement à mieux se faire connaître dans les milieux universitaires et à contribuer, avec l'ensemble de ses partenaires tunisiens, au développement des sciences sociales et humaines.

L'informatisation de ses services aidera sans aucun doute à élargir un réseau de relations et d'informations auquel le Centre travaille conjointement avec le nouveau centre de documentation, de recherche et d'information scientifique et technique.

S. GHANOUCHI BEHI

« LE RENOUVEAU -CAMPUS »

16.11.88

Article de S. Ghannouchi Behi (*Le Renouveau*, 16.11.1988). © IIRMC

Les conventions avec les universités et institutions maghrébines : constituer des réseaux de recherche transméditerranéens

Depuis trois décennies, des liens solides ont été établis avec les universités maghrébines, les laboratoires de recherche et les institutions, du fait de la mise en place de conventions de partenariat ou grâce à la programmation de manifestations scientifiques et de journées d'études, qui ont permis de pérenniser les réseaux de recherche en sciences humaines et sociales entre la France et le Maghreb et de former une nouvelle génération de chercheurs et d'enseignants.



Article de H. Zourgane (*La Presse*, 10.01.1993). © IRMC

En Tunisie, les partenariats entre l'IRMC et les facultés de sciences humaines et sociales de Tunis (Universités de La Manouba, de Sousse et de Sfax) et ceux conclus avec les différents instituts universitaires³, les laboratoires

3. L'Institut supérieur du Sport et de l'Éducation physique de Ksar Saïd, l'Institut national du Travail et des Études sociales, l'École supérieure des Communications (SUPCOM) de Tunis, l'Institut national de Recherche agronomique de Tunisie, l'Institut national agronomique de Tunisie, l'Institut technologique d'Art, d'Architecture et d'Urbanisme de Tunis et l'Institut supérieur d'Histoire de la Tunisie contemporaine.

et centres de recherches (à l'instar de Beït al-Hikma, Diraset, CERES, SYFACTE et le CREDIF) avaient pour but de développer des réseaux de chercheurs sur des thématiques communes. Ils ont donné lieu à l'animation d'ateliers de recherche, l'organisation de colloques et la publication d'ouvrages collectifs de grande qualité, qui servent de références dans les divers champs de recherche.

Mais les relations de l'IRMC avec les institutions tunisiennes ne se sont pas cantonnées aux universités et laboratoires. L'Institut a également initié des conventions de partenariat avec des observatoires et des administrations susceptibles de mener des recherches au plus près du terrain, ce qui a permis un ancrage des travaux de recherche au cœur des préoccupations de la société tunisienne. Ce fut le cas notamment durant la période post-2011, marquée par de profonds changements politiques et sociétaux. C'est ainsi que des partenariats ont été mis en œuvre avec l'Observatoire national de la Jeunesse (ONJ) de Tunis, l'Observatoire national du Sport, l'Office national de la Famille et de la Population, avec une ouverture sur les associations de recherche (Labo' démocratique, Association tunisienne d'Anthropologie sociale et culturelle). Le développement de relations de partenariat avec les Archives Nationales et la Bibliothèque Nationale a également permis aux chercheurs et boursiers venus de France ou d'ailleurs, en accueil à l'IRMC, d'accéder aisément aux fonds documentaires de ces deux institutions et d'organiser de nombreuses manifestations scientifiques, qui ont abouti à l'élaboration de thèses et d'ouvrages scientifiques originaux.

À l'instar de la Tunisie, la coopération scientifique entre l'IRMC et l'Algérie a été initiée dès la fin des années 1990, notamment avec les Universités d'Alger, de Skikda, de Annaba, de Constantine, de Ouargla, d'Oran, de Sétif, de Tlemcen et le consortium des Universités de l'Est algérien, ainsi qu'avec les différents centres de recherche⁴.

Les conventions signées ont donné lieu à l'organisation de plusieurs séminaires et colloques en Algérie, en Tunisie et en France, sur des questions relatives aux changements socioculturels, au développement durable, aux questions patrimoniales etc. Elles ont également constitué l'opportunité d'éclairer à partir de plusieurs terrains de

4. Le Centre national d'Études et d'Analyse pour la Planification d'Alger (CNEAP), le Centre de Recherche en Économie appliquée pour le Développement (CREAD) et le Centre de Recherche en Anthropologie sociale et culturelle (CRASC).

recherche les thématiques portées par les chercheurs des deux pays et d'associer d'autres chercheurs de pays maghrébins et méditerranéens aux réflexions. Plus encore, l'ouverture de perspectives d'échanges scientifiques aux jeunes chercheurs et doctorants, grâce à l'organisation d'ateliers doctoraux dans les universités

algériennes⁵ et l'incitation à la mobilité par le biais de bourses et de séjours d'accueil à l'IRMC, permettra, à terme, de promouvoir de nouveaux réseaux de recherche et de les inscrire dans la durée.

Plus récemment, avec le changement de régime politique en Libye, l'ouverture de l'IRMC sur les terrains de recherche libyens a été initiée en organisant à Tunis, avec l'Université de Tripoli et l'Académie des Hautes Études de Tripoli, un premier colloque en 2018 qui a réuni des universitaires de pays et de disciplines différents. Cette initiative a posé les jalons d'une belle collaboration donnant lieu à l'organisation d'un atelier méthodologique. Elle a aussi contribué à l'attribution de bourses aux étudiants libyens et à la mise en place d'un projet sur la Jeune Recherche en Sciences humaines et sociales (JRSHS) et son rôle dans le développement en Libye. Ce projet (qui a bénéficié du Fonds de Solidarité pour les Projets Innovants) a abouti à l'organisation de plusieurs ateliers en présentiel ou à distance, à la constitution d'un premier fonds documentaire sur la Libye, et d'un autre en Lybie, constitué d'ouvrages et de ressources numériques. Il a également donné lieu à l'extension de la coopération avec d'autres universités libyennes, notamment celles de Benghazi, de Sabha et de Omar Al Mokhtar. Il a surtout permis la mobilité d'étudiants en Tunisie, et la création d'un cycle de formation en ligne par le biais de MOOC au profit de ces derniers, afin de contribuer à leur intégration dans la dynamique de la recherche en sciences sociales et à la mise en réseaux avec des chercheurs confirmés des deux rives de la Méditerranée.

Au-delà des partenariats, la fabrique informelle de la recherche : réseaux et amitiés intellectuelles solides

Les conventions et les accords signés avec les institutions sont certes incontournables et constituent un cadre « formel » pour la mise en place de projets, d'échanges scientifiques et de bourses de mobilité. Mais les liens informels, bâtis au fil de plusieurs années de recherches croisées sur le Maghreb, entre doctorants, jeunes chercheurs et chercheurs confirmés de différentes disciplines et provenances ont permis de transmettre les savoirs méthodologiques et empiriques sur la recherche.

Au-delà des conventions de partenariat inscrites dans

5. Notamment avec les Universités d'Oran, de Constantine et de Sétif, en associant, outre l'IRMC et le CRASC, des instituts universitaires tunisiens (Institut supérieur des Sciences humaines de Tunis, Institut supérieur d'Histoire de la Tunisie contemporaine).

IRMC ET DIRASET



Des liens initiés en 1996

1996	CRÉATION DU GRVCL Groupement de recherche sur les villes et les communautés locales, ancêtre du laboratoire DIRASET.
1997	« VILLES ET TERRITOIRES AU MAGHREB : MODÈ D'ARTICULATION ET FORMES DE REPRÉSENTATION » Ce programme de recherche, à l'initiative de Abdelhamid Hénia, donne lieu à plusieurs tables rondes à l'IRMC, ainsi qu'un colloque l'année suivante.
1999	FONDATION DE DIRASET
2006	ÊTRE NOTABLE AU MAGHREB Les colloques organisés les années précédentes donnent lieu à une publication, par l'IRMC et les éditions Maisonneuve et Larose, de l'ouvrage <i>Être notable au Maghreb. Dynamiques et reconfigurations notabillaires</i> , dirigé par Abdelhamid Hénia.
2008	SIGNATURE D'UNE CONVENTION L'IRMC et DIRASET formalisent leurs liens par l'élaboration et la signature d'une convention de coopération, encore active à ce jour.
2009	« LA PREUVE EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES » Cette année, une session doctorale autour de ce thème a réuni les chercheurs à Hammamet.
2010	« LE LEADERSHIP AU MAGHREB » Michel Camau, invité de l'IRMC et DIRASET, donne une conférence dans le cadre de ce séminaire. « HISTORIENS ET HISTORIOGRAPHIES AU MAGHREB : UN NOUVEAU REGARD » Cette même année a également été celle de l'organisation d'une journée d'études sur ce thème, par l'IRMC et DIRASET.
2014	« CATÉGORIES, CATÉGORISATIONS ET OBJETS DE RECHERCHE » L'IRMC, représenté par son chercheur associé Imed Melliti, participe aux ateliers organisés en collaboration avec le laboratoire DIRASET sur ce thème, à Hammamet.
2015	« L'EXERCICE DE L'AUTORITÉ DANS LES MONDES MUSULMANS D'AUJOURD'HUI » À Oran, se tient un colloque international autour de cette thématique, rassemblant des chercheurs de l'IRMC, de DIRASET, mais aussi du CJB (Maroc) et du CRASC (Algérie).
2016	« SENTIMENTS D'INJUSTICE ET MOBILISATIONS COLLECTIVES AU MAGHREB » Dans le cadre du programme de recherche mené par Imed Melliti à l'IRMC, une rencontre a lieu à Tunis autour de ce thème, en partenariat avec l'ONJ et le CRDI.

CRASC ET IRMC DEPUIS 2008

Des manifestations scientifiques issues d'un solide partenariat



la durée, les liens étroits avec les chercheurs associés, détachés ou lecteurs, qui fréquentent assidûment les conférences et les séminaires font de l'IRMC un point de rencontre et de débat libre et constructif. Ces réseaux, qui dépassent le cadre institutionnel, alimentent la recherche maghrébine et permettent des échanges d'idées, de terrains, et la mise en place de réseaux de recherche.

Les amitiés intellectuelles sont des terreaux fertiles pour creuser des sillons scientifiques. Les idées, les conseils de lectures, les envies de nouveaux terrains naissent dans le compagnonnage que permet l'Institut. Il s'est constitué une place au centre d'un réseau fluide de circulations autour de la Méditerranée, en allant jusqu'à Paris, Londres ou Berlin. L'IRMC a en effet une longue tradition de collaboration avec les chercheurs issus d'universités et d'instituts de recherche au Maghreb, par le biais des programmes de recherche et des cycles de conférences et séminaires initiés par des chercheurs tunisiens ou maghrébins en détachement ou associés à l'IRMC.

Depuis trente ans, l'IRMC a ainsi accueilli une dizaine de chercheurs tunisiens en détachement de l'Université tunisienne⁶ pour une durée de quatre ans : l'opportunité pour ces derniers de mettre en place des programmes de recherche au cœur de leurs réflexions et terrains, et d'y associer des doctorants et des chercheurs d'universités tunisiennes, maghrébines, françaises ou de centres de recherche et d'UMIFREs. Cette ouverture sur de nouveaux réseaux de recherche a permis aux chercheurs tunisiens en poste de se consacrer à leurs terrains, et de les appréhender par de nouvelles focales grâce à des approches comparatistes avec des terrains

en Méditerranée, au Moyen-Orient ou en Afrique. Les groupes de recherche thématiques ainsi constitués dans le montage d'autres projets ont été renforcés, au bénéfice de l'Université tunisienne.

Il en est de même pour les programmes de recherche mis en place par des chercheurs issus d'universités françaises et qui ont associé des collègues dont les terrains portaient sur les pays du Maghreb, mais également de la région MENA, avec des approches pluridisciplinaires et des débats qui ont abouti à des publications collectives marquantes. Cette mise en perspective de travaux de recherche sur le Maghreb (sur des thématiques diverses telles que l'histoire intellectuelle, les transformations religieuses, le rapport à l'Etat, l'évolution démocratique, pour ne citer que ces exemples) a donné lieu à des comparaisons entre les modèles et les politiques et à des sujets de réflexion sur les modalités et moyens de faire la recherche dans des contextes de politiques scientifiques différents, avec des positionnements et des focales sans cesse renouvelés.

Outre les activités de recherche, la bibliothèque de l'IRMC a joué un rôle primordial dans la formation de chercheurs du Maghreb et des pays des deux rives de la Méditerranée. Elle est devenue un point de passage incontournable aussi bien pour les doctorants que pour les chercheurs, un lieu de lecture, de travail et d'échange. Les conférences et séminaires périodiques tenus à la bibliothèque ont constitué un espace de débat précurseur sur des problématiques novatrices et largement ancrées dans les sociétés maghrébines, surtout durant la période précédant 2011, alors que la liberté de parole faisait défaut. Des générations de juristes, sociologues, urbanistes, géographes, politistes, économistes, historiens, linguistes, anthropologues et autres spécialistes s'y sont côtoyées, ce qui a favorisé des échanges fructueux entre focales et disciplines.

6. Il s'agit successivement de Mohamed Kerrou, Mohamed Elloumi, Abdelhamid Hénia, Hassan Boubakri, Karim Ben Kahla, Yamina Mathlouthi, Sihem Najjar, Iméd Melliti, Monia Lachheb et Hend Ben Othman, auteure de cet article.

Des liens inscrits dans la durée et sans cesse renouvelés

Tous ces liens plus ou moins anciens doivent être constamment alimentés. Les collaborations avec les universités algériennes et libyennes nécessitent d'être fréquemment actualisées, eu égard aux transformations politiques et aux tensions périodiques entre la France et les pays du Maghreb. La recherche scientifique doit en effet composer avec les réalités du terrain.

Actuellement, dans cette période post-Covid et de sortie progressive de crise en Libye, l'IRMC renforce ses liens avec les institutions maghrébines à travers la reprise des cafés itinérants, l'organisation de séminaires en régions et le développement de programmes de recherche transmaghrébins et méditerranéens.

La co-organisation du Forum international *Insanyyat* en Tunisie est un appel d'air pour les universitaires de la région dans un désir de plus grande intégration scientifique, d'échanges et d'apprentissages mutuels. L'inscription enthousiaste des chercheurs de l'IRMC au Salon des sciences sociales prévu à Oran en novembre prochain augure quant à elle de belles rencontres et des débats fructueux avec leurs collègues algériens.

Il s'agira pour l'IRMC de s'adosser aux réalisations et de les consolider en favorisant les mobilités de doctorants et de chercheurs grâce à des bourses ou des programmes et des séminaires. C'est un travail de longue haleine, mené patiemment au sein de l'IRMC, des fondations solides à partir desquelles se construisent, au fil des ans, des réseaux qui se densifient, se ramifient et permettent une meilleure circulation des savoirs en sciences humaines et sociales, et leur diffusion hors des murs des universités.

FLASH-BACK EN 2011

TRAVERSER LES BOULEVERSEMENTS POLITIQUES

Entretien avec Hend BEN OTHMAN, Kmar BENDANA et Katia BOISSEVAIN

La vie d'un institut de recherche en sciences sociales n'est pas un long fleuve tranquille, il accompagne les changements des sociétés, et l'IRMC a pu constituer un observatoire privilégié pour appréhender les bouleversements politiques en cours depuis ces dix dernières années. La Tunisie, précurseur de ce qui a rapidement été appelé « Printemps arabes », a été le théâtre direct et brûlant d'une actualité inédite qui a marqué les cœurs et les esprits : la Révolution, en janvier 2011. Trois chercheuses de l'IRMC ont choisi de s'exprimer sur ce sujet : Kmar Bendana, historienne, Katia Boissevain, directrice de l'institut et anthropologue et Hend Ben Othman, architecte urbaniste. Comment appréhender une telle rupture, quand l'on est habitué à travailler sur le temps long ? Quelles sont les conséquences de ces événements sur leur rapport à la recherche ? Quelles thématiques ont pu émerger suite à cette vague de libération de la parole et des esprits ? Autant de questions dont les réponses, manifestement, réactivent des souvenirs de stupeur d'abord, d'espoir ensuite.

Être chercheur en temps de crise : comment s'adapter ?

« Asséchée », « surprise », « désaxée » : tels sont les adjectifs qui reviennent lorsque l'on demande à nos trois interlocutrices comment elles ont vécu ce mois de janvier 2011. Les sciences humaines et sociales ne sont pas hermétiques à leur environnement : bien au contraire, elles vivent et se nourrissent de ces soubresauts sociétaux et des crises, toujours fécondes sur le plan intellectuel. Pour cause, c'est alors aux sciences sociales que l'on tend le micro, en témoigne Kmar Bendana, directement sollicitée par ses pairs pour s'exprimer sur la question. « *Par mes thématiques de recherche et mes engagements scientifiques, les gens m'ont d'emblée considérée comme dedans, au cœur de ces enjeux. On m'interrogeait, j'ai dû répondre. Un papier ici, une interview là, des chroniques... j'ai alors fondé un blog, avec l'aide précieuse de Delphine Cavallo, pour aborder ces thématiques* ». Katia Boissevain, qui a suivi de près cette initiative, ajoute : « *L'idée était aussi d'écrire pour garder des traces. Nous avons le besoin*

intérieur de garder les choses, de ne pas rompre le fil ». Ce fil réactive des souvenirs, parmi lesquels la censure, l'absence de liberté d'expression, la haute surveillance auxquels étaient soumis les chercheurs de l'IRMC, et plus largement la société tunisienne avant 2011. Kmar Bendana et Katia Boissevain rappellent, non sans émotion, la présence systématique des forces de l'ordre aux manifestations scientifiques organisées par l'IRMC jusqu'à la Révolution. « Pour les autorités, une réunion à l'IRMC et au Parti Communiste, c'était la même chose. Dans les deux cas, ahkeyin ala siessa, vous parlez politique. Cela ne peut pas passer ». Hend Ben Othman raconte aussi son expérience de doctorante sous la dictature de Ben Ali. « Je travaillais sur les quartiers informels, nous dit-elle. Je me souviens avoir été traquée par la police en novembre 2010 lors d'une enquête menée dans un quartier informel de Ain Zaghouan, alors en voie de démolition. J'étais sur le terrain

la cité. « Il fallait d'abord agir en tant que citoyenne, saisir le moment au vol, être sur le terrain non plus de la théorie, mais de l'histoire qui s'écrit au présent. J'étais très active, j'en ai ressenti la nécessité, il fallait exister en tant que citoyenne à ce moment-là ». Pour Katia Boissevain, le moment était vécu différemment puisqu'elle n'était pas en Tunisie. Cependant ce moment de confrontation entre l'actualité et sa recherche en cours sur les conversions religieuses l'a poussée vers un sujet plus central. Il s'agit alors de réorienter ses terrains de recherche en fonction des nécessités offertes par le basculement politique. L'anthropologue souligne alors la force de l'IRMC, observateur en retrait de la société, à Mutuelleville, en quelque sorte loin des turpitudes de la ville, des passions des hommes et de la sévérité des autorités en place. En 2013, cela transparaît dans les propos de Yadh Ben Achour, retranscrits dans le carnet [Hypothèses](#) de l'institut : « L'IRMC, avec des personnalités scientifiques d'excellente

Flash-back. 3 ans de conférences (post)révolutionnaires à l'IRMC



pour prendre des photographies. Sur la route, des voitures de policiers en civil me suivaient ». Comme une routine, la censure faisait des ravages difficiles à évaluer.

Du chercheur au citoyen

Lorsque l'on demande aux trois chercheuses, habituées à travailler sur le temps long de la réflexion et de l'écriture, comment elles ont composé avec l'actualité, brutale, de décembre 2010 et janvier 2011, un mot est prononcé : « Citoyenne ». Hend Ben Othman s'explique : « Vous étiez chercheuse et, en l'espace d'un instant, la chercheuse cède le terrain à la citoyenne ». Tels sont ses propos, lorsqu'elle raconte l'urgence de s'investir concrètement dans la vie de

qualité à sa tête, avait une autonomie, une autosuffisance par rapport à ses institutions de contrôle, et en a fait bon usage pour la recherche ». Cette posture privilégiée n'est pas sans rappeler celle du philosophe antique qui contemple de loin la tempête : une juste distance pour mesurer la portée dans le temps et dans l'histoire des bouleversements politiques qui marquent les sociétés.

De nouvelles thématiques de recherche

La révolution fonctionne alors comme le catalyseur de nouvelles thématiques de recherche. Rebondir devient une nécessité, il procède presque d'un élan vital : celui de se saisir d'une liberté que l'on pense encore fragile,

et dont on ne mesure pas encore entièrement les conséquences. Dès le 4 février 2011, une conférence à l'IRMC aborde « la question autoritaire au prisme des sciences sociales », une table-ronde qui réunit Michel Camau, Vincent Geisser, Mouldi Lahmar et Hamadi Redissi. Puis vient le printemps, comme une confirmation de son homonyme révolutionnaire : René Otayek s'exprime alors sur le « changement politique et les recompositions du religieux en Afrique ». L'année suivante, Mohamed Chérif Ferjani interroge les « nouveaux enjeux de la laïcité ». Quelques mois plus tard, en questionnant le rapport entre religion et démocratie dans la pensée de Tocqueville, il propose de fines relectures des classiques à la lumière des libertés acquises. Un nouveau lexique s'empare des titres de conférences : on parle désormais de jeunesse arabe, de citoyenneté, de liberté, de transitions, de minorités sexuelles, de diversité culturelle, d'informalité et d'élections. Hend Ben Othman, qui se définit avant tout comme urbaniste, souligne à ce titre que son domaine de recherche est « *hautement politique* ». Elle évoque notamment les thématiques liées à l'habitation, aux quartiers informels, mais aussi plus largement aux modes de gouvernance territoriale, aux collectivités locales, aux disparités entre les régions littorales et celles dites de l'intérieur. La participation citoyenne prend une place croissante à mesure qu'elle découvre la recherche délivrée de la censure. Ces thématiques émergentes correspondent en effet à des réalités jusque-là occultées, enrobées, maquillées, volontairement passées sous silence. « *On a l'impression de tout apprendre* », nous dit Katia Boissevain, qui rappelle l'effet que l'annonce de l'existence d'écoles sans fenêtres et sans électricité dans les régions les plus défavorisées du pays avait eu sur la bonne société tunisoise. Les bouleversements politiques dévoilent les réalités crues de nos sociétés et, en même temps, conscientisent les populations.

Une nouvelle manière de faire du terrain

« *La révolution a été libératrice* », explique Hend Ben Othman. « *On a désormais pu attaquer de front. Avant, il fallait mettre en place des stratégies d'évitement, en déguisant les choses, il fallait ménager nos interlocuteurs par des éléments de langage bien rodés* ». Autant dire qu'un tel bouleversement n'est pas sans conséquence sur la manière dont le chercheur appréhende le terrain. La stupeur ne dure qu'un temps. Ensuite s'enchaînent les questions, à l'instar de celles que pose Kmar Bendana. « *Comment a-t-on pu faire de la recherche jusqu'à présent ? C'est après coup, de manière rétroactive, postrévolutionnaire, que l'on se*

demande comment on est parvenu à travailler, à faire de la recherche, à écrire ». Elle ajoute, d'une voix solennelle : « *On sait que rien ne résiste au terrain. Aucune analyse ne résiste au réel.* » Des cendres révolutionnaires, le chercheur renaît, saisi par le champ des possibles (qui est, parfois, un embarras du choix) que représente un pays où tout reste à (re)dire et à (ré)écrire. Mais le chercheur se refuse aux étiquettes. Est-il un passeur ? Un analyste ? Un sismographe, qui mesure les ondes qui parcourent la population à un instant donné ? Pleine d'humilité, Kmar Bendana répond : « *Le chercheur n'a pas de devoir spécifique. Il n'a pas non plus un rôle privilégié au sein de la société. J'ai ressenti très fortement qu'il fallait rester humble. La révolution nous désaxe. Elle nous rappelle à notre dimension humaine* ». Katia Boissevain nuance : pour elle, le chercheur décrypte, il a un rôle d'analyste des bouleversements sociétaux. « *En travaillant sur les conversions religieuses, on apprend les enjeux et les rouages très complexes à l'œuvre dans le processus des revendications des libertés individuelles* ». Pour Hend Ben Othman, la révolution a aussi été l'occasion d'affirmer le rôle de passeur qui incombe aux chercheurs : les sciences humaines et sociales sont très connectées au terrain, la parole du chercheur peut contribuer à faire émerger des voix inaccoutumées à s'exprimer publiquement, *a fortiori* au sortir d'une dictature. « *J'enseignais à la faculté au moment du décès de Chokri Belaïd. Les professeurs ont cessé de faire cours, pour privilégier le débat avec les étudiants* ». Il s'agit alors de rendre leur voix aux plus jeunes, nés et éduqués sous un régime autoritaire. Le chercheur sert alors de médiateur, de passeur entre le terrain, qu'il faut décrypter, et le citoyen en devenir.

Si l'IRMC a su se saisir de ces thématiques pour accompagner sereinement une actualité fortement bouleversée et bouleversante, il n'en est pas resté indemne. Chaque chercheur alors investi dans l'institut a fait l'expérience marquante de l'adaptation à des terrains de recherche novateurs qui, comme toute nouveauté, charrient avec eux leurs lots de défis et d'interrogations. Voilà de quoi briser le cliché tenace du chercheur penché sur sa feuille, noyé entre les livres, dans le silence et l'hermétisme d'une salle de bibliothèque. Les chercheurs en sciences humaines et sociales ont été traversés, tout comme l'IRMC dans son fonctionnement d'ensemble, par les bouleversements politiques de la décennie 2010. Mais qu'est-ce qu'un institut de recherche, sinon le garant d'une pensée libre, en constante remise en question ?

Propos recueillis et mis en forme par Selma HENTATI



Neila SAADI

Maître-assistante de l'enseignement supérieur.

LE PROJET « JRSHS LIBYE » : RENOUER AVEC LE MONDE ACADÉMIQUE LIBYEN

Le projet « La jeune recherche en sciences humaines et sociales : un outil de développement au service la Libye » (JRSHS Libye) s'est déroulé sur deux années (2020-2021). Il a permis à l'IRMC de consolider sa relation avec le monde académique libyen et de contribuer à la réflexion sur un pays et une région qui passent par de grands changements. En effet, en 2018, s'est tenu le colloque international « La Libye d'aujourd'hui : société, politique et espace », l'une des principales activités dirigées vers la Libye depuis quelques années.

La présence de plusieurs présidents d'universités libyennes à ce colloque a permis un dialogue institutionnel afin de garantir la stabilité des échanges académiques et de discuter des possibilités de coopération. L'obtention d'un financement¹ pour le projet JRSHS Libye offrait l'occasion de pouvoir monter plusieurs activités d'envergure.

Comme son intitulé l'annonce, le projet s'adresse principalement aux jeunes chercheurs libyens : une jeunesse appelée à analyser, comprendre et participer à la construction de son pays après le tournant de 2011. C'est ainsi que le projet a proposé à cette jeunesse des mécanismes

d'accompagnement et de renforcement de ses capacités de recherche. Des bourses d'accueil à l'IRMC ont été octroyées, pendant les deux années du projet, à des étudiants en maîtrise et en doctorat inscrits dans différentes disciplines des SHS. Le projet a aussi permis la mise en place d'un MOOC en méthodologie de la recherche en SHS, en langue arabe. Des doctorants ont pu présenter leurs recherches en cours dans le cadre des séminaires de l'IRMC ou du colloque international organisé dans le cadre du projet. Toutes ces activités avaient aussi pour objectif de contribuer à rendre plus visible la recherche qui se fait en Libye et de permettre l'ouverture de ces jeunes chercheurs à de nouveaux espaces de recherche.

L'enrichissement du fonds documentaire de deux institutions libyennes par des ouvrages en trois langues avait pour objectif de faire bénéficier le plus grand nombre d'étudiants d'outils récents certainement utiles à leurs recherches ; d'autant plus que le fonds documentaire de la bibliothèque de l'IRMC dédié à la Libye a été fortement enrichi, par des références sous format papier ou numérique, afin de satisfaire, par exemple, les besoins des chercheurs libyens en accueil.

D'un autre côté, le projet a associé les enseignants et les chercheurs libyens dans l'ensemble des activités du projet. Le comité scientifique du projet comptait quatre universitaires libyens parmi ses membres.

Trois séminaires ont été organisés, réunissant des chercheurs libyens. L'un d'eux a été consacré aux traditions de la recherche en sociologie en Libye en réunissant différentes générations de chercheurs. Plus d'une quinzaine d'universitaires libyens ont participé à un *workshop* sur « les outils de l'innovation et de la recherche en sciences humaines et sociales ». Un colloque international « La Libye contemporaine entre Afrique et Méditerranée » a été organisé en novembre 2021. C'était un point de rencontre de plusieurs spécialistes du terrain libyen, venus de Libye ou d'autres pays. Une attention particulière a été portée à l'égalité des chances de participation des femmes et des jeunes

1. Le projet est financé par le fonds de solidarité pour les programmes innovants du [ministère de l'Europe et des Affaires étrangères](#) via l'Ambassade de France en Libye.

chercheurs dans l'ensemble des activités menées par le projet. Il faut aussi souligner qu'à travers ce projet, plusieurs conventions de partenariat avec les universités libyennes ont été signées. On citera à titre d'exemple l'Université de Tripoli, l'Académie libyenne des hautes études de Tripoli, l'Université de Benghazi, ou encore l'Université d'Ezaytuna.

Une partie de ces activités a été documentée dans un numéro spécial de *La Lettre de l'IRMC* en français et en arabe.

Bien que le projet ait pris fin en décembre 2021, l'IRMC continue sa mission de centre de recherche et de lieu de formation académique, en maintenant une communication

avec les différents boursiers, les universitaires et les institutions libyennes qui ont participé à ce projet, et en continuant à s'ouvrir à tous les collègues libyens qui souhaitent être accueillis par l'IRMC. D'ailleurs, certaines activités initiées par le projet vont se poursuivre et un colloque est prévu au printemps 2023.

Grâce à ce projet, au réseau des chercheurs tunisiens associés, mais aussi grâce à son réseau international et à sa proximité géographique, l'IRMC fête ses trente d'année d'existence par une nouvelle étape de la coopération avec le monde académique libyen. Je ne peux que souhaiter le succès espéré pour une coopération durable, riche et surtout bénéfique à tous.

L'IRMC et la Libye depuis 1995

- 1995** • Accueil de Nora Lafi à l'IRMC (1995-1998) pour des recherches sur l'histoire urbaine de Tripoli aux XXIe et XXe siècles.
- 2001** • Mission de recherche de Hassan Boubakri en Libye autour de ses thématiques de prédilection : géographie et migrations.
- 2002** • C'est au tour de Jean-Philippe Bras d'effectuer une mission de recherche en Libye.
- 2003** • L'IRMC et le Markez El Jihad, qui deviendra le Centre des archives nationales et des études historiques de Tripoli en 2010, signent une convention de coopération.
- 2005** • Pierre-Robert Baduel se rend en Libye pour une confrontation entre historiens autour de la question de l'administration française du territoire du Fezzan après la Seconde Guerre mondiale.
- 2010** • Des échanges historiographiques entre l'IRMC et la Libye donnent lieu à la parution en 2012 de l'ouvrage *Une histoire méconnue : les relations libyo-françaises au Fezzan de 1943 à 1956*.
- 2016** • Karima Dirèche crée l'Observatoire de l'IRMC, chargé d'étudier les flux migratoires en provenance de la Libye depuis la chute de Khadafi.
- 2017** • Chiara Loschi, chercheuse à l'IRMC, participe au consortium EUNPACK, dont le but est de répondre aux crises institutionnelles dans les pays voisins, notamment l'Ukraine et la Libye.
- 2018** • Un colloque est organisé à la BNT : « La Libye d'aujourd'hui : société, politique et espace ».
- 2019** • Grâce au FSPI, l'IRMC initie avec la Libye le projet « Jeune recherche en sciences humaines et sociales, un outil de développement au service de la Libye », coordonné par Neila Saadi.
- 2021** • Oissila Saaidia signe des accords de coopération avec l'Académie libyenne des hautes études de Tripoli et l'Université de Tripoli, pour fixer les modalités de mobilité entre chercheurs libyens et irmcéens.

LES PILIERS DE L'IRMC

La longévité de l'Institut doit beaucoup à celles et ceux qui l'ont créé en 1992. Au travers du témoignage de trois figures emblématiques des premières années de l'IRMC, cette rubrique propose de remonter le temps jusqu'aux prémices de l'institut : l'occasion de découvrir l'histoire qui fonde la valeur et garantit la stabilité de l'IRMC. L'occasion est aussi trouvée de rendre hommage aux personnes qui, aujourd'hui, œuvrent au quotidien au sein de l'IRMC.

Par Layla Baamara, Jamie Furniss, Selma Hentafi, Hayet Naccache,
Besma Ouraied, Anne-Marie Planel et Christiane Saddam



"Djerba la Douce". © Skander Khelif

ركائز المعهد

يعود طول عمر المعهد واستمراره للاثني عشر سنة 1992. من خلال شهادات ثلاث شخصيات رمزية للسنوات الأولى للمعهد، تقترح هذه الزاوية العودة بالزمن على البدايات وهي فرصة لاكتشاف تاريخ قيم التأسيس والاستقرار للمعهد، وهي مناسبة أيضا لتكريم الأشخاص العاملين فيه

The pillars of the IRMC

The Institute's longevity owes much to those who created it in 1992. Through the testimonies of three emblematic figures from the early years of the IRMC, this section proposes to go back in time to the beginnings of the Institute: an opportunity to discover the history that builds the value and guarantees the stability of the IRMC. It is also an opportunity to pay tribute to the people who work at the IRMC on a daily basis.



ENTRETIEN AVEC

Anne-Marie PLANEL

Fondatrice et directrice du CDTM de 1981 à 1991,
puis directrice adjointe de l'IRMC de 1992 à 2010.

ENTRE SÉCULARISATION ET DIVERSIFICATION

Dans La Lettre de l'IRMC publiée en 2011, pour les 20 ans de l'Institut, Pierre-Noël Denieuil écrit que le CDTM que vous dirigiez fut ouvert au public en 1980, à un moment où les sciences humaines et sociales connaissent en France un « âge d'or ». Est-ce également votre avis ?

Bien sûr, mais pas uniquement, dans le cas maghrébin ! L'institutionnalisation d'une coopération intellectuelle avec des pays anciennement colonisés par la France demandait de la confiance, une réciprocité, outre des moyens financiers et humains. Il ne s'agit donc pas de l'initiative du seul poste d'ambassade, et encore moins d'un travail individuel. Du côté officiel français, il y eut au départ un choix politique, celui de maintenir, à Tunis comme à Rabat, deux fonds de publications administratives, constitués du temps des protectorats, et de les considérer comme un patrimoine commun aux différents pays. Au même moment, le rapatriement des archives françaises enclencha un projet présidentiel tunisien original (1989) : le microfilmage de ces documents franco-tunisiens dans le cadre du Programme National de Recherche (PNR) « Histoire du Mouvement national ». Un travail documentaire commun avec l'historienne Kmar Bendana nous permit de fédérer et rendre complémentaire les deux projets. Ce PNR tunisien, devenu ISHMN (Institut supérieur d'histoire du Mouvement national) et dénommé aujourd'hui Institut supérieur de l'histoire de la Tunisie contemporaine bénéficia du soutien scientifique de l'historien Charles-André Julien, homme politique « grand ami de la Tunisie et de Habib Bourguiba ». Il élargit par la suite sa mission mémorielle et scientifique, comme le CDTM transmuté en IRMC après une décennie de fonctionnement.

Quels étaient les autres centres de documentation à Tunis à partir de 1980 ?

Le projet du CDTM reçut, dès l'origine en 1980, l'accord tacite de plusieurs acteurs institutionnels, notamment

des directeurs de la Bibliothèque Nationale de Tunisie, du Centre de Documentation Nationale, du Centre de Recherche économique et sociale (CERES) et de l'Institut des Belles Lettres Arabes (IBLA). Le Centre d'Études maghrébines à Tunis (CEMAT) n'existait pas encore en 1980, mais les relations personnalisées avec sa première directrice, Jeanne Jeffers Mrad, débouchèrent par la suite sur une réelle complémentarité, sans concurrence. J'étais bien consciente de l'enjeu scientifique de mon travail documentaire puisque je recevais régulièrement, en tant que directrice du CDTM, les directeurs des instituts de recherche français, en France (URBAMA) et au Moyen-Orient (CEDEJ, CERMOC).

L'IRMC est donc l'héritier institutionnel du CDTM ?

D'une certaine façon, oui. L'IRMC a bénéficié du capital de confiance généré par les activités de coopération bilatérale du CDTM. Nombreux sont les historiens, sociologues, géographes, architectes-urbanistes, agronomes, voire cinéastes et plasticiens, archivistes et documentalistes tunisiens (mais pas seulement) qui y travaillèrent régulièrement pour finaliser leur thèses ou mémoires. Ce lectorat assista aussi aux rencontres pluridisciplinaires entre chercheurs (conférences et colloques) que j'organisais au 22 avenue de Paris ; il bénéficia de stages et séjours scientifiques, ainsi que des dons documentaires faits aux institutions tunisiennes par le Service Culturel et de Coopération dont relevait le CDTM. Dès 1988, fut aussi créé, grâce à une petite équipe de volontaires du service national actif (VSNA), un bulletin d'information scientifique qui, le premier, s'appela « Correspondances ».

L'IRMC emprunta au CDTM, outre le noyau de ses personnels permanents, sa structure d'établissement culturel français doté d'une autonomie financière, déjà inscrit dans la convention franco-tunisienne. Surtout, l'IRMC reçut en héritage la bibliothèque historique que j'avais inventoriée et réactualisée, et



À Tunis, clôture de la première rencontre organisée par le CDTM (15 - 16 juin 1989) :
« La communauté maghrébine immigrée en France et ses perspectives d'insertion. » © Anne-Marie Planel

sans laquelle il ne pouvait y avoir de travail fiable sur les sociétés contemporaines du Maghreb. Rassemblant essentiellement des publications officielles françaises et des ouvrages et revues publiés entre 1881 et 1990, cette bibliothèque fut enrichie dans les domaines des sciences humaines et sociales, en liaison avec les nouveaux programmes de recherche de l'institut et selon les principes de pluridisciplinarité, de comparatisme et de méthodologie.

En trente ans d'existence, quel rôle attribuez-vous à l'IRMC ?

Plusieurs constats furent formulés par les milieux universitaires français sous forme de rapports officiels, à partir de 1984, celui d'André Raymond, directeur de l'IREMAM (nouvelle fédération de laboratoires interdisciplinaires) et surtout celui de Michel Camau, sollicité pour être le premier directeur :

(1) l'existence d'un réseau dense d'instituts français à l'étranger en Méditerranée, sauf au Maghreb - décolonisé un quart de siècle plus tôt ; ces instituts étaient pour la plupart spécialisés en archéologie et lettres arabes et ne prenaient pas en compte les transformations sociales et culturelles des pays arabes et musulmans¹ ;

(2) la fin d'une génération de coopérants français (militaires ou civils) ayant pu faire des thèses sur le pays qui les accueillait car ils y enseignaient dans les années 1960-1970 ;

1. Depuis le début des années 1970 jusqu'aux années 1980, la montée des courants islamistes n'était quasiment pas étudiée. Les chercheurs français n'ont pas vu venir la révolution iranienne et l'arrivée au pouvoir de Khomeiny.

(3) l'intérêt accru des jeunes chercheurs, depuis 1973 (et la première crise pétrolière), pour les sociétés contemporaines du Machrek « arabe », et partant un désintérêt pour le Maghreb, qui leur paraissaient trop proche et culturellement trop « européenisé » ;

(4) enfin, un déficit de ressources dans les études arabes et l'apprentissage de la langue arabe en dépit de l'existence de trois pôles universitaires sur le Maghreb (Aix-en-Provence, Lyon et Paris).

Je peux vous confirmer que la mission première de ce nouveau « centre de recherche français à l'étranger »² était de former une nouvelle génération de chercheurs français sur le Maghreb. J'espère qu'elle l'est toujours. En cela la récente nomination à la direction de l'IRMC de Katia Boissevain, ancienne allocataire de recherche et chercheuse responsable de plusieurs programmes de l'IRMC, est le plus beau des cadeaux d'anniversaire, pour ses fondateurs. À la différence du CDTM, c'est la vocation régionale de l'IRMC qui lui donnait toute son autonomie scientifique vis-à-vis des différents postes d'ambassade et des gouvernements nationaux.

Quand vous songez à l'IRMC, quel personnage vous revient en premier lieu ? Pourquoi ?

Nombreux sont ceux qui ont œuvré, parfois discrètement, à la réussite de ce projet de centre de recherche.

2. Parler d'UMIFRE est anachronique en 1991 car ce n'est qu'en 2000 que l'association avec le CNRS devint une réalité.

Mais s'il faut choisir, je vous soumets deux noms français : celui de Charles-André Julien grâce à qui j'ai pu être détachée de l'Éducation nationale et recrutée à Tunis en qualité d'historienne pour mettre en valeur le fonds imprimé de la Résidence générale de France à Tunis. Je lui dois mon recrutement à Tunis en 1978, ainsi qu'au Conseiller Culturel adjoint Paul Bédarida. Ce dernier avait été directeur de l'Institut français de Naples et avait tout de suite compris les perspectives scientifiques offertes par une bibliothèque historique.

Plus tard, c'est grâce au soutien du ministre Mohammed Charfi qui militait à l'époque pour un grand Maghreb arabe que le gouvernement tunisien répondit positivement, en 1991, au gouvernement français par note verbale. L'institut dans sa longévité et sa reconnaissance internationale actuelle lui doit beaucoup, ainsi qu'aux deux premiers membres du Comité de suivi franco-tunisien : Yadh Ben Achour et Abdelmajid Charfi, qui suivirent ses activités pendant les dix premières années, sans aucune complaisance, tout en respectant les choix du Conseil scientifique français.

Qu'est-ce qui a changé au cours de votre carrière à l'IRMC ?

Pour moi la période pionnière fut la plus stimulante, bien que très difficile : en six ans, le premier directeur de l'IRMC mit en place la structure régionale en mettant sur pied le centre dénommé « IRMC de Rabat » – devenu autonome par la suite sous le nom de [Centre Jacques-Berque](#) ; il définit les premiers programmes scientifiques et les séminaires, recruta les premiers chercheurs tunisiens et français, proposa au ministère français des Affaires étrangères la composition du Conseil scientifique français ; proposa au ministère tunisien de l'Enseignement supérieur la formation de journées doctorales qui furent par la suite reprises sous la forme d'écoles doctorales.

Chaque publication était également un vrai bonheur et une fierté. Peu à peu, je voyais s'enrichir le catalogue !

Mais le succès a un prix, et la charge de travail ne fit qu'augmenter. Bien qu'historienne, je n'ai pu soutenir ma thèse qu'en 2000, après dix ans, et la publier qu'en 2015.

Quelle est la chose la plus difficile que vous ayez eue à gérer ?

Sans aucun doute, les contraintes financières et policières, en Tunisie comme au Maroc, notamment pour obtenir les autorisations de recherche nécessaires aux enquêtes à l'intérieur du pays qui relevaient des autorités régionales et non plus du ministère de l'Enseignement supérieur. De même, la non-obtention d'un visa pour la Libye, demandée depuis Tunis.

Enfin, l'enlèvement d'un chercheur par la police tunisienne à sa sortie de l'aéroport. Surtout la période de guerre civile en Algérie qui rendit impossible lors de la création de l'IRMC toute coopération institutionnelle, mais heureusement pas avec les chercheurs algériens.

Quel événement vous a le plus marquée ?

Un moment chargé d'émotion pour tous les participants fut la rencontre doctorale sur le thème de la micro-histoire, organisée à Alger en septembre 2000, avec la collaboration et le soutien de plusieurs institutions algériennes et de l'Ambassade de France à Alger.

La plupart des doctorants participants étaient algériens et venaient de toutes les universités du pays : Air Algérie et l'hôtel prirent en charge les voyages et séjours des doctorants algériens ! Réussite complète. J'avais quitté l'IRMC sous une pluie diluvienne qui avait provoqué, en mon absence, l'inondation du rez-de-chaussée de la villa de Mutuelleville, et donc de la bibliothèque. Le retour à Tunis fut une douche froide !

Quel avenir souhaitez-vous pour l'IRMC ?

Rabbi itaouel fi omrou (« Que Dieu lui donne longue vie ») !

Entretien et questions élaborés par Jamie FURNISS



Les 15 et 16 juin 1989, les rapporteurs des tables rondes pour les premières journées d'études franco-maghrébine du CDTM : Abdelmalek Sayad, Malika Zamiti, Essedik Jeddi et Rémy Leveau. © Anne-Marie Planel



Quelques années plus tard, en 2003, Odile Moreau, Stéphane Yérasimos, François Georgeon, Jean-Philippe Bras, Brigitte Marin et Anne-Marie Planel, lors d'un colloque organisé par l'IRMC et l'École française de Rome. © IRMC



ENTRETIEN AVEC Christiane SADDEM

Secrétaire de direction de l'IRMC de 1992 à 2014.

CONSTANCE ET POLYVALENCE : RETOUR AUX FONDEMENTS DE L'IRMC

Quel rôle occupiez-vous au sein de l'IRMC ?

Dès le début, en octobre 1992, j'ai été recrutée comme secrétaire de direction, dans la continuité du poste de secrétariat que j'occupais déjà au CDTM, le Centre de Documentation Tunisie-Maghreb, ancêtre de l'IRMC.



Christiane Saddeem au CDTM. © IRMC

Durant une décennie environ mon poste recouvrait déjà plusieurs fonctions, il relevait à la fois du secrétariat de direction classique mais comme il n'y avait pas de secrétariat général je m'occupais aussi de la gestion des congés des personnels en contrat local, des contacts avec les fournisseurs, des commandes et des factures, de la régie des dépenses et des recettes, de la gestion des missions des chercheurs et de l'organisation des manifestations scientifiques. Tout ceci sous la supervision d'Anne-Marie Planel et avec l'aide de Hayet Naccache.

L'Institut avait été créé dès le départ avec une dimension maghrébine et « l'antenne » de Rabat (devenue l'actuel Centre Jacques-Berque) était gérée depuis Tunis. Le premier directeur, Michel Camau, dirigeait les deux structures et se déplaçait régulièrement entre la Tunisie

et le Maroc et j'ai eu l'occasion de m'y rendre en mission en 1994 pour y organiser le secrétariat.

Petit détail « pré-historique » : c'était avant Internet et il n'y avait donc pas de transmissions par mail. La poste jouait encore un grand rôle et nous faisons aussi office de bureau d'ordre. Nous avions une machine à affranchir dont la gestion était quasi quotidienne pour transmettre le courrier postal et celle-ci « tournait » beaucoup, surtout au moment de la sortie du bulletin *Correspondances*, ancêtre de la *Lettre de l'IRMC*. Je rappelle que cette époque était celle de Ben Ali et que la censure était « XXL ». Nous avions aussi beaucoup de transmissions par la valise diplomatique, pour la France surtout, mais aussi vers d'autres pays. Nous avions d'ailleurs, pour les urgences confidentielles, un télex (le fax est arrivé bien après) pour communiquer avec l'Algérie, le Maroc ou le [ministère des Affaires étrangères](#).

Je me souviens aussi avoir passé pas mal de temps, chaque année, sur les rapports d'activité destinés au Conseil scientifique et au Comité de suivi, puis au [CNRS](#) : coordination en amont de tous les secteurs (direction, recherche, bibliothèque, publications, finances), harmonisation et mise en forme en aval (pas de PAO à cette époque), puis organisation de la duplication et de la diffusion *via* la valise diplomatique pour les membres du Conseil scientifique, de l'Ambassade, du [ministère des Affaires étrangères](#), et par chauffeur pour les membres du Comité de suivi en Tunisie.

Avec l'arrivée d'Internet, toutes les transmissions « postales » ont réduit progressivement... puis ont quasiment disparu, les machines et le télex aussi. L'usage des mails a facilité grandement le travail mais l'a décuplé aussi, on pouvait faire plus, et plus vite, et moins cher. *La Lettre de l'IRMC*, les différents rapports, tout s'envoyait dorénavant par mail.

C'est à partir de ce moment aussi qu'une gestionnaire a été recrutée (ouf ! merci Raja !) et, comme les manifestations scientifiques liées aux programmes de recherche s'accroissaient, outre le secrétariat de direction, je me suis davantage spécialisée dans l'organisation de la coordination scientifique.

Comment s'organisait la coordination scientifique aux premiers temps d'Internet ?

L'organisation des manifestations scientifiques liées directement aux programmes de l'IRMC ou avec la participation de l'IRMC (colloque, séminaire, rencontre de jeunes chercheurs, etc.), que ce soit à l'IRMC, en Tunisie, en France ou ailleurs (Alger, Rabat, etc.) nécessitait d'abord une budgétisation de chaque opération, puis le déroulé classique suivant : contacts avec les agences de voyages pour mettre en place les billets d'avion, échanges avec les hôtels pour bloquer les dates et organiser la manifestation, et parfois contact avec des sociétés de transport, sociétés d'enregistrement et/ou de traduction ; enfin, et surtout, contact avec les participants, individuellement, pour les prises en charge de leurs voyage et séjour, les transmissions de consignes. Tous ces contacts qui s'effectuaient auparavant par téléphone et courrier ou fax se sont donc effectués progressivement puis essentiellement par mail. La distribution des textes des contributeurs aux participants par mail pouvait donc se faire avant leur arrivée en Tunisie donc avant la manifestation, alors qu'avant internet, c'était photocopie et distribution au moment de leur arrivée.

Si la manifestation se déroulait à Tunis, il fallait organiser les accueils et départs des participants et leurs différents transferts (aéroport, restaurant, hôtel, etc.) Heureusement, toute la partie comptabilité et bilan comptable étaient dorénavant entre les mains de notre gestionnaire. Avec internet, on a nettement diminué la photocopie et le téléphone !

Je me souviens aussi que pendant la première décennie, je participais à l'accueil des participants à l'aéroport et à leur retour à l'aéroport. Nous nous répartissions les intervenants en fonction de leurs horaires d'arrivée et de départ, entre le chauffeur, les chercheurs, la directrice adjointe et moi-même. Ensuite, grâce à des moyens plus importants, nous avons fait appel à des taxis et à des sociétés de transport.

Quand la manifestation se déroulait dans un hôtel, pendant les premières années, je me rendais sur place

pour gérer l'organisation pratique du déroulé de la journée, puis Hayet venait avec moi. Les dernières années, je restais à l'institut et Hayet se chargeait de la gestion à l'hôtel.

Pour vous, l'IRMC a-t-il trouvé son équilibre entre son volet politique et diplomatique et sa mission première, celle de la recherche sur le Maghreb ?

Il me semble que oui, à la longue. Ce fut délicat au début car il s'agissait d'une structure française dépendant de l'Ambassade, donc occidental-centrée et pouvant susciter de la méfiance. Il fallait aussi gérer la censure, choisir ses mots, ses actions, ses ouvrages... À l'image du pays, nous pratiquions beaucoup l'auto-censure. Sous Ben Ali, l'IRMC a pu être un refuge discret pour chercheurs et journalistes, même si nous étions sous surveillance : il y avait des indics qui se relayaient à la bibliothèque et, parfois, des policiers suivaient le chauffeur lorsqu'il accueillait des chercheurs ou universitaires étrangers. La « Révolution » a marqué un tournant. L'IRMC s'est engagé immédiatement dans ce grand mouvement populaire, mais pas de façon ostentatoire, nous étions tenus à une certaine « réserve » de par notre statut. Grâce au travail de ses chercheurs, l'Institut était plus armé que l'Ambassade, pour la compréhension en profondeur du phénomène et surtout de la période politique de « transition démocratique » qui a suivi. Ses chercheurs étaient très mobilisés. Il y avait beaucoup d'enthousiasme. Il fut l'un des nombreux lieux de réflexion et d'expression qui ont surgi à ce moment-là. La censure ayant disparu et l'Institut ayant plus de moyens, un large accès s'est offert à toute une littérature et documentation, à l'invitation d'universitaires et chercheurs internationalement reconnus, à l'organisation de nombreux débats. Ses publications se sont multipliées. Tout ceci a fortement contribué à allier recherche, politique et diplomatie.

En trente ans, diriez-vous que l'Institut est mieux implanté au sein du pays ou, plus simplement, s'est-il « tunisifié » au fil des ans ?

Il est certes de plus en plus connu dans le monde de la recherche en sciences humaines et sociales, surtout grâce à ses chercheurs tunisiens, à ses programmes de recherche, à ses publications, aux rencontres de jeunes chercheurs pour lesquelles beaucoup de Tunisiens et de Maghrébins se sont investis. C'est devenu un point de repère et un passage obligé des chercheurs qui travaillent sur la Tunisie et le Maghreb. Je ne dirai pas qu'il s'est « tunisifié », mais il n'est pas non plus franco-français « pur beurre ». Il a mis de l'huile d'olive dans ses

rouages... Il est devenu mixte et même international. Il y a eu une période où beaucoup d'Algériens y sont venus étudier. De jeunes Européens aussi. Surtout depuis la « Révolution », comme je l'ai expliqué. Des cours d'arabe ont notamment été organisés.

J'ai quitté l'IRMC fin 2014, il m'est donc difficile de juger la période qui a suivi, et il y a eu la grande parenthèse Covid-19, qui a beaucoup « gelé » les personnes et une partie des activités.

Dans La Lettre de l'IRMC n° 11, vous disiez, non sans mystère, que vous avez « bien connu » le CDTM. Que pouvez-vous nous dire de cet ancêtre ?

Le CDTM faisait partie de la [Bibliothèque Charles De Gaulle](#), où se trouve l'actuelle médiathèque du même nom à l'Institut Français de Coopération. Il était fréquenté par de nombreux chercheurs, professeurs, étudiants tunisiens et étrangers de passage, qui pouvaient y trouver beaucoup de ressources, parfois rares, et... beaucoup de tranquillité ! L'ambiance y était très conviviale. Comme la bibliothèque était ouverte tous les jours et avait peu de personnels au début, je prenais ma part de permanence, j'ai ainsi eu l'occasion de rencontrer beaucoup de chercheurs et c'était un plaisir pour moi de faciliter leurs recherches. De par sa notoriété naissante dans le monde universitaire

et aussi pour « décharger » le Service de Coopération scientifique et culturel de l'Ambassade (ex-IFC), le CDTM a été très vite amené à gérer la coopération en Sciences humaines et sociales avec les institutions tunisiennes (universités, centres de recherche, bibliothèques et centres de documentation). Concrètement : gérer les dons et échanges de documentation, organiser des séjours scientifiques de chercheurs tunisiens en France, inviter des conférenciers, etc. La structure a commencé à grandir, du personnel a été recruté : documentalistes, secrétaire supplémentaire, un, puis deux puis trois CSN (Coopérants du service national), et des jeunes doctorantes tunisiennes boursières. Le bulletin *Correspondances* a été créé. L'ambiance était à la fois studieuse et joyeuse. Tous participaient. On ne sentait pas la hiérarchie.

Le CDTM fut l'embryon de l'IRMC et le tarmac sur lequel il a pris son essor. Un directeur fut nommé dès 1991 pour organiser sa mise en place et le diriger. Le nouvel institut se détacha de la [Bibliothèque Charles De Gaulle](#) pour se localiser à Mutuelleville. Il devint autonome et acquit des moyens financiers plus conséquents, des moyens en matériels et en personnels, une belle salle de bibliothèque, et ce fut une autre histoire...

Entretien et questions élaborés par Selma HENTATI



"Djerba la Douce". © Skander Khlif



ENTRETIEN AVEC Hayet NACCACHE

Secrétaire bilingue en 1992, puis chargée de communication à l'IRMC de 2010 à 2019.

« L'IRMC EST UNE PORTE QUE L'ON OUVRE FACILEMENT »

Quel a été votre premier poste à l'IRMC ?

J'ai été recrutée en 1992 pour assurer l'accueil à l'IRMC et la diffusion du bulletin scientifique de l'IRMC. Avant, j'ai été vacataire pendant quelques mois au CDTM. Mes premiers contacts au CDTM étaient Christiane Saddem et Anne-Marie Planel, puis mon premier entretien a eu lieu avec Anne-Marie Planel et Michel Camau. J'ai été prise comme vacataire pour quelques mois. J'étais ravie, il y avait une très bonne équipe et un bon environnement pour le travail, c'était convivial. Anne-Marie nous faisait découvrir plein de choses, des livres surtout. J'aimais lire, j'ai découvert les livres sur la recherche, les fonds sur le Maghreb, tout cela était nouveau pour moi. J'ai découvert ces livres en les touchant, en les feuilletant. C'était presque magique. J'en garde un très bon souvenir. Quand l'IRMC a été créé, Christiane m'a contactée et j'ai été recrutée.



Hayet Naccache avec Christiane Randon-Ben Ali, bibliothécaire, en 1992. © IRMC

Comment décririez-vous vos premiers mois à l'IRMC ?

Comme disait l'un des chercheurs, c'était comme une ruche. Il y avait énormément de vie, de passage. On avait pas mal de moyens au départ. C'était un nouvel institut. C'était très agréable. Il y avait une très bonne ambiance avec les chercheurs, les administratifs, la bibliothèque. Découvrir un lieu, c'est comme une nouvelle maison qu'on achète : on a envie de la montrer, d'inviter du monde, de la faire visiter. C'est là qu'ont commencé à se construire les nouveaux réseaux, les nouvelles recherches. Le nombre d'étudiants, de boursiers, de doctorants, d'universitaires croissait. Des chercheurs français et tunisiens ont été recrutés, et d'autres chercheurs sont venus du Maghreb et d'Europe.

Pouvez-vous me décrire les différents rôles que vous avez eus à l'IRMC et ce qui a changé pour vous au fil de votre carrière ?

Je suis restée deux ans à l'accueil et la diffusion. Je n'étais pas très à l'aise dans cet endroit car j'étais souvent interrompue, mais il y avait de bons côtés, je me suis adaptée et j'ai eu la chance d'évoluer. C'était mieux ensuite, plus tranquille pour travailler. J'ai continué à m'occuper du standard, de la diffusion. Et, en plus, je m'occupais du secrétariat bilingue. Plus tard, je suis devenue attachée de communication. Je me suis formée sur le tas, au fil des années. La communication, je la faisais en diffusant toutes les informations scientifiques, en mettant à jour les adresses, en répondant au téléphone. Mais il faut savoir que la position de l'IRMC avant la Révolution n'était pas la même qu'aujourd'hui. On était dans une position un peu difficile vis-à-vis du régime. On ne voulait pas attirer l'attention du régime ni des journalistes. On voulait être discret pour mieux

travailler. Ce n'est pas parce qu'on cachait quelque chose. On n'avait rien à cacher.

On était d'ailleurs surveillé par les services du ministère de l'Intérieur. Les chercheurs étrangers et les universitaires tunisiens étaient très surveillés. Lors d'un colloque à Hammamet, il y a eu des tentatives pour empêcher l'un des intervenants d'entrer en Tunisie. Mais l'Institut, de par son statut, était quand même libre de choisir ses programmes et ses thématiques de recherche. Il constituait un abri pour les chercheurs tunisiens et invités. Après la révolution, tout a changé.

Une autre politique de l'IRMC s'est mise en place. Il fallait au contraire contacter des journalistes, faire connaître l'IRMC dans les médias, à la télé. Avec la liberté d'expression les conférenciers ne risquaient plus d'avoir des ennuis avec le régime. C'était déroutant, dans tous les sens du terme. J'étais très contente ! Mais c'était déroutant parce qu'on perdait tous nos repères, nos habitudes... L'IRMC a continué à fonctionner, on n'a pas fermé.

Auparavant, l'IRMC était perçu comme l'un des rares espaces de liberté d'expression à Tunis. Avec la révolution, il a perdu cette spécificité, cette fonction. Tout le monde pouvait parler partout. Finie l'autocensure ! Au début, on prenait encore des précautions pour manier certains sujets politiques ou relatifs aux libertés. Par exemple, pour le colloque sur l'homosexualité conduit par Monia Lachheb, on redoutait les réactions. Au contraire, non seulement cela s'est très bien passé, mais on a eu de nombreuses personnes qui sont venues assister. On s'était trompé.

Une année, voire même deux avant la révolution, on a constaté que les demandes de la part des doctorants pour mener des enquêtes se faisaient plus rares. La Tunisie n'attirait plus. La communauté scientifique en France, ou ailleurs en Méditerranée, s'était éloignée de la Tunisie. Il était même question de fermer l'IRMC ! Après la révolution, ça a changé. La Tunisie est devenue un laboratoire à ciel ouvert et l'IRMC a pris plus d'importance. On a été très sollicité, et on recevait des boursiers, des doctorants, des chercheurs italiens, espagnols, algériens, marocains qui menaient des enquêtes. Une autre machine s'est mise en route. L'IRMC a changé.

Tout cela a coïncidé avec l'apparition des réseaux sociaux : Facebook, Twitter, etc., qui ont contribué à

donner plus de visibilité à l'IRMC. Il y a eu un pic. La coopération avec les universités tunisiennes a aussi évolué. Les procédures administratives se sont allégées, ce qui a permis d'organiser plusieurs manifestations en partenariat, comme le cycle des ateliers d'écriture bilingue avec l'Université de Sousse.

Quel équilibre existe-t-il entre la part française et la part tunisienne de l'IRMC ?

L'équilibre a toujours été fragile. Cela dépendait des programmes de recherche, des chercheurs, des directeurs. Mais l'IRMC est perçu comme un lieu indépendant, autonome, ni français ni tunisien, en quelque sorte. C'est un lieu d'échanges entre chercheurs et étudiants de différents pays et de différentes disciplines. Quand les chercheurs algériens, libyens ou marocains viennent, ils n'ont pas l'impression d'aller à l'Ambassade de France. On parle en arabe et en français. L'IRMC est une porte qu'on ouvre facilement. Aujourd'hui, il y a un service de sécurité – comme dans d'autres institutions en Tunisie –, mais, à l'époque, c'était une maison complètement ouverte aux universitaires et aux chercheurs. L'équilibre est fragile et solide en même temps.

Quels étaient les liens entre l'IRMC et les autres institutions universitaires et de recherche ?

L'IRMC a entretenu une bonne relation de partenariat et d'échanges surtout grâce aux chercheurs tunisiens en détachement qui ont facilité des conventions de partenariats avec leur université d'origine, grâce aussi au Comité mixte de suivi et aux diverses conférences et manifestations. Avant 2011, les universités tunisiennes étaient grevées par les lourdeurs administratives : il fallait l'accord du ministre pour organiser telle ou telle manifestation. Parfois, cela ne marchait pas, parce que ces procédures étaient trop longues. Malgré cela, et malgré le manque de moyens, on a quand même réussi à organiser des activités en partenariat avec nombre d'entre elles, dans leurs locaux ou à l'IRMC. Grâce aux programmes de recherche, les participants tunisiens faisaient office de relais entre l'université et l'IRMC.

Quels sont les moments les plus difficiles qui vous reviennent en mémoire ?

Les départs, les changements des programmes ou des directeurs sont des moments un peu difficiles pour s'adapter. Mais c'est aussi un enrichissement et une ouverture d'esprit. On touche à tous les domaines des sciences sociales. Pour ma part, devenir assistante de

communication a été le plus difficile. J'avais peur de ne pas être à la hauteur, j'ai douté un peu de moi. Je devais assurer beaucoup de tâches. Il faut dire qu'on ne s'ennuyait pas, ce qui est un point très positif. Je n'ai pas vu les jours et les années passer. L'ambiance était joyeuse et conviviale mais on avait beaucoup de travail. Les moments forts, ce sont le départ d'Anne-Marie, puis celui de Christiane. On s'entendait bien, elles m'ont beaucoup appris et on travaillait en équipe. Christiane était mon binôme, on faisait tout à deux.

Vous souvenez-vous d'un événement ou d'une anecdote un peu insolite ?

À l'IRMC il y avait beaucoup de joie, de partage, de repas, d'anniversaires, de naissances. Ce sont des très bons souvenirs. Mais un souvenir en particulier m'a amusée, oui. J'ai une fois été contactée directement par le ministère de l'Intérieur (époque Ben Ali). D'habitude, quand on organisait un événement dans un hôtel, on envoyait le programme et c'est l'hôtel qui se chargeait de prévenir les services du ministère de l'Intérieur. Mais cette fois-ci, j'ai été contactée par une personne qui m'a demandé de lui traduire le titre d'un programme. Le titre était : « Les économies émergentes : trajectoires asiatiques, latino-américaines, est-européennes et perspectives maghrébines ». Je le lui ai traduit en arabe, et me suis retenue pour ne pas rire quand il m'a demandé : « Mais quelles relations y a-t-il entre trajectoires asiatiques, est-européenne, etc. ? Qu'est-ce que vous voulez dire ? ». Je lui ai répondu : « Moi, je

ne veux rien dire, c'est un programme de recherche. Si vous voulez vous documenter, venez à la bibliothèque ». Je voulais le tenir à distance tout en étant polie et en lui disant qu'on ne cachait rien. Eh bien, il est venu à l'IRMC ! Il m'a dit : « Je ne viens pas pour le travail. Je viens parce que le titre de la conférence m'a intrigué. Est-ce que je peux me documenter ? » et je lui ai répondu : « Allez-y ». Il est allé à la bibliothèque, il a pris quelques livres, il m'a remercié et il est reparti. On n'a eu aucun souci pour le colloque. Ça m'a amusé parce qu'il était à la fois dans la posture de celui qui voulait faire son travail et remettre le compte-rendu à son supérieur, et en même temps, ce colloque a suscité sa curiosité. Je l'ai vu et j'ai senti qu'il était sincère. Il nous a même félicités.

Que souhaitez-vous pour les trente ans de l'IRMC ?

Qu'il continue. J'espère qu'un jour, une antenne de l'IRMC sera créée en Algérie. L'IRMC y existe déjà, en quelque sorte, avec ses chercheurs associés. Mais une structure en Algérie serait vraiment précieuse car la demande est forte.

Je suis contente et confiante aussi pour l'IRMC parce que les chercheurs ont été novateurs. Les ateliers d'écriture, les causeries de l'IRMC, *Khamis fil Studio*, les ateliers d'écriture documentaire, les cafés itinérants : ces nouveaux modes originaux de faire de la recherche montrent que les chercheurs de l'IRMC ont su s'ouvrir et innover.

Entretien et questions élaborés par Layla BAAMARA



Photographie de groupe dans le jardin de l'IRMC : de gauche à droite, Jellal Derouiche, Besma Ouraïed, Hayet Naccache, Raja Chaaba, Kmar Bendana, Sandrine Della-Valle, Lamia Zaki, Émilie Maiseau, Latifa Bessoudi et Sawssen Fray. © IRMC

30 ans plus tard



Katia Boissevain, directrice et chercheuse anthropologue

Equipe de recherche



Layla Baamara, chercheuse en sciences politiques



Hend Ben Othman, chercheuse urbaniste



Mohamed Slim Ben Youssef, doctorant en science politique



Jamie Furniss, chercheur anthropologue



Marouen Taleb, chercheur géographe et urbaniste

Equipe administrative



Chouaib Aouadi, chauffeur



Vanessa Aubry, chargée de projets



Raja Chaaba, secrétaire générale



Marwa Ben Zid, aide bibliothécaire



Sawssen Fray, bibliothécaire



Selma Hentati, responsable des publications



Neila Jemili, agent d'entretien



Khaled Jomni, bibliothécaire



Mouna Lamine, assistante de direction



Héli Matri, aide gestionnaire



Besma Ouraïed, infographiste-maquetiste



Afef Toumi, chargée de communication

UNE PAGE DE GRATITUDE

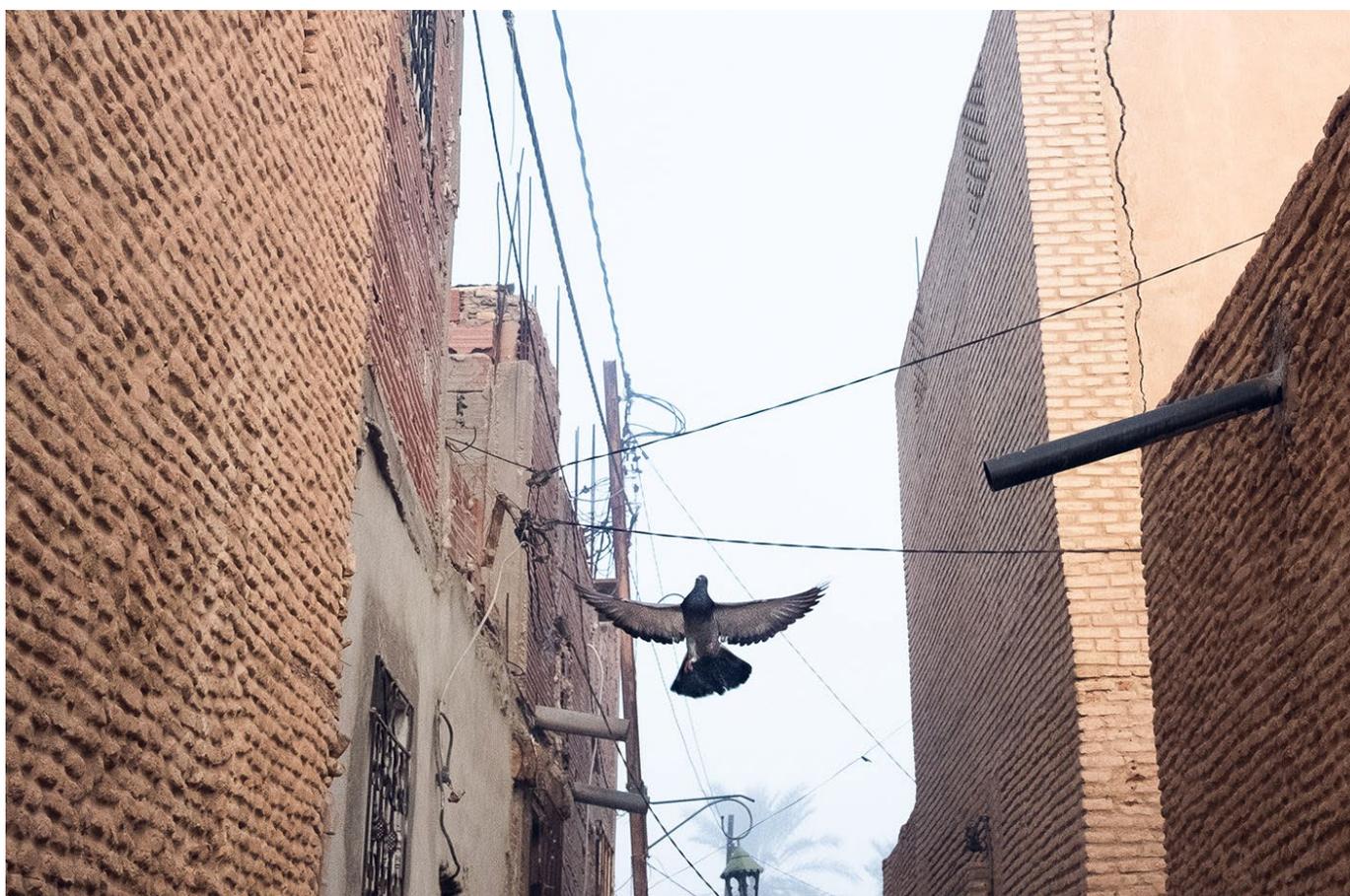
PAR UN COLLECTIF RECONNAISSANT

Lorsque vous montez les escaliers qui mènent aux bureaux administratifs de l'IRMC, vous arrivez devant la porte du service de direction et de communication. C'est là que sont reçus les chercheurs arrivant de l'aéroport pour une conférence, les doctorants accueillis pour un terrain ou un programme de recherche en Tunisie, les boursiers en accueil de moyenne ou courte durée, les stagiaires du cours d'arabe, et toutes ces âmes qui gravitent de près ou de loin autour de l'IRMC.

Une première étape indispensable, où vous accueilleront Mouna Lamine et Afef Toumi, respectivement assistante de direction et chargée de communication. Au fond de la pièce, une autre porte : celle de Katia Boissevain, directrice depuis 2021, celle-là même que tant d'autres directeurs ont franchie au cours de ces trois dernières décennies : Michel Camau (1992-1997), Jean-Philippe Bras (1997-2003), Pierre Robert Baduel (2003-2008), Pierre-Noël Denieuil (2008-2013), Karima Dirèche (2013-2017) et Oissila Saaidia (2017-2021). Cette lettre entend rendre hommage à l'implication, au dévouement

et au travail passionné qu'ont mené ces éminents chercheurs au sein de l'Institut, pour bâtir un édifice qui, au fil des années, a puisé dans l'action de chacun de ses représentants une force et une continuité qui célèbrent, elles aussi, leur trente ans d'existence.

La seconde porte que vous croiserez est celle du bureau qu'occupent Raja Chaaba et Héra Matri, secrétaire générale et assistante gestionnaire de l'Institut. Et, comme pour le premier, il constitue une étape centrale du périple des chercheurs, invités et étudiants reçus à l'IRMC. « Allez, je file ! Mais avant, je passe voir Raja et Héra ». « Où sont les clés ? Qui peut ouvrir ce placard ? As-tu un double ? Où est la feuille ? Faut-il signer ? Quels sont les délais ? Unetelle a-t-elle téléphoné ? A-t-on rappelé untel ? Demandons à Raja et Héra ». Autant de phrases que les irmcéens, anciens comme récents, ont déjà entendues. Tout organisme nécessite sa boussole, comme l'avion son cockpit et le bateau son gouvernail. C'est avec une certaine continuité que cette pièce et celles qui l'occupent ont su remplir ce rôle. Cette lettre ne pourrait exister sans l'esprit pratique d'orchestration



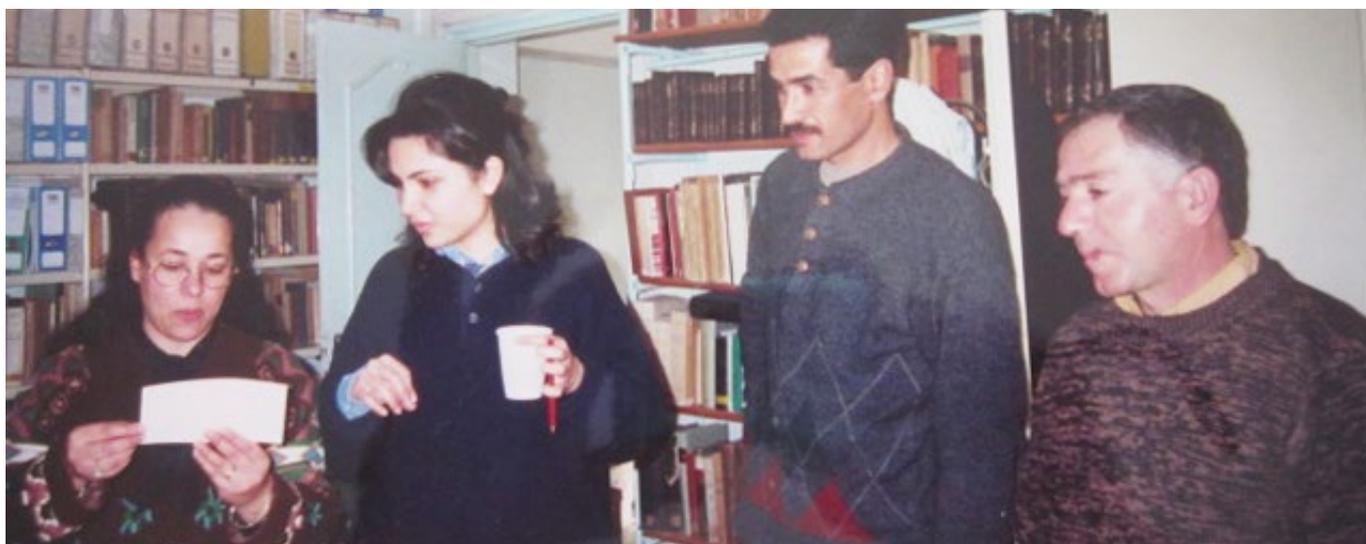
"On the edge of the Sahara" © Skander Khlif

et de coordination qu'incarnent ces *wonderwomen* des coulisses de la recherche.

Plus loin, si vous regardez par la fenêtre de leur nouveau bureau, vous trouverez Sawssen Fray et Khaled Jomni, bibliothécaires à l'IRMC, absorbés par un travail consciencieux, dans une atmosphère qui fait écho au calme et à la tranquillité caractéristiques de leur métier. Plus tard, les voici au rez-de-chaussée, où ils ont rejoint Marwa Ben Zid, aide-bibliothécaire, dans la salle de lecture. Quelques heures plus tard, vous n'êtes pas à l'abri de les retrouver dans le magasin où tous les trois, à tour de rôle, s'adonnent à l'examen scrupuleux des rayons classés, étiquetés et ordonnés au centimètre près. Qui n'a pas aperçu Khaled les bras chargés de cartons destinés aux dons d'ouvrages ? Qui n'a pas déjà sollicité Marwa pour obtenir un ouvrage classé au magasin, et constaté que quelques minutes lui ont suffi pour vous le

se trouve dans le bureau des chercheurs et, au fond, le service des publications. Vous y trouverez Vanessa Aubry, chargée de projet, à pied d'œuvre sur la coordination et le suivi des événements, manifestations scientifiques, échanges, demandes de subvention et de renseignement pour valoriser la recherche internationale, le tout dans un calme et une sérénité qu'elle confirme en proposant, toujours, de l'aide à ses collègues. Plus loin, Besma Ouraïed et Selma Hentati, respectivement infographiste-maquettiste et responsable des publications de l'IRMC, s'attèlent aux relectures, maquettes, échanges avec les auteurs et éditeurs. Si l'astrologie les a placées sous le signe des animaux marins, elles le confirment par ce vieil adage : elles sont comme deux poissons dans l'eau.

Il convient également d'adresser tous les remerciements et la reconnaissance qu'ils méritent à Chouaib Aouadi, chauffeur tout juste recruté à l'IRMC, à son père Fathi



Une longue histoire... Besma Ouraïed, Monia Zaraa, Fathi Aouadi et Jellal Derouiche dans le bureau des chercheurs de l'IRMC. © IRMC

procurer ? « C'est un métier physique et très exigeant », nous dit Sawssen, qui rappelle, avec émotion, le nom de celle qui l'y a formée : Christiane Ben Ali, un pilier réel de cette bibliothèque, où elle était chargée de la presse quotidienne et des revues, de l'enregistrement, du dépouillement et de l'indexation pour alimenter le catalogue. Sawssen lui doit beaucoup, notamment l'esprit de rigueur et de minutie, l'importance « du détail, de la virgule et du centimètre carré », précise-t-elle. Un travail de fourmi qui, loin d'être un fleuve tranquille, demande une vigilance de tous les instants. Les apparences sont trompeuses. Derrière cette sérénité entraperçue par la fenêtre, le trio bibliothécaire veille au grain, épatant par ce don d'ubiquité qui le définit. Au bout du couloir qui longe la cafétéria, l'ultime étape

qui l'a précédé à ce poste avant de prendre sa retraite le 25 février dernier, après trente années de service irréprochables, et à Jellal Derouiche, magasinier de l'IRMC de 1992 à 2019. Remercions également Neïla Jemili, agent d'entretien de l'IRMC et bien plus encore, pour ses attentions quotidiennes, sa bonne humeur et le soin constant qu'elle accorde au moindre détail. Enfin, nous ne finirons pas sans une pensée pour Latifa Bessoudi et Salem Yaccoubi, qui nous ont quittés en 2021 et en 2022, irmcéens historiques et regrettés, qui ont marqué les premières décennies de l'institut. Cet anniversaire leur doit beaucoup, et cette lettre entend rendre hommage à leur dévouement, leur constance, leur bonne humeur et leur accueil toujours agréable et chaleureux.

ARCHIVES ET NUMÉRIQUE

Comment l'IRMC est-il entré dans le XXI^e siècle ? Ces trente dernières années ont vu l'avènement d'Internet et l'émergence de nouvelles méthodes de transmission et de diffusion de la connaissance, de modes de communication innovants et des défis que posent ces évolutions majeures. Les enjeux liés aux modes de diffusion numériques et à l'émergence des plateformes digitales ont bouleversé les façons de faire, de communiquer et de transmettre.

Par Vanessa Aubry, Sawssen Fray,
Selma Hentati et Afef Toumi.

الأرشيف والرقمي

كيف دخل المعهد القرن الواحد والعشرين؟ شهدت الثلاث عقود الأخيرة ظهور الإنترنت ونشأة مناهج جديدة لنقل ونشر المعرفة ووسائل تواصل جديدة وتحديات طرحت تغييرات كبيرة. فلقد حولت الرهانات المرتبطة بطرق النقل الرقمي و ظهور المنصات الرقمية أساليب العمل والتواصل والإيصال.

Archives and digital

How did the IRMC enter the 21st century? The last thirty years have seen the advent of the Internet and the emergence of new methods of transmitting and disseminating knowledge, innovative modes of communication and the challenges induced by these major developments. The challenges linked to digital distribution methods and the emergence of digital platforms have changed the way we do things, as well as how we communicate and transmit.

DIGI#MAGH, REDÉCOUVRIR LE PATRIMOINE ARABE

par Vanessa AUBRY

Augustin Jomier et Mehdi Sakatni, les deux coordinateurs du projet, ont présenté [Digi#Magh](#) à l'IRMC en 2022.

Le projet [Digi#Magh](#) (Digital Maghreb) a pour ambition de cartographier et valoriser les fonds français sur le Maghreb. Plus précisément, son objectif est de dresser l'inventaire des fonds existant sur les époques moderne et contemporaine, en commençant par les bibliothèques, puis en s'intéressant aux fonds des centres d'archives.

À l'origine de ce projet, le Livre Blanc 2020 du [GIS MOMM](#), portant sur la transition numérique et la science ouverte. Son constat est le suivant : si les ressources documentaires sur le Maghreb sont abondantes en France, les ressources numériques manquent, à quoi s'ajoute une dispersion importante de ces fonds.

Un premier état des lieux a été réalisé en 2021 pour dresser une cartographie. Celle-ci a pu se faire grâce aux instruments de recherche en ligne existant : le répertoire des fonds du [Catalogue Collectif de France \(CCFr\)](#), le [catalogue en ligne des archives et des manuscrits de l'enseignement supérieur \(Calames\)](#), ainsi que FranceArchives. Ensuite, une enquête auprès des établissements de conservation et des chercheurs a été mise en œuvre pour pouvoir compléter ces données.

De ce premier état des lieux, l'équipe de [Digi#Magh](#) établit qu'il existe une grande concentration de ces fonds en région parisienne, Marseille et Aix-en-Provence, mais pas uniquement. Nous les retrouvons sur l'ensemble du territoire, y compris dans les villes de taille moyenne ou petite. Pour exemple, la collection privée du duc d'Aumale à Chantilly comprend des



"The hidden treasure of Djerba". © Skander Khlif

manuscrits ayant appartenu à l'émir Abd El-Kader. Le signalement et l'accessibilité de ces fonds varie d'une collection à une autre, et l'une des visées du projet est, au-delà de la centralisation des données, de proposer une norme de notice commune afin d'en améliorer l'accès et la visibilité.

Par ailleurs, ce projet offre l'opportunité de réunir des personnels, qui, bien qu'ayant l'habitude de travailler dans les mêmes lieux, ont finalement assez peu d'occasions de collaborer autour d'un même projet : les chercheurs et les conservateurs de bibliothèque.

Ce sont ainsi des maîtres de conférences, des personnels d'établissements de conservation, ainsi

qu'un représentant du [GIS CollEx Persée](#) (réseau national de coopération entre bibliothèques) qui constituent la cheville ouvrière de ce vaste chantier.

L'ambition de cartographier l'ensemble des fonds français sur le Maghreb concerne également les instituts de recherche français à l'étranger, et les bibliothécaires de l'IRMC sont ravis de pouvoir contribuer à ce vaste inventaire. Les pistes d'amélioration et d'enrichissement de cette cartographie sont nombreuses : pourront également être mobilisés les bibliothèques de musées, les fonds de sociétés savantes ou encore les fonds audiovisuels numérisés... Les perspectives sont aussi réjouissantes qu'infinies !

UNE BIBLIOTHÈQUE À LA PAGE

par Marwa BEN ZID, Sawssen FRAY et Khaled JOMNI

Difficile d'estimer le chiffre que la bibliothèque doit fêter. En effet, les prémices de la bibliothèque datent de la fin du XIX^e siècle, et l'on ne peut parler de son fonds sans évoquer le CDTM (1980-1991) dont la vocation première était de conserver et réunir les fonds historiques français de Tunis, notamment les fonds de la bibliothèque interne de la Résidence générale de France à Tunis, du Contrôle civil (1881-1956) et de la bibliothèque du Consulat de France, et de les mettre à la disposition des universitaires et chercheurs travaillant sur le Maghreb.

Depuis, la vocation première de bibliothèque spécialisée sur le Maghreb a été élargie pour répondre aux objectifs de la recherche française : approfondir les connaissances des sociétés maghrébines contemporaines. Ainsi, la politique d'acquisition de la bibliothèque a suivi l'évolution de l'institut, jusqu'à aboutir à une politique d'acquisition complexe. En effet, la priorité en matière d'achat est donnée aux programmes de recherche en cours. À titre d'exemple, durant les dix dernières années, la bibliothèque a constitué un fonds sur le genre, le rapport au corps, les LGBT, les questions féminines, les sciences sociales et l'environnement, *etc.*, et actualisé les fonds sur la Libye, le cinéma au Maghreb, les *colonial and post colonial studies*, les migrations, l'urbanisme, parmi tant d'autres objets de recherche novateurs.

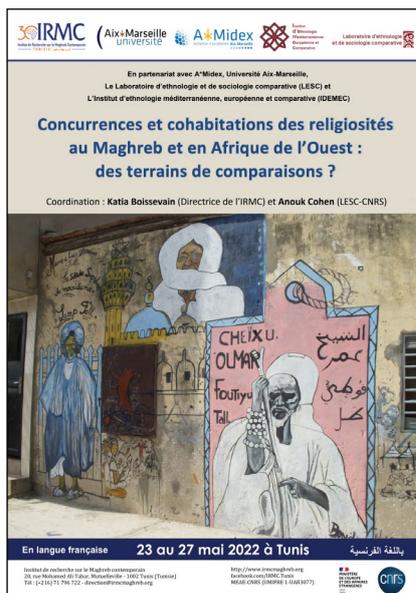
L'OPAC (Online public access catalog)

Avec le changement du Système Intégré de Gestion de Bibliothèque (SIGB) et l'adoption de Koha, le catalogue de l'IRMC est désormais multisupport et intègre des livres imprimés, des ressources numériques (*e-books*, archives des *Correspondances* de 1988 à 2004, *La Lettre de l'IRMC* et les affiches de l'IRMC), ainsi que des documents sonores accessibles *via le catalogue de l'IRMC*. Au total, 8 770 pages ont été consultées par 2 176 internautes depuis novembre 2021. À ce sujet, la visibilité qu'offre la [plateforme Matomo](#) est un outil précieux de gestion de la bibliothèque, pour adapter les politiques d'acquisition et saisir les principales tendances des recherches selon l'origine géographique des usagers du catalogue.

Recensions thématiques

Pour valoriser les fonds de la bibliothèque, les manifestations scientifiques organisées par l'IRMC sont complétées d'une recension bibliographique des fonds de la bibliothèque, accessible en ligne. L'objectif est d'offrir un complément aux thématiques abordées à l'occasion des colloques et séminaires de recherche, et des présentations d'ouvrage, tout en valorisant le fonds bibliothécaire de l'IRMC.

Concurrences et cohabitations des religiosités au Maghreb et en Afrique de l'Ouest : des terrains de comparaisons ?



Recherche en Sciences humaines et sociales ». À cette occasion, quatre tutoriels Zotero ont été élaborés en langue arabe standard.

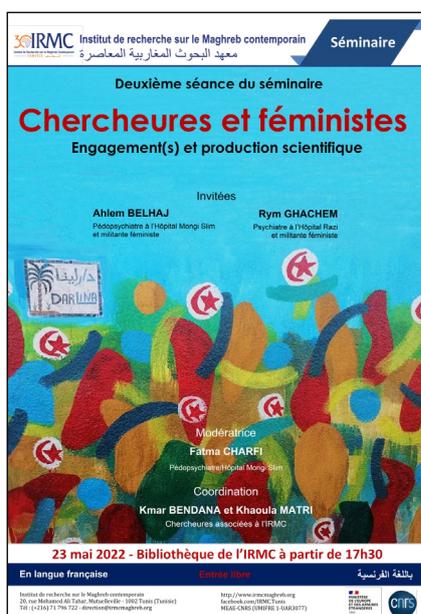
Coopération entre bibliothèques

Outre la politique d'échange interbibliothèques en matière de publications et de documents en double, le secteur bibliothèque-documentation a largement contribué à enrichir le fonds des bibliothèques universitaires libyennes : en ont bénéficié l'Université de Tripoli et l'Académie libyenne des Hautes Études. Au total, il s'agit de 132 titres d'ouvrages imprimés en plusieurs exemplaires, dont 108 en langue arabe.

Numérisation

Nous œuvrons par ailleurs à la numérisation en interne d'un fonds de 350 cassettes audio qui couvrent la période allant de 1985 à 1991. D'une durée variant de 45 à 90 minutes, il s'agit d'événements scientifiques qui se sont déroulés à l'IRMC et/ou ont été organisés par l'institut.

Chercheuses et Féministes



La collection ainsi conçue réunit divers corpus des ressources audiovisuelles multidisciplinaires et multiculturelles. Valorisée grâce à Marwa Ben Zid, aide-bibliothécaire à l'IRMC, la collection donne accès à différentes catégories filmiques. D'une part, sont regroupés les événements scientifiques tels que les journées d'études, colloques, conférences ou séminaires. Une autre catégorie concerne exclusivement les cours et séminaires de recherche. Enfin, les entretiens patrimoniaux avec des chercheurs et des spécialistes sont recensés dans une troisième catégorie.

Ce projet se situe dans le cadre d'un partenariat établi entre Campus AAR et l'IRMC en vue de répondre, dans une perspective de complémentarité des approches, aux besoins des chercheurs et des enseignants chercheurs en matière d'archives audiovisuelles numériques au service de l'enseignement, de la recherche et de la valorisation de la recherche française dans le monde.

Formation et aide à la recherche

L'IRMC a organisé plus de 200 heures de formation aux stratégies de recherche documentaire et à Zotero, qui est un logiciel de gestion de références bibliographiques. 500 étudiants y ont participé, ainsi que des enseignants universitaires.

Notons par ailleurs la mise en place d'un MOOC en langue arabe dans le cadre du projet « La Jeune

Au total, la collection (consultable au lien suivant : <https://hal.archives-ouvertes.fr/IRMCPLUS/>) comporte actuellement 18 vidéos issues des activités scientifiques de l'IRMC qui ont eu lieu entre 2012 et 2014. Le projet, initié au mois d'août 2021, a vocation à se développer pour constituer un véritable fonds documentaire audiovisuel au service des chercheurs en sciences humaines et sociales.

Accueil

Ressources numériques

Ressources

numériques



الأبحاث الشابة في العلوم الإنسانية والاجتماعية أداة للتعمية في ليبيا

Liens utiles



الفهرس المغاربي
Catalogue du Maghreb

Dernières publications de l'IRMC

Voir tout



Nous contacter

Adresse : 20, rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville - 1002 - Tunis (Bus: 38 C, TCV)

Suivez-nous

Page Officielle facebook
Page Officielle twitter

Nous rendre visite



Capture d'écran du catalogue en ligne de la bibliothèque de l'IRMC. © IRMC

Édition numérique

Grâce au partenariat scientifique et documentaire entre la **Maison méditerranéenne des Sciences de l'homme (MMSH)** à Aix-en-Provence et les **Archives Nationales de Tunisie**, une édition numérique du **Bulletin économique et social de la Tunisie (1946-1955)** a vu le jour. Également en partenariat avec la MMSH, nous avons procédé à la publication sous forme interactive et multimédia de **l'Atlas archéologique de la Tunisie**.

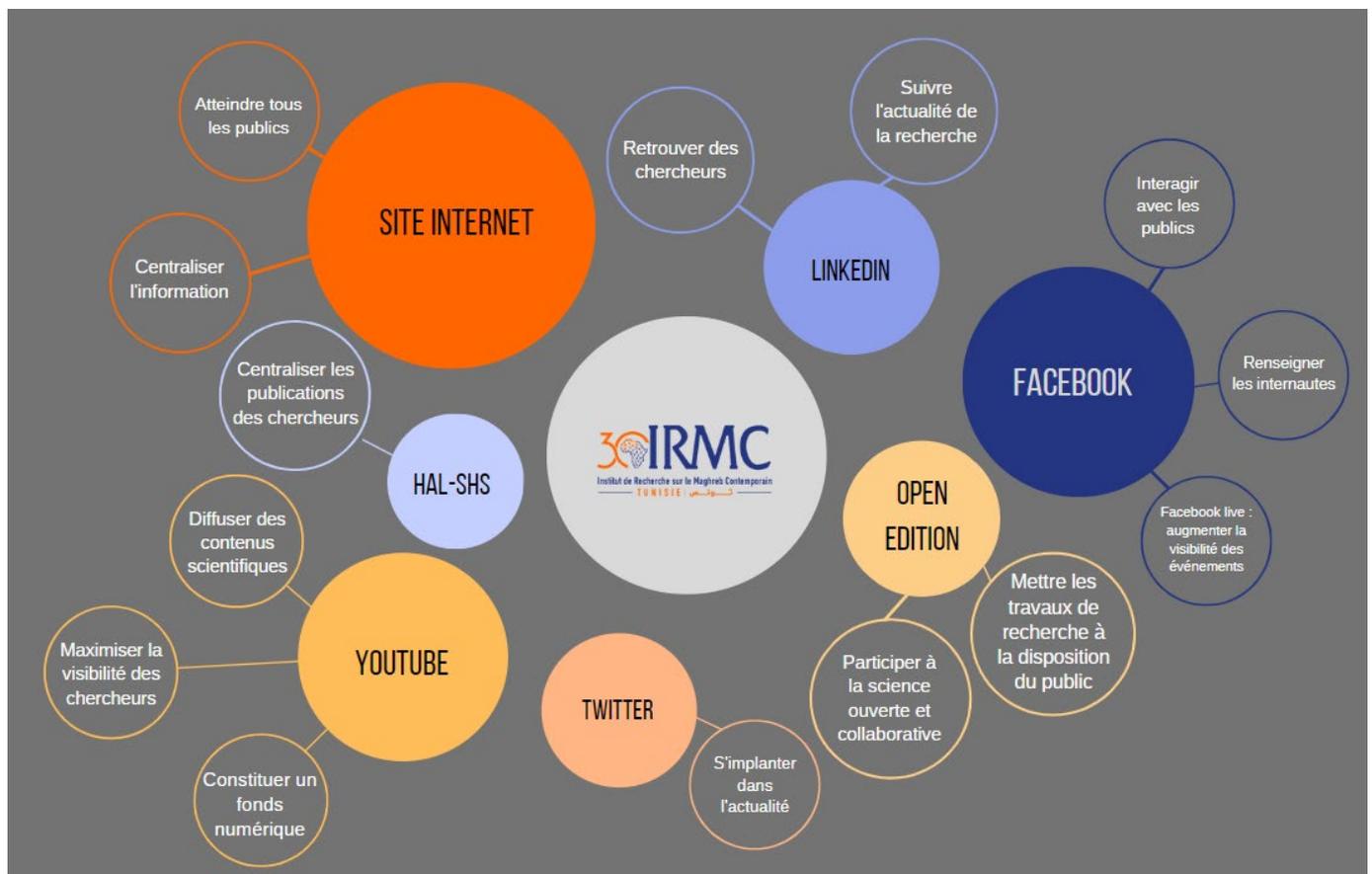
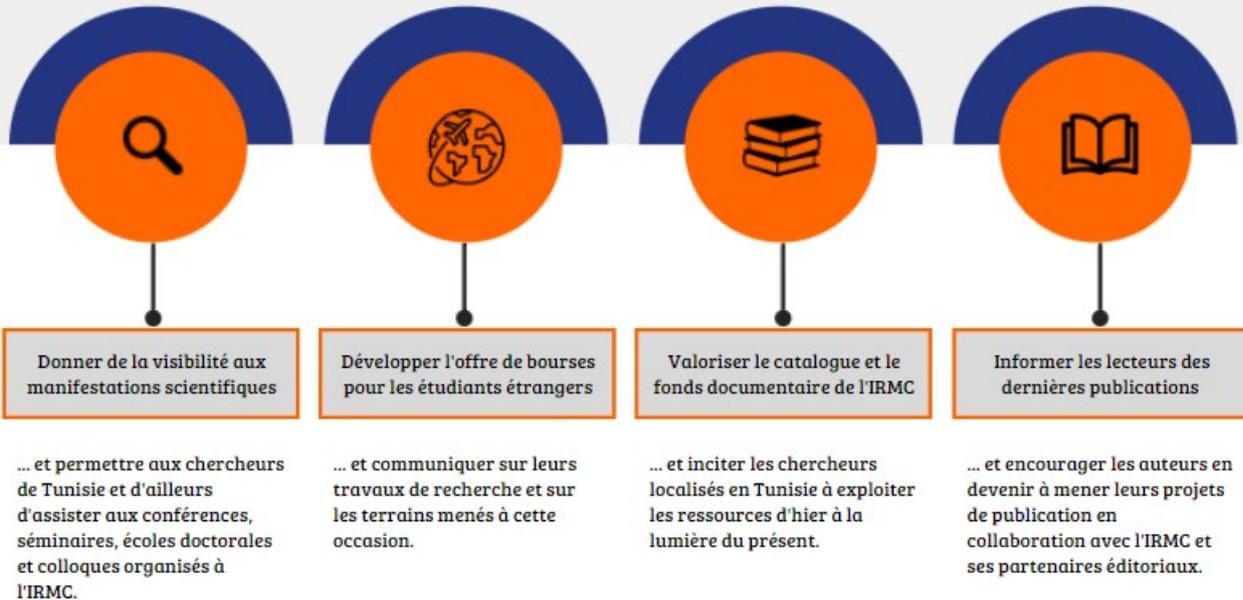


"Daily superstars". © Skander Khlif

HUMANITÉS ET NUMÉRIQUE

par Selma HENTATI et Afef TOUMI

UN NOUVEAU SITE POUR LES 30 ANS DE L'IRMC !



LIVRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

par Selma HENTATI

L'IRMC se caractérise par une activité prolifique en matière de publications scientifiques. Depuis 1993, plus de soixante-dix travaux ont été publiés par l'Institut, qu'il s'agisse d'ouvrages collectifs, de monographies, ou de manuscrits issus de thèses en sciences humaines et sociales.

Trente ans de publications

Un petit point historique s'impose, à l'occasion de la célébration de trois décennies de constance et de minutie éditoriales. En janvier 2022, j'hérite d'un service qui se distingue par une remarquable diversité de thématiques traitées et par une rigueur technique qui n'a rien à envier aux grandes maisons d'édition. Le premier jour, Besma Ouraïed, fidèle au poste, désigne avec modestie l'étagère où sont classées les publications de l'institut depuis 1993 – bulletins *Correspondances* compris. Une époustouflante variété de collections, en coédition avec l'Harmattan, Maisonneuve et Larose, Riveneuve, Karthala ou encore les éditeurs tunisiens Nirvana, MedAli et Cérès, s'y déploie : « Maghreb et sciences sociales » (2004-2013), « Connaissances du Maghreb » (2002-2009), « Socio-anthropologie des mondes méditerranéens » (2002-2004), « Hommes et sociétés » (depuis 2000), « Maghreb contemporain : nouvelles lectures, nouveaux savoirs » (depuis 2017), sans compter les ouvrages hors collection, nés d'une initiative ponctuelle en partenariat avec des éditeurs locaux, tels que Cérès ou MedAli, et étrangers (les Presses Universitaires, notamment). L'humilité s'impose au nouveau venu qui, d'un regard, peut embrasser tant d'années de relecture, de préparation éditoriale, d'interactions prolifiques et fécondes avec les chercheurs et les éditeurs, mais aussi d'aventures : car tous les ouvrages ont une histoire, en témoigne la faconde de ma collègue maquettiste qui, avec force détails et émotion, vous conte chaque publication comme si elle datait d'hier.

De nouveaux enjeux scientifiques : la science ouverte, une priorité de l'IRMC

Depuis 2014, à l'initiative de mon prédécesseur Romain Costa, l'IRMC est présent sur [OpenEdition](#). L'objectif est clair : valoriser les travaux des chercheurs en leur

donnant une meilleure visibilité grâce au support innovant de l'édition électronique. La science ouverte consiste en effet à déployer, autant que faire se peut et que les lois qui encadrent la propriété intellectuelle le permettent, la recherche en sciences humaines et sociales en Europe et au Maghreb.

La création d'une nouvelle collection électronique, « Recherches contemporaines », exclusivement *open access* (intégralement consultables en ligne) ou, pour des cas spécifiques, « freemium » (PDF et e-book payants), a vocation à encourager cette science ouverte. Sous la direction de Katia Boissevain, la collection recueillera les travaux de chercheurs permanents et associés de l'IRMC, soucieux de contribuer à développer la visibilité de la recherche en SHS.

Élargir nos horizons : convention IRMC-CJB

Le [Centre Jacques-Berque](#) a récemment conclu avec l'IRMC un accord de coopération dans le cadre de publications d'ouvrages scientifiques et académiques. Ce partenariat a pour but de valoriser les travaux du CJB par la mise à profit de l'expertise de l'IRMC en matière de préparation et de rigueur éditoriales.

Cette collaboration permettra également de renforcer les échanges entre les deux instituts, dans un souci constant de dialogue, de diffusion de la recherche et de mise à disposition de manuscrits de qualité aux lecteurs intéressés par les thématiques traitées.

Si les inquiétudes concernant le devenir du livre se multiplient, la récente pandémie a prouvé qu'en temps de crise, le refuge qu'offre la lecture n'a pas pris une ride. Favorable à une recherche valorisée par une diffusion orale aussi bien qu'écrite à travers le monde méditerranéen, le service des publications de l'IRMC entend élargir sa politique de diffusion, et assurer aux travaux de recherche novateurs en sciences humaines et sociales la visibilité qu'ils méritent.

Longue vie à l'IRMC !



ENTRETIEN AVEC

Besma OURAÏED

Infographiste-maquettiste de l'IRMC depuis 1993.

« AVEC SOUPLESSE ET EFFICACITÉ »

Le secteur des publications de l'IRMC a une mémoire d'éléphant. C'est grâce à Besma Ouraïed, infographiste-maquettiste recrutée à l'IRMC en tant que secrétaire bilingue et technicienne d'édition en 1993, soit un an après la fondation de l'institut par Michel Camau. Elle nous livre aujourd'hui son témoignage, celui de (presque) trois décennies de travaux éditoriaux et de publications qui, tous, sont signés de sa main.

Comment êtes-vous entrée à l'IRMC ?

C'est à l'occasion d'un stage à l'Ambassade de France que j'ai découvert l'IRMC. Auparavant, je travaillais dans l'administration tunisienne, recrutée comme programmeur à la municipalité de Carthage. Je n'y suis restée que 6 mois – c'était avant de croiser la route de Michel Camau et d'Anne-Marie Planel, qui m'ont recrutée au secteur des publications pour m'occuper, à l'époque, du bulletin trimestriel *Correspondances* – mon tout premier bébé ! J'ai participé à la conception et à la réalisation de la maquette du tout premier numéro – aujourd'hui devenu *La Lettre de l'IRMC*. Passer de l'administration à l'édition n'a pas été un choix difficile : l'institut, que je ne connaissais pas du tout, m'a très vite séduite. C'était neuf, enjoué, l'ambiance était au beau fixe, chaque visite était une bouffée d'air frais, nous avions l'avenir devant nous. L'aventure a alors commencé.

Pouvez-vous nous raconter les premières années du secteur des publications de l'IRMC ?

Le secteur des publications faisait tout : relire les travaux des chercheurs, concevoir et réaliser les maquettes d'ouvrage, mettre au point une charte graphique, les programmes des manifestations scientifiques pour se faire connaître du grand public... tout cela était le

rôle (et l'est encore !) de ce service. Nous souhaitons assurer des publications fréquentes et de bonne qualité. Je travaillais en étroite collaboration avec Hayet Naccache, pour assurer une continuité dans la production des contenus à destination des publics extérieurs. C'était un véritable tourbillon, et j'étais comme un poisson dans l'eau. D'ailleurs, Michel Camau me taquinait sur mon dynamisme : « vous ne marchez pas, comme tout le monde, vous : vous courez ! » (rires). On ne se refait pas.

Vous souvenez-vous d'une évolution spécifique de votre secteur au cours de ces trois décennies ?

À vrai dire, l'histoire de notre secteur est très linéaire. Cela peut sembler étonnant en l'espace de trente années. Mais je travaillais à l'époque comme je travaille aujourd'hui : avec patience et passion, j'ai l'habitude de dire que « c'est ma partie de plaisir ». Un fait majeur qui a, en quelque sorte, le plus chamboulé le secteur des publications est le changement de directeurs tous les cinq, puis tous les quatre ans. Ce n'était pas toujours facile de s'adapter aux nouvelles directives. Je pense par exemple à la frénésie éditoriale d'un de nos anciens directeurs avec qui nous publiions au moins une bonne douzaine travaux par an (rires) !

Mais, dans les faits, cela nous a empêché de nous reposer sur nos lauriers. Nous devons toujours faire nos preuves, élargir nos horizons, rien n'était jamais acquis, il fallait toujours garder le même « grinta », et c'est tant mieux. Tout l'esprit du secteur réside dans ce constat. Toutes les nouveautés sont bonnes à étudier, sans pour autant renier notre constance. Mais il faut rester curieux. Comme disait Jean Gabin : « Toute ma jeunesse, j'ai voulu dire JE SAIS ! Seulement, plus je cherchais, et puis moins j'savais ».

Quelle publication vous a le plus marquée ?

Question difficile... il y en a des dizaines ! Mon tout premier travail de préparation éditoriale concernait *Public et privé en Islam*, dirigé par Mohamed Kerrou. On commençait tout juste à élaborer notre charte graphique et éditoriale : cette première publication a lancé l'identité éditoriale de l'institut. Son empreinte est née à ce moment-là. Et mon parcours de maquettiste avec !

Plus récemment (il y a moins de deux ans), nous avons publié une chronique de confinement aux éditions Nirvana, publication qui m'a aussi grandement marquée. Nous travaillions de chez nous, chose inédite, qui imposait de nouveaux défis et une autodiscipline de fer (*rires*). Tous les irmcéens y ont participé. Au même moment, nous travaillions aussi sur une revue de presse francophone, dirigée par Khaled Jomni, qui répertoriait les articles de journaux traitant de la pandémie. Un travail de dépouillement et d'archivage certes très conséquent, mais passionnant, qui servira sans doute de témoignage pour les générations futures. Mais il faut aussi, et surtout, rappeler les noms des responsables éditoriaux avec qui j'ai travaillé tout au long de ces années : Anne-Marie Planel, avant tout, qui m'a appris à aimer la lecture, à être soigneuse, à accorder toute l'importance qu'il faut à la virgule, à la veuve et l'orpheline (*soupir*), au moindre détail. Maquetter, c'est un travail d'artiste, voire d'orfèvre.



"Tunis, the smell of rain". © Skander Khlif

Je pense aussi à Romain Costa, qui a été mon binôme pendant pas moins de 10 ans, puis Alexia Humbert, qui a quitté l'IRMC en décembre dernier, et enfin Selma Hentati, avec qui je travaille depuis janvier. J'ai été ravie de croiser leur chemin ! Comme je le dis souvent : « On se kiffe » !

Pour finir, que souhaitez-vous à l'IRMC pour les années futures ?

Qu'il évolue et grandisse dans le monde de la recherche en Sciences humaines et sociales au Maghreb. Longue vie à l'institut ! Il fait pleinement partie de moi. Je n'y ai jamais vu le temps passer. Encore aujourd'hui, je m'agite ! Avec souplesse et efficacité, pour encore de longues années !

Propos recueillis et mis en forme
par Selma HENTATI

LES PARLERS DE L'IRMC

Quels sont les défis d'un Institut de recherche français en Tunisie ? La question de la langue orale et écrite se pose. Des enjeux posés par la traduction aux problématiques liées à l'évolution des échanges, de la langue et des façons de communiquer le savoir, cette rubrique entend soulever des questions fondamentales pour garantir une diffusion durable et efficace de la recherche en sciences humaines et sociales.



© Skander Khlif

لغات معهد الدراسات المغاربية المعاصرة

ماهي تحديات معهد بحث فرنسي في تونس؟ تعتبر اللغة المتحدثة والمكتوبة مسألة مطروحة. يقترح هذا الركن الوقوف على الرهانات المتعلقة بترجمة الإشكاليات المرتبطة بتطور التواصل واللغة وطرق بث المعرفة، وذلك بالوقوف عند الأسئلة الرئيسية حتى نضمن نقل متواصل وفعال للمعرفة في العلوم الإنسانية والاجتماعية

The IRMC's languages

What are the challenges of a French research institute in Tunisia? The question of oral and written language arises. From the challenges posed by translation to the questions linked to the evolution of exchanges, language and ways of communicating knowledge, this section intends to raise fundamental questions to guarantee a sustainable and efficient dissemination of research in the human and social sciences.



ENTRETIEN AVEC Kmar BENDANA

Chercheuse à l'IRMC depuis 1995, et professeure émérite d'histoire contemporaine à l'Université de La Manouba.

D'UNE LANGUE À L'AUTRE : LA TRADUCTION ET SES DÉFIS

L'IRMC s'est déjà livré à la traduction d'ouvrages du français vers l'arabe en vue de mieux diffuser les ouvrages de SHS en Tunisie. Quel est votre point de vue à ce sujet ?

La traduction du français vers l'arabe, et plus généralement pour toutes les langues, pose des défis multiples. Savoir quel contenu traduire, comment perdre le moins possible le sens originel, restituer autant que faire se peut forme et fond en passant d'une langue à l'autre, etc. Passer d'une langue à l'autre est un enjeu lourd qui se superpose à celui de la réflexion scientifique (un mode de traduction en soi) : comment faire entendre un propos dans plusieurs langues à des publics différents ?

La question est d'autant plus centrale que nous traversons une époque où nombre de publics – et lecteurs potentiels – sont privés d'une pensée politique, économique, écologique, sociale, faute d'accessibilité à la langue d'expression. Beaucoup d'auteurs restent méconnus, la barrière de la langue étant déterminante dans les sciences humaines et sociales comme ailleurs. En réalité, l'enjeu n'est pas tant dans la traduction en elle-même (un métier qualifié à confier à des spécialistes) que dans le système de circulation du savoir, des savoirs et des savoir-faire de la recherche.

C'est là une contradiction forte avec l'époque que nous vivons : le numérique fait des miracles, il abolit les distances géographiques, il permet de tisser des liens même quand les conjonctures sanitaires tendent à nous isoler, il rassemble les populations envers et contre toutes les barrières de la langue (Google traduction n'a plus de secret pour personne !). Pourtant, la question de la traduction des études de SHS reste d'actualité. Comment se fait-il qu'à l'ère de la mondialisation, nous nous heurtons encore aux barrières de la langue dans la recherche ?

Quelles en sont, selon vous, les conséquences sur la recherche ?

La recherche se fait partout, quelle qu'en soit la langue ; il y a dans le monde entier des universitaires qui « cherchent », mais reconnaissons que le savoir en humanités ne circule pas partout, notamment en lien avec une « géo-politique » de la langue.

Je dirais, pour résumer, qu'il existe une langue dominante *versus* une langue dominée – pour reprendre des termes que la recherche fait émerger. C'est un peu comme si le monde arabe était un terrain d'application de théories fabriquées ailleurs, dans d'autres langues (majoritairement occidentales). *Grosso modo*, le Nord théorise et le Sud sert de terrain d'expérimentation. Il faut trouver un moyen de dépasser cette dichotomie ; après tout, toutes les régions et cultures du monde ont quelque chose à apporter aux humanités, et tout terrain est porteur en lui de cadres théoriques et de manières de voir.

Lors de votre échange avec Augustin Jomier autour de son ouvrage sur l'ibadisme en Algérie¹, vous avez parlé de « langue de la théorie », notamment celle de l'arabe classique et littéraire versus la langue du concret, du réel, du terrain, i. e. les langues dialectales. Pouvez-vous nous en dire davantage ?

Il y a là des enjeux profonds, qu'il faut percevoir en diachronie, à travers l'histoire des langues : l'arabe classique, littéraire, est-il accessible à une majorité de Tunisien-ne-s pour lire la science d'aujourd'hui ? Allons plus loin : nous appartenons à une communauté linguistique qui s'étend sur plus d'une vingtaine de pays.

1. JOMIER Augustin, 2020, *Islam, réforme et colonisation. Une histoire de l'ibadisme en Algérie (1882-1962)*, Paris, Éditions de la Sorbonne. Cet ouvrage a fait l'objet d'une présentation-débat organisée par l'IRMC et animée par Kmar Bendana, disponible [en ligne](#).

La langue est partie prenante de l'identité des peuples arabes, et les dialectes fourmillent sur des milliers de kilomètres. Cette donnée géopolitique, culturelle et humaine peut nous aider à être solidaires. Il faut en tirer les bonnes démarches, et penser au devenir de la langue arabe, aux possibilités d'exploiter les parlers régionaux. Je viens d'une génération qui a été élevée à la radio, l'oral était à l'honneur ; j'ai donné des cours de dialecte tunisien quand j'étais étudiante. J'aurais pu en faire une spécialité, j'adorais cela.

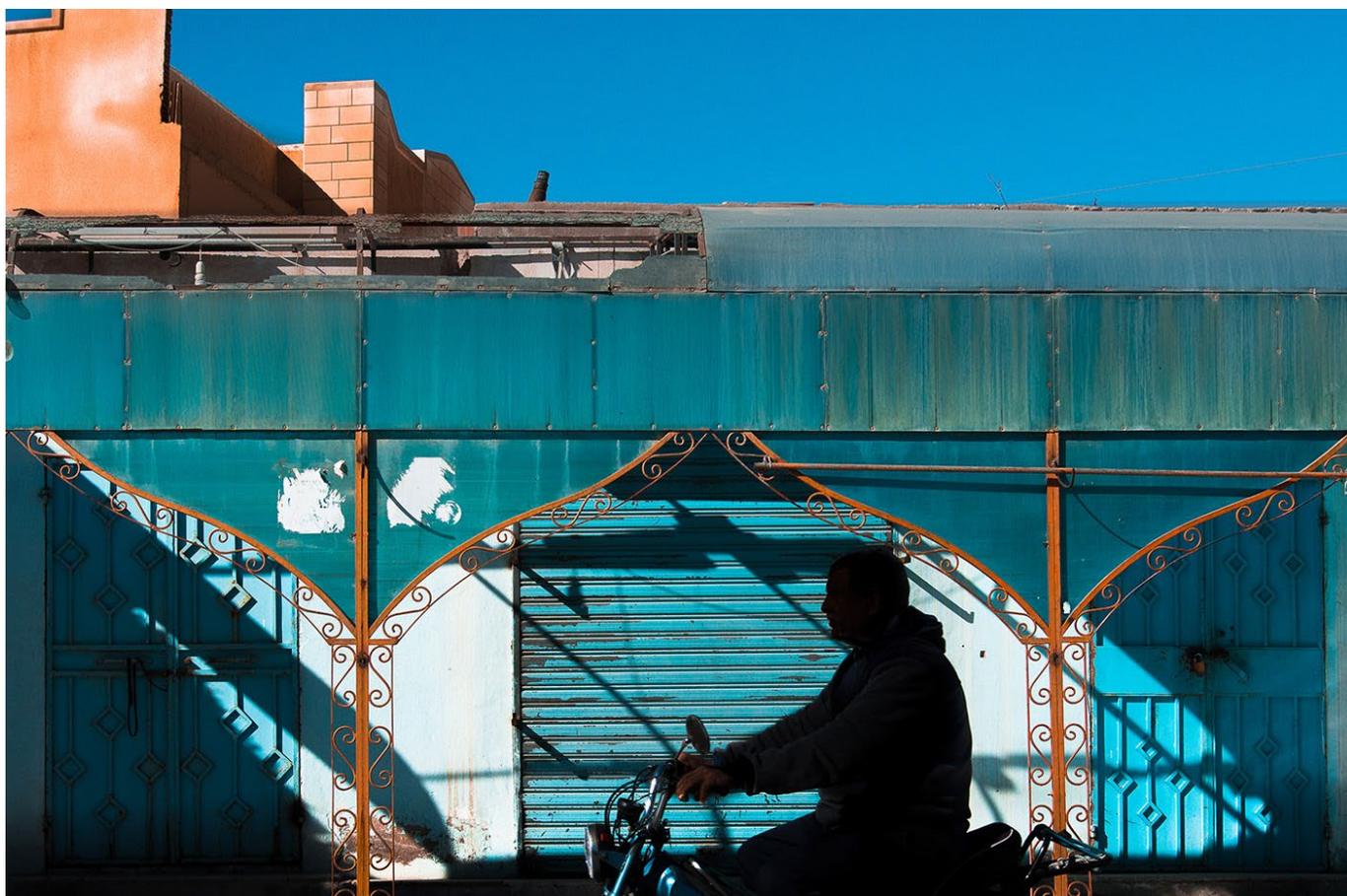
Or, cette langue a été dépréciée, déclarée impure, impropre à la réflexion. Les choses évoluent pourtant, les révolutions arabes n'ont pas parlé en langue classique, pas plus que les révolutions « occidentales » n'ont parlé en latin. On l'a vu sur les réseaux sociaux : la créativité de l'internaute tunisien dans l'adaptation de sa langue à l'ère numérique et au monde connecté se voit ailleurs ! Quelque chose a commencé, peut-être une évolution langagière autant que sociale. J'en vois des signes dans ma façon de communiquer avec les étudiants ou les collègues. Je l'ai longtemps gardé pour moi, mais je prends beaucoup de plaisir à *switcher* d'une langue à l'autre quand j'enseigne. Finie la pureté d'une langue immaculée, sortie tout droit du dictionnaire pour atterrir dans les oreilles sages et attentives d'un public

unilingue. Je considère qu'une langue vivante doit vivre, que nous sommes entrés dans un temps autre, celui où les langues ont plusieurs facettes, plusieurs réservoirs et usages. On peut aimer les grandes tragédies, la langue classique, le Coran et l'alexandrin, mais cela ne doit pas pour autant interdire de penser la langue, *a fortiori* la langue arabe, pour des perspectives futures.

Et, qui sait ? Peut-être que Facebook et Internet feront pour les dialectes arabes ce que l'imprimerie a fait pour les langues européennes vernaculaires : débattre, critiquer, diffuser, croiser, inscrire noir sur blanc avant de penser une grammaire codifiée et des normes morphologiques, à l'instar de celles des langues de nos voisins d'en face.

Comment voyez-vous le rôle de l'IRMC dans cette évolution linguistique ?

L'IRMC peut répondre à deux besoins importants : poursuivre une histoire commune entre la Tunisie et la France, élargir et diversifier un savoir-faire public de la recherche. Fruit d'une histoire universitaire, l'IRMC a un devoir de mémoire, autant que de transmission vers les générations futures : il faut assumer les héritages, les générations futures :



"Through the Tunisian South". © Skander Khlif

les étudier, les enrichir et les faire connaître. L'avenir est aussi là : dans la prise en charge de notre passé commun avec tous ses aspects, sans tabou ni silence sur quelque sujet que ce soit. Je refuse l'expression : « Du passé faisons table rase » ! Une société sans passé peut difficilement se comprendre et penser un avenir.

L'IRMC a surtout un rôle institutionnel : aménager la transmission critique d'un savoir-faire de la recherche, autant que d'un savoir-diffuser les fruits arrivés à maturité. Je ne pense pas qu'un institut de recherche doive assumer le rôle de réformateur. Je préfère le voir

comme un lieu de relais, de transmission d'un héritage, d'espace de communication. Ce rôle de courroie doit se prémunir contre les bouleversements du monde afin d'assurer une continuité de la connaissance : nous avons besoin d'institutions capables de garantir nos acquis scientifiques contre l'érosion du temps. Les évolutions des usages linguistiques dans la recherche se jouent parallèlement, et sans doute feront-elles leur entrée dans la recherche. C'est du moins ce que je souhaite.

Propos recueillis et mis en forme par Selma HENTATI

L'ORAL À L'HONNEUR : QUAND PUBLIER N'EST PAS TOUT

par Katia BOISSEVAIN

J'aimerais, dans ce court billet, insister sur la place incontournable des échanges oraux dans les métiers scientifiques. Je souhaite souligner le fait qu'il n'y a pas, dans les laboratoires et centres de recherches en général, et à l'IRMC en particulier, de cloisonnement entre les formes d'expressions orales et écrites. Peut-être la circulation entre écrit et oral bénéficie-t-elle des dimensions du centre et de son jardin.

Le lien entre oralité et écriture scientifique est profond et indéfectible, mais la relation entre les deux est plus complexe qu'il n'y paraît. L'écriture, l'ouvrage, le « papier », l'œuvre, est l'aboutissement d'une pensée qui peut naître dans l'oralité, un échange vif, une image frappante, le charisme d'un exposé ou l'attrait d'une formule. Les séminaires, présentations orales des terrains, discussions critiques et échanges de vive voix sont les lieux où se fabrique la pensée, à plusieurs, entre pairs (ou non) issus de mêmes disciplines ou voisines. On qualifie souvent le « livrable » de résultat, alors qu'il s'agit en réalité d'une étape qui permet de fixer un temps l'état de la connaissance sur un domaine, avec les questions qui le limitent.

Dans les pratiques de l'IRMC, l'écrit ne supprime pas l'oralité, loin s'en faut. Un-e chercheur-e est rarement seul-e dans son bureau, à son ordinateur, mais plutôt en dialogue constant avec lectures et collègues. On pourrait presque dire, et la plaisanterie ne serait pas loin de la vérité, qu'ils et elles « sont plusieurs dans leur tête ». La parole, l'oral, l'échange, la rencontre nécessitent des

lieux propices, des espaces protégés, et l'IRMC en est un bon exemple, abrité dans sa villa de Mutuelleville sans être à l'écart du monde.

Nous savons que la connaissance est le résultat d'une vraie conversation entre les deux états de parole et de pensée, l'oral et l'écrit, à valeur égale et complémentaire. Que dire alors des systèmes d'évaluation des sciences, pour lesquels il nous faut compter le nombre de publications, sans parler du nombre de leurs citations ? Les séminaires et colloques, s'ils sont également énoncés, avec une préférence pour les rencontres « internationales » sur les « nationales », laissent dans l'ombre l'épaisseur d'une bonne part de la genèse des idées, des méthodes et de leur formulation.

Or, le travail de recherche est long, cumulatif, sinueux. La pensée scientifique se doit d'être « radicale » dans le sens où elle s'évertue à aller à la racine des choses, sans nécessairement en traquer l'origine. Elle cherche le concept le plus heuristique possible, forgé au contact des voix émergentes des terrains et dans la comparaison avec d'autres. Les rencontres permettent ce chemin d'élaboration lente et concentrée. Sans oralité, pas de respiration, pas de circulation et pas de science¹.

1. Une des dernières publications de l'IRMC porte sur les rencontres de scientifiques au sein des Instituts Pasteur et des avancées accomplies à ces occasions, le tout restitué sous forme de dialogue ininterrompu entre les chercheur-e-s et scientifiques participant à l'ouvrage. Cf. MOULIN Anne-Marie (dir.), 2022, *Histoire orale des Instituts Pasteur. Parler de science au Maghreb*, Tunis, IRMC-Nirvana (disponible sur le [site de l'éditeur](#)).

L'oral est mis à l'honneur à travers la variété des rencontres. Lors des colloques, séminaires et écoles doctorales, la réflexion se poursuit en dehors du cadre des présentations à proprement parler. Ces conversations font naître des affinités de pensée et des compagnonnages, tissent des amitiés scientifiques et des intérêts partagés, fabriquent des réseaux de recherches et des orientations de travail. C'est principalement par l'oralité que se déploie la transmission intergénérationnelle et que se développent les liens interinstitutionnels. Les échanges réguliers entre directeurs et directrices de thèse et les doctorant·e·s sont favorisés à l'IRMC sous différents formats : écoles doctorales, ateliers d'écriture, séminaires de recherches ouverts à toutes et tous, colloques en fin de programmes de recherches, réunions informelles.

Je disais plus haut : « pas de cloisonnement entre les formes d'expressions ». Je pourrais ajouter : « pas de hiérarchie ». La formule peut sembler quelque peu exagérée, puisque les lecteurs et les lectrices penseront aux langues et que l'IRMC est un lieu identifié comme francophone. Laissez-moi expliciter. La langue française est la langue principale d'expression de l'institut, en raison de son ancrage universitaire en France, et du fait de l'histoire des SHS en Tunisie, qui se sont constituées et propagées dans cette langue en premier. Or, depuis la création de l'institut, les échanges en français sont adossés au tunisien. Les conversations s'entrelacent de tunisien dialectal car les partenariats avec les universités tunisiennes et leurs enseignant·e·s-chercheur·e·s ont développé une grande familiarité entre communautés scientifiques. Dans l'espace ainsi créé règne le *code-switching* ; la fluidité des pratiques linguistiques est la règle, et ce avec beaucoup de plaisir et parfois de l'invention. Je ne sais pas si les linguistes ont traité de la question du plaisir dans le jeu entre les langues, il est probable que oui. Les écarts et croisements que ces jeux permettent garantissent une agilité évidente de la pensée et nourrissent imagination et inspiration.

Les croisements entre langue française et langue tunisienne sont encouragés par les bourses de longue durée attribuées aux doctorant·e·s. Depuis les débuts de l'institut, ces bourses ont structuré l'architecture globale de l'édifice scientifique de l'IRMC. Elles ont permis l'immersion de doctorant·e·s, qui sont devenu·e·s ensuite chercheur·e·s, car l'apprentissage de la langue induit une familiarité avec la société, en lien avec l'actualité et les enjeux du pays et de la région. La pratique de la langue crée un attachement, l'expérience intime d'une histoire

partagée, de formes sociales communes, et éloigne ainsi d'une vision culturaliste du monde et des relations qui le régissent.

Ces langues de vie et de travail sont à la fois la condition et le résultat d'expériences communes. C'est un outil à double usage et double fond. Certes, le français est la langue d'expression principale et il ne s'agit pas d'idéaliser une situation linguistique qui serait miraculeusement dénuée d'enjeux de pouvoir. Les langues ne sont pas égales, elles sont chargées de stratifications d'ordre historique. Mais la diglossie est revendiquée car elle permet de mettre au jour les complexités des concepts, l'imperfection de leurs correspondances, le flottement entre les langues. Le balancement traduit une esthétique de la complexité, qui se joue entre l'oral et l'écrit, entre le français et l'arabe, comme entre les disciplines (histoire, sciences politiques, géographie, sociologie, anthropologie). L'imperfection, ou l'ambiguïté, n'est pas là par hasard ; elle n'est pas un défaut mais un choix, une ouverture et un enrichissement.

L'importance accordée aux langues d'expression est un souci ancien à l'IRMC, un thème de recherche visité. En 2004, un ouvrage dirigé par Jocelyne Dakhlia, *Trames de langues. Usages et métissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb*² était le résultat d'un programme multidisciplinaire et multilatéral. Un de ses chapitres était déjà consacré aux « passages et passeurs ». Puis en 2015, un second ouvrage fut coordonné par Myriam Achour-Kallel, *Le social par le langage. La parole au quotidien*³. L'un comme l'autre nous indiquent la sortie d'un schéma dualiste (entre le français et l'arabe) et insistent sur la fluidité des pratiques, l'étendue des mélanges et l'importance du plurilinguisme.

Enfin, n'oublions pas que l'environnement linguistique, en Tunisie comme au Maghreb, a évolué. L'arabisation de l'éducation supérieure, le reflux de la langue française, le désintérêt d'une frange de la jeunesse pour la langue d'un pays qui se refuse à eux, change radicalement la donne. Par ailleurs, l'arrivée d'une nouvelle génération de chercheur·e·s français·e·s, dont certain·e·s sont né·e·s des échanges entre le Maghreb et la France, est une richesse indéniable en termes d'élaboration des problématiques en SHS sur la région et d'accès aux terrains. Nos tutelles ne mesurent pas encore cet atout, fruit de l'histoire.

2. DAKHLIA Jocelyne (dir.), 2004, *Trames de langues. Usages et métissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb*, Tunis-Paris, IRMC-Maison neuve & Larose.

3. ACHOUR-KALLEL Myriam, 2015, *Le social par le langage. La parole au quotidien*, Paris, IRMC-Karthala.

LES GRANDES RENCONTRES TRANSNATIONALES À VENIR

Du *flash-back* aux projections vers l'avenir, cette lettre est enfin l'occasion de rappeler le dynamisme de l'IRMC et l'ancrage de ce dernier dans l'actualité scientifique. Insanyyat et le colloque international de l' AISLF, deux grandes rencontres transnationales, ont lieu en 2022 : présentation des thématiques qui y seront abordées.

Par Kmar Bendana et Imed Melliti



"On the edge of the Sahara". © Skander Khlif

أكبر اللقاءات الدولية

من العودة على الماضي لاستشراف للمستقبل، تعتبر هذه النشرة فرصة للتذكير بدناميكية المعهد وترسخه في متابعة المستجدات المعرفية : إنسانيات والملتقى الدولي لـ AISLF، باعتبارهما لقاءين دوليين، سينعقدان في سنة 2022، تقديم للمحاور التي سيقع تناولها.

Major transnational meetings

From flashbacks to projections into the future, this letter is finally an opportunity to recall the IRMC's dynamism and its anchorage in current scientific events. Insaniyyat and the AISLF international symposium, two major transnational meetings, will take place in 2022: presentation of the themes that will be addressed.

INSANIYYAT, C'EST BIENTÔT

par Kmar BENDANA

Du 20 au 24 septembre 2022 aura lieu le Forum international des sciences humaines et sociales : *Insaniyyat*. Les objectifs de cet événement visent à valoriser la recherche : il s'agit de proposer aux chercheur·e-s et enseignant·e-s, doctorant·e-s et post-doctorant·e-s de l'Afrique et de

par la confrontation des théories formulées au fil des travaux et enquêtes des participant·e-s.

« Il faut voyager pour froter et limer sa cervelle contre celle d'autrui » : tels sont les mots de Montaigne louant les mérites de l'expatriation, au sens propre du terme, pour partir à la rencontre des esprits et des idées venus d'ailleurs.

C'est là l'ambition d'*Insaniyyat* : réunir *hic et nunc*, et de toutes les provenances, des chercheurs en histoire, en anthropologie, en sociologie, en politologie, mais aussi en arts, en littératures, en philosophie, en psychologie, ou toute discipline touchant, de près ou de loin, aux sciences humaines et sociales.

Le but est de les réunir, plus encore, pour faire émerger les possibles bienfaits que l'interdisciplinarité peut apporter à nos sociétés contemporaines, marquées par des mutations sociales, économiques, politiques, culturelles et juridiques accentuées par l'avènement de l'ère numérique dans les mondes africains et arabes.

Insaniyyat est né de la volonté commune à des centres de recherche européens et des universités maghrébines de profiter d'un lieu d'expression, de débat et de réflexion mettant les sciences humaines et sociales à l'honneur. Ce Forum est co-organisé par plusieurs partenaires, l'IRMC (Institut de recherche sur le Maghreb contemporain), les Universités de La Manouba et de Tunis El-Manar, le GIS MOMM (Groupement d'intérêt scientifique du Moyen-Orient et des Mondes Musulmans), la SEMOMM (Société des études sur le Moyen-Orient et les Mondes Musulmans), ainsi que de nombreux autres acteurs académiques, notamment le Centre Jacques-Berque de Rabat, le CRASC (Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle) d'Oran, ou encore la Casa Arabe de Madrid.



Affiche du Forum international Insaniyyat, en septembre 2022. © Insaniyyat

l'espace euro-méditerranéen, un lieu d'échange et de réflexion autour de disciplines liées aux Humanités ; de rehausser la recherche en la connectant concrètement aux terrains de la vie en cité, par des regards croisés et

انسانيّات
INSANIYYAT

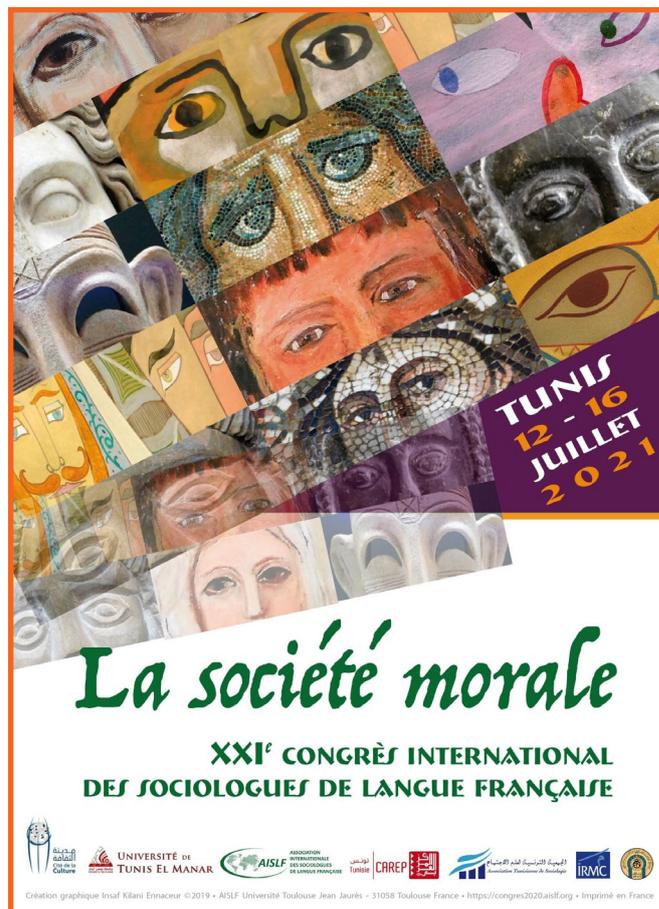
International Forum for
Humanities and Social Sciences
Tunis, 20 - 24 Sept. 2022

L' AISLF, UNE ASSOCIATION D'ENVERGURE

par Imed MELLITI

L'Association internationale des sociologues de langue française (AISLF) est un réseau de sociologues francophones qui compte près de deux milles membres issus de plusieurs pays (France, Canada, Suisse, Belgique, pays du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, etc.) et une soixantaine de comités et de groupes thématiques. Depuis sa création, les sociologues tunisiens ont été très actifs au sein de l'AISLF, contribuant de manière notoire à l'ensemble de ses structures de recherche et à ses instances dirigeantes. La présence des sociologues tunisiens dans l'AISLF a été déterminante dans l'impulsion de différentes formes de collaboration entre celle-ci et l'IRMC, un animateur principal du champ académique et des milieux de recherche maghrébins en SHS.

Le dernier congrès de l'AISLF s'est déroulé du 12 au 16 juillet 2021, et portait sur « La société morale ». Le prochain aura lieu en 2024. Il a réuni des chercheurs et universitaires de tous horizons, parmi lesquels Mohamed Kerrou, Abdelhamid Hénia, Mounira Chapoutot, Sihem Najjar ou encore Ridha Ben Amor.



Affiche du XXI^e congrès international de l'AISLF, en juillet 2021. © AISLF

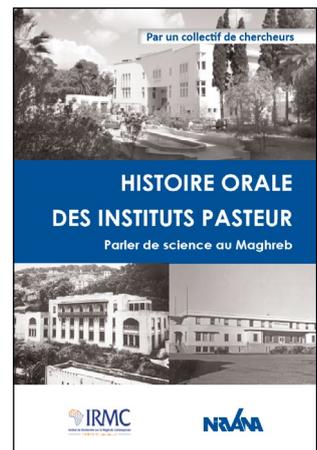
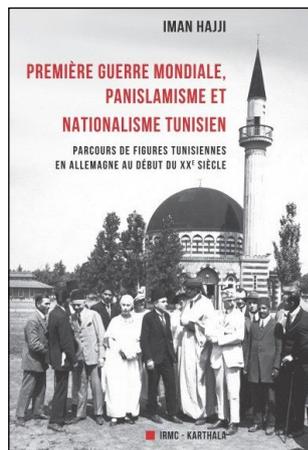
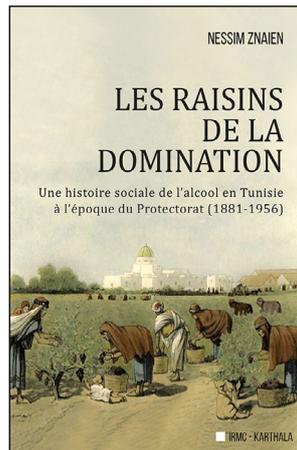
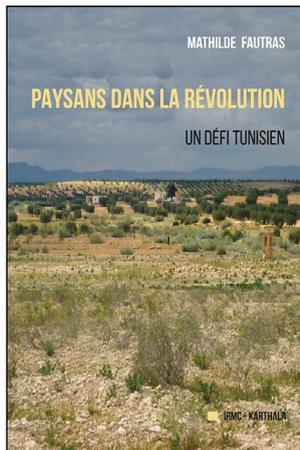


Séance du XXI^e congrès de l'AISLF. © AISLF.

Cette année auront lieu les Rencontres de la sociologie francophone, du **24 au 28 octobre 2022 à Sfax**. L'objectif, différent de celui des congrès internationaux, est d'interroger les enjeux spécifiques à la recherche en Sciences humaines et sociales, au-delà des questions de société habituellement traitées. Ce sera également l'occasion de donner la parole à des chercheurs et doctorants émergents, venus des deux rives de la Méditerranée.



DERNIÈRES PARUTIONS



Découvrez toutes nos publications sur le site internet de l'IRMC.

Qui est Skander Khlif ?

Né à Tunis en 1983, Skander Khlif a grandi sur les rives de la Méditerranée. En 2003, il part en Allemagne pour suivre des études d'ingénieur et y vit encore aujourd'hui. Épris de photographie, il s'y convertit progressivement pour en faire son métier.

C'est un « passionné de la vie, la vraie », selon ses propres mots. Il tend à rapporter un visuel fidèle aux moments insolites et aux histoires qui se présentent à lui. Sans doute inspiré de la photographie humaniste, son procédé pourrait s'inscrire dans différents genres allant de la photographie d'art et de rue à la photographie documentaire.

Le coup de cœur de l'IRMC

Par ses œuvres justes et poétiques, Skander Khlif maîtrise l'art de fixer les scènes de la vie quotidienne pour en faire une peinture saisissante et mouvante de l'humain. Il se définit comme un « visual storyteller », parcourant les cinq continents pour en restituer, avec fidélité et réalisme, la beauté du vivant. Ses photographies (<https://skanderkhlif.com/>) font le tour du monde : de Dakar à Bologne, en passant par New York, Paris, le Bosphore ou encore Delhi, l'appareil de Skander Khlif capture les instants où perce une sorte d'esthétisme universel, qui court les rues sans que l'on y prête toujours attention. Telle est la beauté du métier de photographe : rendre l'essentiel visible aux yeux du public.

Pour l'anniversaire des trente ans, l'IRMC a bénéficié d'une sélection de photographies de Skander Khlif. Tous nos remerciements et notre gratitude lui reviennent, pour avoir contribué avec bienveillance et disponibilité à rendre ce numéro unique.



Responsable de La Lettre de l'IRMC : Katia Boissevain
Responsable des publications : Selma Hentati
Conception graphique et PAO : Bisma Ouraïed-Menneï
Chargée de communication : Afef Toumi
Chargée de projets à l'IRMC : Vanessa Aubry

IRMC, 20 rue Mohamed Ali Tahar, Mutuelleville, 1002 TUNIS
Tél : (+216) 71 796 722 / E-mail : direction@irmcmaghreb.org